

AGRI'SCOPIE®

ÉDITION 2016



LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI-PYRÉNÉES



© Marque déposée par la CRA Normandie



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRES D'AGRICULTURE
LANGUEDOC-ROUSSILLON
MIDI-PYRÉNÉES

CERFRANCE
entreprendre, ensemble





Denis CARRETIER
*Président de la Chambre
régionale d'agriculture
Languedoc-Roussillon
Midi-Pyrénées*



Philippe LACUBE
*Président de CERFRANCE
Midi-Pyrénées*



Marc CAUHOPÉ
*Président de CERFRANCE
Languedoc-Roussillon*

En tant que Présidents de la Chambre régionale d'agriculture Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées et des CERFRANCE Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, nous sommes heureux de vous présenter **Agri'scopie® Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées**, édition 2016.

La réforme territoriale de 2015 a amené nos deux régions à fusionner en une seule grande région composée de 13 départements. La brochure Agri'scopie®, publiée pour la première fois en 2015 pour la région Midi-Pyrénées, se devait donc d'être le reflet de ce nouveau découpage territorial en 2016. Ce travail partenarial a ainsi permis à nos structures de collaborer à une nouvelle échelle, et de partager nos visions de l'agriculture régionale.

L'économie des exploitations agricoles est plus que jamais au centre de nos préoccupations professionnelles et de nos méthodes d'accompagnement des agriculteurs. Dans un contexte de crise profonde, nous avons souhaité poursuivre le partenariat engagé entre les CERFRANCE et les Chambres d'agriculture pour appréhender au mieux notre nouveau territoire.

Forts de l'expérience de l'édition 2015, nous avons construit un document complet sur l'ensemble des productions régionales, avec pour ambition qu'il devienne une référence pour l'ensemble des acteurs du monde agricole régional.

C'est avec un grand plaisir que nous nous associons à nos collègues, Présidents des Chambres départementales d'agriculture et des CERFRANCE départementaux, ainsi qu'à nos partenaires, pour vous présenter cette nouvelle édition, marquant l'union de deux grandes régions agricoles.

Nous vous en souhaitons une bonne lecture.

4 PARTENAIRES

LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI-PYRÉNÉES

5 PRÉSENTATION GÉNÉRALE

6 L'AGRICULTURE DE LA GRANDE RÉGION

LES TERRITOIRES DE LA GRANDE RÉGION

9 ORIENTATION AGRICOLE DES TERRITOIRES

10 LES DÉPARTEMENTS : CHIFFRES CLÉS

LES FILIÈRES...

13 GRANDES CULTURES

15 FOCUS : LES SEMENCES

16 FOCUS : LA POLYCULTURE

17 MARAÎCHAGE ET HORTICULTURE

19 VITICULTURE

22 ARBORICULTURE

24 BOVINS VIANDE

26 BOVINS LAIT

28 OVINS VIANDE

30 OVINS LAIT

32 CAPRINS

34 PORCINS

36 VOLAILLES, PALMIPÈDES ET LAPINS

38 APICULTURE

40 ÉQUINS

SOMMAIRE

LE POINT SUR...

41 LE FONCIER

42 LA DÉMOGRAPHIE ET L'EMPLOI EN AGRICULTURE

43 L'INSTALLATION ET LA TRANSMISSION

44 LES SIGNES D'IDENTIFICATION DE LA QUALITÉ ET DE L'ORIGINE

45 FOCUS : L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

47 LES CIRCUITS COURTS

48 MÉTHODE, SIGLES ET DÉFINITIONS

LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI-PYRÉNÉES



Ce document a été réalisé avec la collaboration de nombreux organismes régionaux. Nous tenons à remercier plus particulièrement :

- **DRAAF Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées** : Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt – Service Régional de l'Information Statistique et Économique Territoriale



recensement
agricole
2010

- **ARSAMIP** (Association Régionale SAFER de Midi-Pyrénées) et **SAFER Languedoc-Roussillon**
SAFER Gascogne Haut-Languedoc (www.gascogne-haut-languedoc.safer.fr)
SAFER Aveyron-Lot-Tarn
SAFER Garonne-Périgord (www.garonne-perigord.safer.fr)



- **IRQUALIM** : Institut Régional de la Qualité Alimentaire



- **Autres partenaires** : Agence Bio, Arvalis, Association des Filières Régionales Avicoles et Cunicoles de Midi-Pyrénées (AFRAC), Association pour le Développement de l'Apiculture en Midi-Pyrénées (ADAM), Association pour le Développement de l'Apiculture Professionnelle en Languedoc-Roussillon (ADAPRO), Centre expérimental horticole de Marsillargues (CEHM), Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes (CTIFL), Centrex, Chambre de Commerce et d'Industrie de Midi-Pyrénées (CCI MP), CILAISUD Caprin, Conseil Interprofessionnel des Vins du Languedoc (CIVL), Conseil Interprofessionnel des Vins du Roussillon (CIVR), Coop de France, Fédération des Fruits & Légumes, Fédération Régionale des Producteurs de Lait (FRPL), GIE Promotion de l'Élevage Midi-Pyrénées, Groupement National Interprofessionnel des Semences (GNIS), Institut de l'Élevage (IDELE), Institut Français de la Vigne et du Vin (IFV), Inter Oc, Inter Rhône, Interprofession des Vins du Sud-Ouest (IVSO), Jeunes Agriculteurs LR, Jeunes Agriculteurs MP, Midiporc, Observatoire du Développement Durable (ODR-INRA), Serfel, Supagro, Terra Vitis, Terre Innovia.

Retrouvez « Agri'scopie® Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées » :

→ sur le site internet de la Chambre régionale d'agriculture

Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées : <http://www.lrmp.chambagri.fr>

→ sur le site internet CERFRANCE : <http://www.midimed.cerfrance.fr>



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»

Pour la contribution des Chambres d'agriculture à cette publication

Note : Au moment de la rédaction du document, le nouveau nom de la région n'était pas connu.

LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI-PYRÉNÉES

Avec une superficie de 73 360 km², la région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées (LRMP) est **la 2^e plus vaste des nouvelles régions françaises**. Le paysage régional est caractérisé principalement par l'importance des deux massifs montagneux qui l'encadrent : les Pyrénées au sud et le Massif Central au nord couvrent environ 45% du territoire. Entre les deux, la zone de plaine se décline en une grande variété de paysages. Enfin à l'est, 4 départements regroupent 231 km de côtes. Cette géographie particulière explique un **climat contrasté et très aléatoire** : sous influence méditerranéenne à l'Est, celui-ci évolue en fonction de l'éloignement de la mer et de l'altitude. Il est fortement marqué par des événements extrêmes (sécheresse, inondations, grêle, gelées, vents violents, etc).

Du point de vue démographique, le profil régional s'avère également très contrasté. Avec +26% de population depuis 1990, LRMP est la **2^e région ayant le plus fort taux de croissance démographique** après la Corse. Le solde migratoire étant responsable des 3/4 de cette hausse, elle se définit comme une des régions les plus attractives de France. Pour autant, la population régionale se concentre très largement dans les aires urbaines de Toulouse, Montpellier, Perpignan et Nîmes, puis sur le littoral. Ainsi, les départements de la Haute-Garonne, de l'Hérault et du Gard rassemblent 55% de la population régionale. À l'inverse, les départements de l'Ariège, de l'Aveyron, du Lot, de la Lozère et des Hautes-Pyrénées ont une croissance démographique annuelle proche de zéro. La région est ainsi une des moins densément peuplée (78 hab/km² - France : 116) et certaines zones rurales sont même sous le seuil de désertification (moins de 30 hab/km²).

Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées est la 10^e des 13 régions françaises pour le niveau de PIB par habitant en 2013. Elle est toutefois la **3^e région française en termes de croissance économique** sur la décennie 2003-2013 et la 4^e en 2013 (+1.9%). La majeure partie des emplois régionaux sont dans le secteur tertiaire. 1^{re} région française pour la recherche et le développement, LRMP présente également un pôle touristique très développé (4^e région). Pour autant, malgré un secteur productif moindre, les industries produisent 12% de la valeur ajoutée, notamment grâce aux secteurs de l'aérospatiale et de l'agro-alimentaire. Grâce à ces pôles industriels, la région se classe 4^e région exportatrice et surtout 1^{re} en termes de solde commercial en 2015.

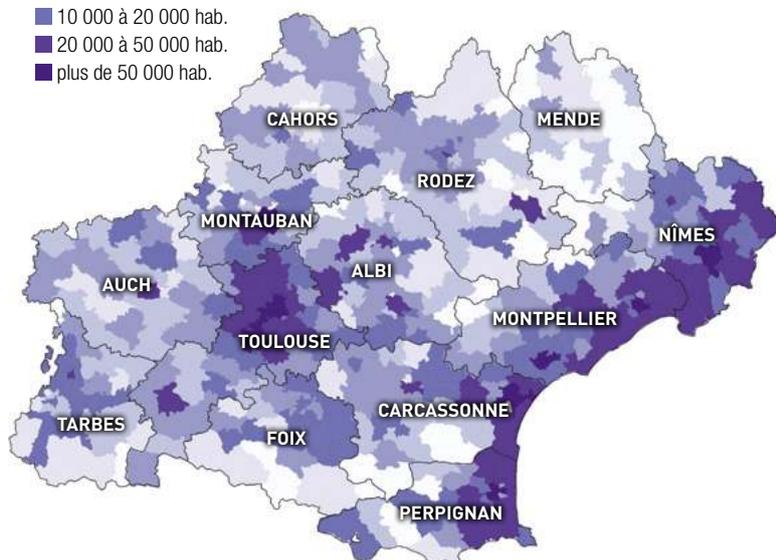
LES CHIFFRES

- **5 724 711 habitants**
estimation au 1^{er} janvier 2014
- **4 565 communes**
- **271 EPCI (au 1^{er} janvier 2015)**
- **242 cantons (au 1^{er} janvier 2015)**
- **13 départements**
- **13% du territoire national métropolitain**
- **10^e région pour le niveau de PIB par habitant :**
PIB par habitant en 2013 : **26 800 €**
Part du PIB de la France métropolitaine (2013) : **7%**
- **4^e région exportatrice :**
Total des exportations en 2015 : **55 674 millions d'€**
Dont secteurs agricole et agro-alimentaire **8%**
Solde commercial 2015 : **9 477 millions d'€**

(Sources : INSEE, Douanes)

Population 2013 des cantons

- Moins de 2 000 hab.
- 2 000 à 3 000 hab.
- 3 000 à 5 000 hab.
- 5 000 à 10 000 hab.
- 10 000 à 20 000 hab.
- 20 000 à 50 000 hab.
- plus de 50 000 hab.



RÉPARTITION DE LA POPULATION PAR CANTON

(Source : INSEE 2013)

RÉPARTITION DES EMPLOIS RÉGIONAUX EN 2013

(Sources : INSEE, BAEA, MSA)

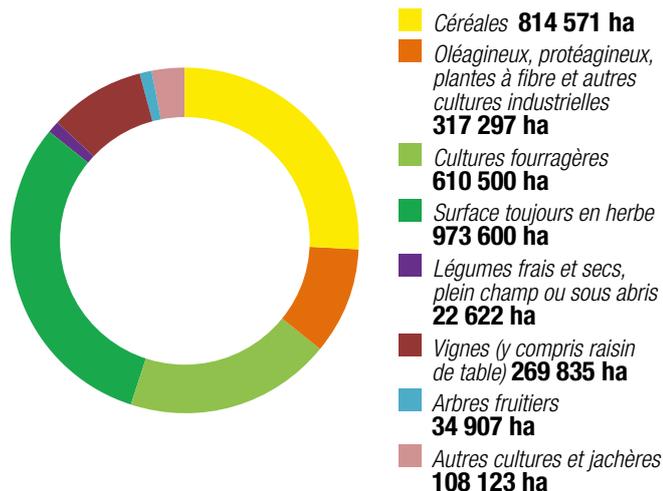
	Secteurs agricole et agroalimentaire	Tous secteurs confondus	Part de l'agriculture et de l'agroalimentaire
Emplois de la production de biens	125 519	468 993	dans la production de biens 27%
Emplois de la production de services marchands	38 775	989 051	dans la production de biens et services marchands 11%
Emplois des services non marchands (administrations, santé)		747 245	
TOTAL des emplois	164 294	2 205 289	dans le total des emplois 7%

Le secteur agricole et agroalimentaire joue un rôle majeur dans l'économie régionale, en particulier pour les zones rurales. **2^e secteur exportateur**, il contribue largement au chiffre d'affaires régional et constitue **un des principaux employeurs avec 164 000 emplois** en 2013. Les IAA occupent notamment une place de premier plan avec 18% des effectifs industriels de la région et près de 7 400 entreprises. L'agriculture et l'agroalimentaire représentent ainsi les principales sources d'emploi et de valeur ajoutée de la région.

L'AGRICULTURE DE LA GRANDE RÉGION



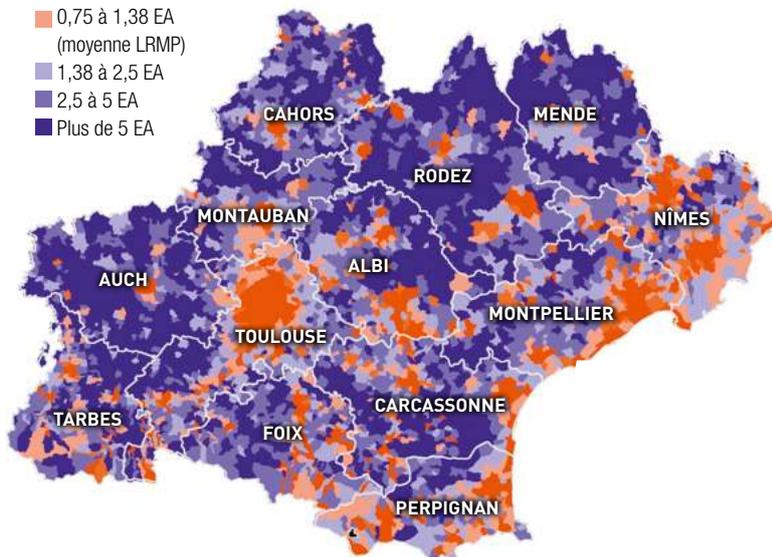
Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées est la **2^e région agricole française**, derrière Aquitaine Limousin Poitou-Charentes, avec plus de 78 000 exploitations agricoles recensées en 2010. Comme dans le reste de la France, le nombre d'exploitations a fortement diminué et plus de la moitié a disparu en 30 ans. Depuis 2000, la baisse s'est stabilisée à un rythme de -2.5% par an, soit plus de 5 exploitations agricoles qui disparaissent chaque jour dans la région.



UTILISATION DES SURFACES DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE LRMP (Source : SAA 2015)

Nombre d'exploitations agricoles pour 100 habitants (par commune)

- Moins de 0,5 EA
- 0,5 à 0,75 EA (moyenne FRANCE)
- 0,75 à 1,38 EA (moyenne LRMP)
- 1,38 à 2,5 EA
- 2,5 à 5 EA
- Plus de 5 EA



DENSITÉ D'EXPLOITATIONS AGRICOLES RAPPORTÉE À LA POPULATION*

(Sources : INSEE 2010, RA 2010)

* Cette carte présente le nombre d'exploitations par commune, rapporté au nombre d'habitants (nombre d'EA pour 100 habitants). La légende permet de comparer la situation de chaque commune par rapport à la moyenne nationale (0.75 EA/ 100 hab) et à la moyenne régionale (1.38 EA/ 100 hab).

LES CHIFFRES

- **70 420** exploitations (estimation 2014) : **2^e** région avec **16%** des exploitations françaises
- **3 157 084** ha : **2^e** région avec **12%** de la SAU métropolitaine
- **99 020** UTA : **2^e** région avec **14%** de la main-d'œuvre agricole française
Et **2^e** région employeuse de main-d'œuvre agricole avec **12%** de la main-d'œuvre salariée nationale
- SAU moyenne de **45 ha** par exploitation contre 61 ha en France métropolitaine
- **5^e** région productrice de céréales et oléo-protéagineux avec **9%** des surfaces françaises
- **2^e** région productrice de semences avec **24%** des surfaces françaises
- **1^{re}** région viticole avec **34%** des surfaces françaises
- **2^e** région productrice de fruits avec **19%** des surfaces françaises
- **4^e** région productrice de légumes avec **10%** des surfaces françaises
- **8^e** région bovine avec **8%** des effectifs français

- **1^{re}** région ovine avec **32%** des effectifs français, **29%** de la production de viande et **73%** de la production de lait nationales
- **3^e** région caprine avec **13%** des effectifs français
- **4^e** région équine avec **11%** des effectifs français
- **7^e** région porcine avec **3%** des effectifs français
- **6^e** région en volailles avec **4%** des effectifs français
- **2^e** région en palmipèdes gras avec **23%** des effectifs français
- **9%** des exploitations pratiquent une activité de diversification*
- **18,5%** commercialisent des produits via un circuit court
- **9,2%** des exploitations et **10,5%** de la SAU sont en Agriculture Biologique (yc en conversion)
- **42%** des exploitations commercialisent des produits sous SIQO (yc AB)

(Sources : RA 2010, Terruti 2014, BAEA 2013, agence Bio 2015, SAA 2015)

* « Diversification » inclut la transformation (hors vins), l'accueil, l'agrotourisme, les travaux à façon, la production d'énergie renouvelable et toute autre activité lucrative qui ne soit pas de la production agricole.

Malgré l'érosion continue, la densité d'exploitations agricoles sur le territoire reste importante (voir carte ci-contre). On compte en effet près de 1.4 exploitation agricole pour 100 habitants en moyenne sur la région, soit presque deux fois plus que la moyenne nationale.

Le maillage territorial suit les disparités liées à l'urbanisation particulièrement forte autour de Toulouse, de Montpellier et du littoral méditerranéen. Ainsi, le Gers est le département le plus agricole avec 4.1 exploitations pour 100 habitants en moyenne, suivi de la Lozère

et de l'Aveyron (respectivement 3.4 et 3.3 EA / 100 hab), alors que la Haute-Garonne affiche une moyenne plus basse que la moyenne nationale (0.5 EA/100 hab).

Bien que leur taille ait augmenté, les exploitations régionales sont plutôt petites en termes de SAU. En effet, la **SAU moyenne régionale reste inférieure de 26% à la moyenne française** et est la 2^e plus petite de France. Plus de 70% des exploitations de la région font moins de 50 ha et seulement 4.5% occupent plus de 150 ha, soit moitié moins que la moyenne française.

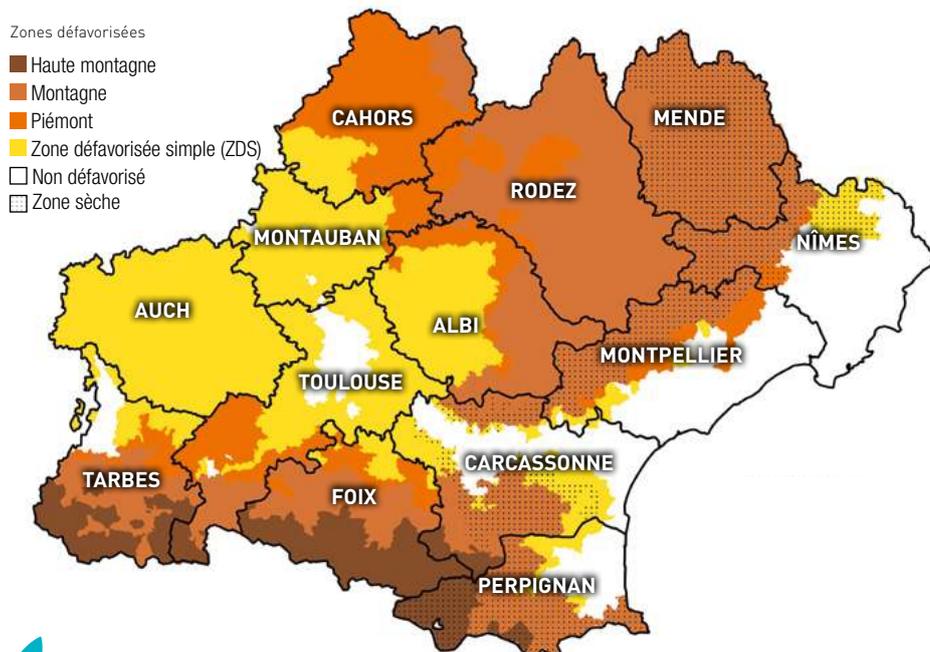
LES CHIFFRES CLÉS DE L'ÉCONOMIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES DE LRMP (Sources : Comptes de l'agriculture, RICA)

L'économie agricole de LRMP (Comptes de l'Agriculture)	LRMP	France Métropolitaine	Comparaison LRMP/FR
Valeur ajoutée brute régionale (en millions d'euros) - "2014"	2 023	27 825	7,3%
EBE régional (en millions d'euros) - "2014"	1 832	27 389	6,7%
dont subventions d'exploitation (non liées au produit) - "2014"	49%	30%	
Indicateurs de l'économie des exploitations agricoles (Comptes de l'Agriculture et RICA)	LRMP	France Métropolitaine	Comparaison LRMP/FR
RCAI (€/UTANS) - "2014"	18 604	29 288	64%
Évolution du RCAI entre "2013" et "2014"	-10%	-8%	
Productivité des surfaces (€/UTA) - "2013"	1 839	2 313	79%
Productivité de la main-d'œuvre (€/UTA) - "2013"	65 106	97 493	67%
Charges à l'hectare (€/ha) - "2013"	1 843	2 180	85%

* l'indication "20.." : moyenne triennale affectée à l'année indiquée ("2014" : moyenne des résultats 2012, 2013 et 2014 affectée à 2014)

Malgré le poids de son agriculture, la région LRMP ne représente que 7% de la valeur ajoutée agricole et de l'EBE nationaux alors qu'elle compte 16% des exploitations. La productivité des exploitations agricoles de la région est assez faible et leurs résultats économiques sont globalement bas (voir tableau ci-dessus). On observe notamment une dépendance aux aides plus forte et des charges qui restent importantes par rapport à la moyenne française, fragilisant ainsi l'économie des exploitations.

Historiquement, le revenu agricole moyen (RCAI/UTANS) en LRMP a toujours été en dessous de la moyenne nationale. Depuis plusieurs années, la **région enregistre même le revenu agricole le plus faible de France**. Néanmoins, ce résultat cache une grande disparité entre les exploitations, selon les filières et les systèmes (voir pages filières).



La région est très concernée par les contraintes économiques liées aux zones à handicap naturel (ou zones défavorisées). En effet, 85% du territoire est en zones défavorisées, dont environ la moitié en zones de montagne (yc piémont et haute montagne). Du point de vue agricole, cela concerne 86% de la SAU et 72% des exploitations agricoles, principalement situées en ZDS (zone défavorisée simple).

Les départements de l'Ariège, de l'Aveyron, du Gers, du Lot, de la Lozère et du Tarn sont entièrement classés en zone défavorisée. Les départements les moins concernés étant le Gard et l'Hérault avec respectivement 43% et 52% de leur territoire classé.

LES ZONES DÉFAVORISÉES EN LRMP (Sources : DRAAF LRMP 2016)

PLUS D'INFOS sur

Agreste : <http://agreste.agriculture.gouv.fr/en-region/languedoc-roussillon-midi-pyrenees/>

Chambre Régionale d'Agriculture : <http://www.lrmp.chambagri.fr>

L'AGRICULTURE DE LA GRANDE RÉGION



RÉPARTITION ET CARACTÉRISTIQUE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES SELON LES ORIENTATIONS DE PRODUCTION

[Source : RA 2010/INOSYS]

Grandes orientations de production	Caractéristiques des exploitations LRMP en 2010				Part des anciennes régions (en nb d'EA)	
	Nombre d'exploitations	SAU en hectares	Dont terres labourables	UTA totales	Midi-Pyrénées	Languedoc-Roussillon
Grandes cultures	9 894	670 514	571 699	12 001	85%	15%
Cultures permanentes et spécialisées	16 582	363 544	40 787	36 199	17%	83%
Arboriculture	2 220	46 999	13 825	8 126	45%	55%
dont Maraichage-horticulture	1 778	11 930	4 293	5 378	39%	61%
Viticulture	12 584	304 615	22 669	22 695	9%	91%
Polyculture	3 575	121 264	60 007	6 104	43%	57%
Élevage herbivore	16 557	1 256 671	452 706	26 029	82%	18%
Bovin lait	1 622	98 050	55 195	2 749	83%	17%
Bovin viande	8 209	590 469	176 768	11 436	83%	17%
Élevage caprin	403	15 880	4 625	774	55%	45%
dont Élevage herbivore mixte	2 926	257 021	106 233	5 613	82%	18%
Ovins lait	1 554	146 391	77 351	3 023	87%	13%
Ovins viande	1 843	148 860	32 534	2 433	76%	24%
Élevage granivore (porcs, volailles, palmipèdes, lapins)	624	4 535	1 278	1 053	82%	18%
Polyculture-élevage	6 151	501 320	377 968	11 240	92%	8%
Polyculture-polyélevage	358	33 658	25 940	821	97%	3%
dont Polyculture-élevage herbivore	4 218	377 751	274 378	7 366	93%	7%
Polyculture-élevage granivore	1 575	89 911	77 650	3 053	89%	11%
Autres élevages	5 050	114 732	37 616	6 406	76%	24%
Élevage équin, apiculture et autres élevages divers	1 923	41 552	6 832	2 640	61%	39%
dont Microélevage très diversifié	2 554	31 546	9 246	2 570	83%	17%
Polyélevage	573	41 635	21 538	1 195	95%	5%
Total des exploitations du champ INOSYS*	58 433	3 032 581	1 542 059	99 032	62%	38%
Exploitations non professionnelles (hors champ INOSYS)*	19 896	144 710	332 951	4 312	57%	43%
TOTAL DES EXPLOITATIONS DU RA 2010	78 329	3 177 291	1 875 010	103 344	61%	39%

* Cf définitions p 49

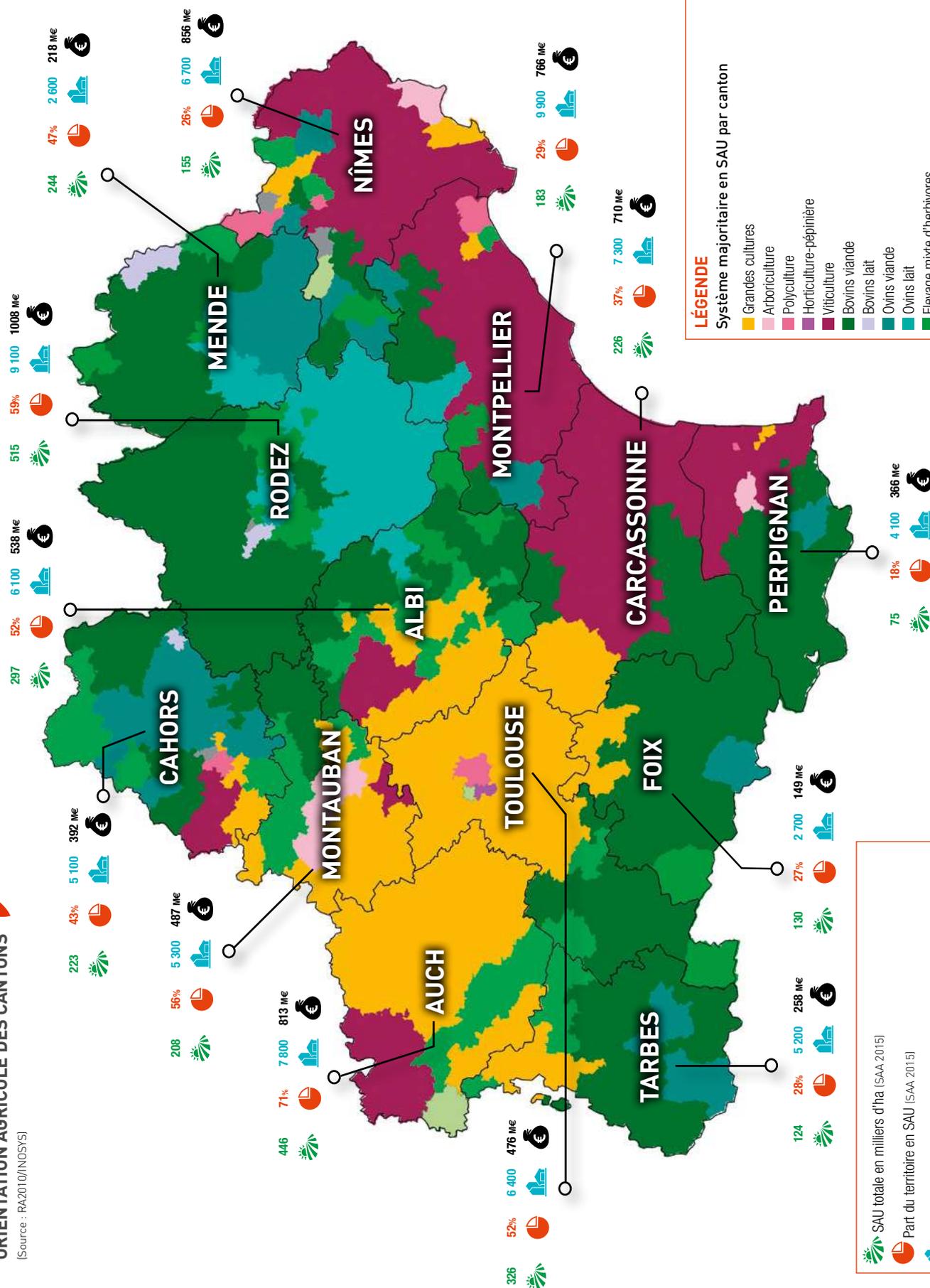
La région **Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées présente une très grande diversité de productions agricoles** (voir carte ci-contre). La variabilité des paysages et du climat ont permis le développement d'agricultures très variées, couvrant pratiquement la totalité des productions agricoles existantes en France. Le relief et l'hydrographie expliquent en grande partie la répartition des productions

sur le territoire. En effet, si les montagnes et les causses sont propices à l'élevage d'herbivores, les plaines et coteaux du centre-ouest de la région sont plutôt orientés vers les grandes cultures, avec quelques zones adaptées au développement des cultures pérennes, essentiellement le long des cours d'eau. Le littoral quant à lui se prête plutôt à la viticulture qui est très largement dominante dans cette zone.

LES TERRITOIRES DE LA GRANDE RÉGION

ORIENTATION AGRICOLE DES CANTONS

(Source : RA2010/INOSYS)

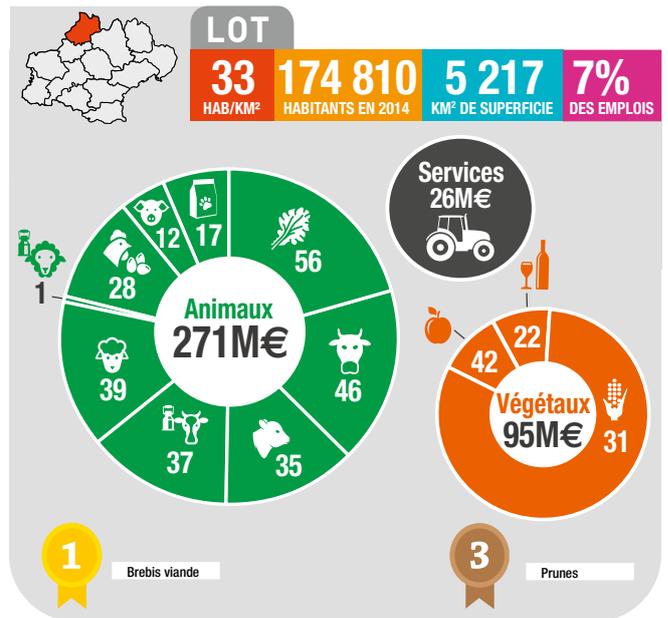
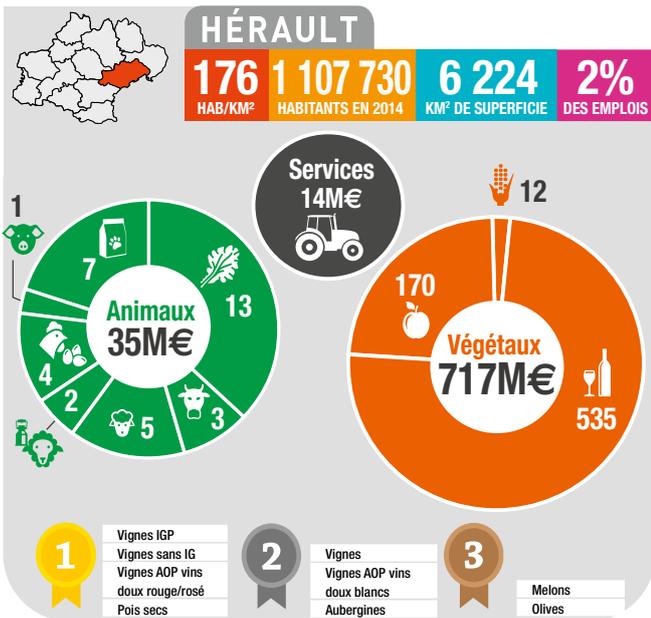
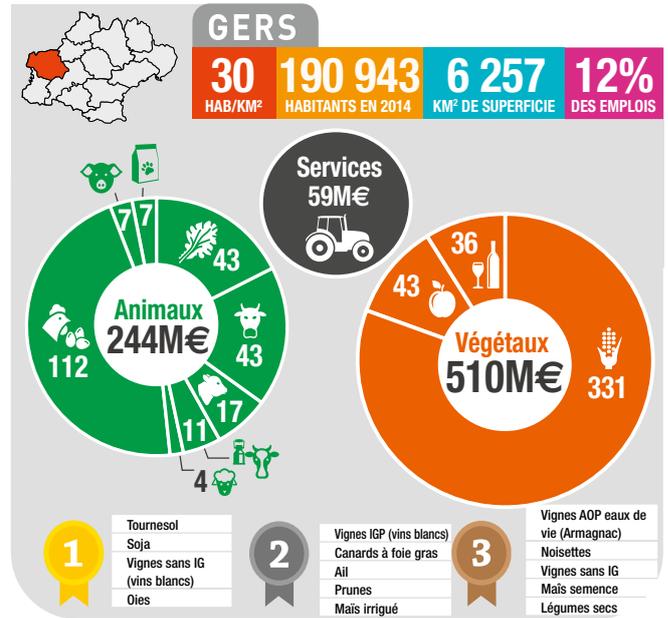
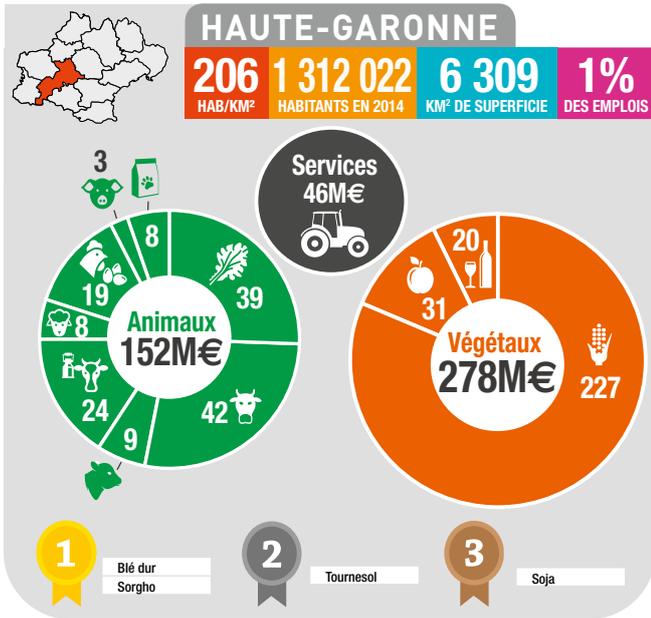


LÉGENDE

Système majoritaire en SAU par canton

- Grandes cultures
- Arboriculture
- Polyculture
- Horticulture-pépinière
- Viticulture
- Bovins viande
- Bovins lait
- Ovins viande
- Ovins lait
- Elevage mixte d'herbivores
- Polyculture et élevage granivores
- Autres élevages (équins, apiculture, microélevage...)

SAU totale en milliers d'ha (SAA 2015)
 Part du territoire en SAU (SAA 2015)
 Nombre d'exploitations agricoles (RA 2010)
 Chiffre d'affaires agricole en millions d'€ (Comptes de l'agriculture 2014)



DONNÉES PAR DÉPARTEMENTS (Sources : INSEE, RA 2010, SAA 2015)

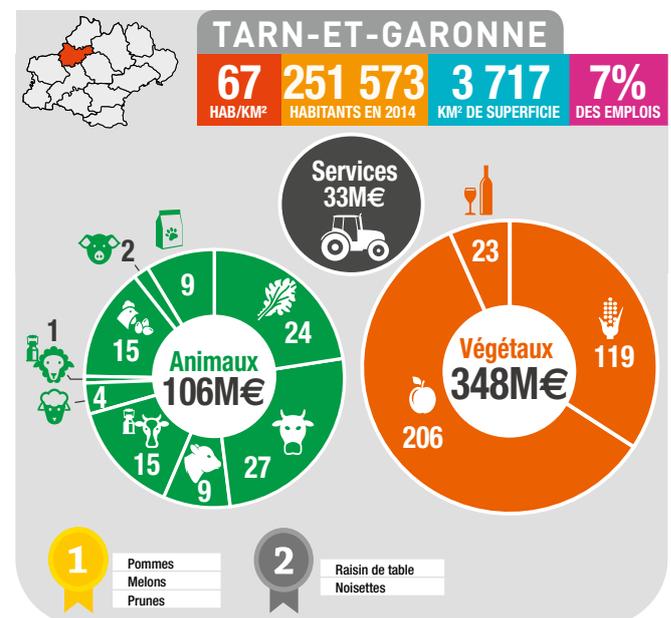
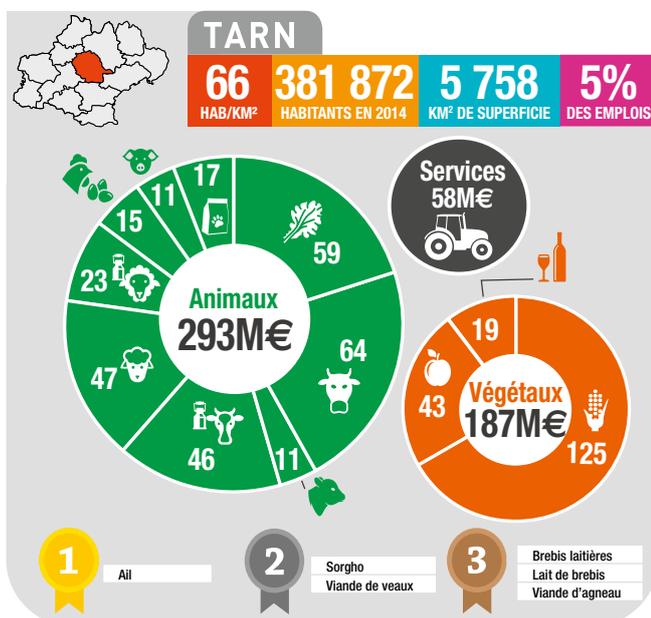
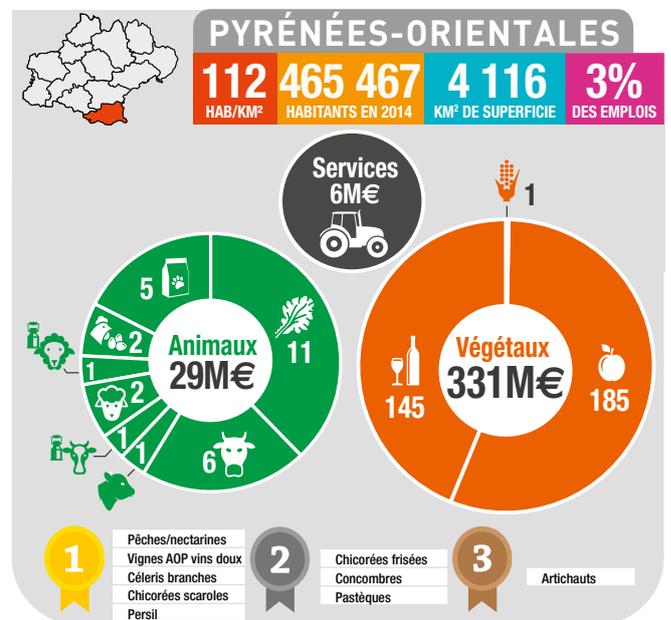
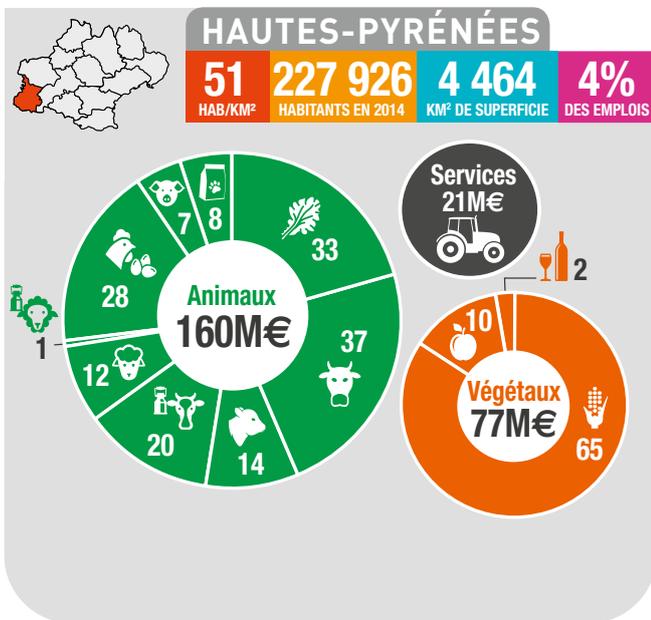
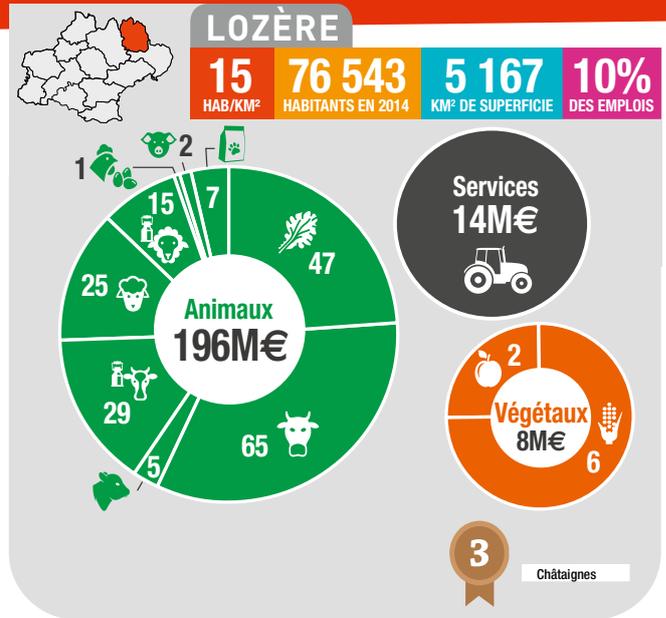


PLACE DU DÉPARTEMENT SUR LE PODIUM NATIONAL (Source: SAA 2015)

Position calculée en fonction des surfaces cultivées ou du cheptel en 2015



LES TERRITOIRES DE LA GRANDE RÉGION



LES GRANDES CULTURES

Les grandes cultures et les semences occupent un peu **plus d'1 million d'hectares** de la SAU régionale. Elles sont concentrées dans les zones de plaines et de coteaux, voire de piémont. Sur la zone méditerranéenne, les rendements sont plus faibles que sur le reste de la région.

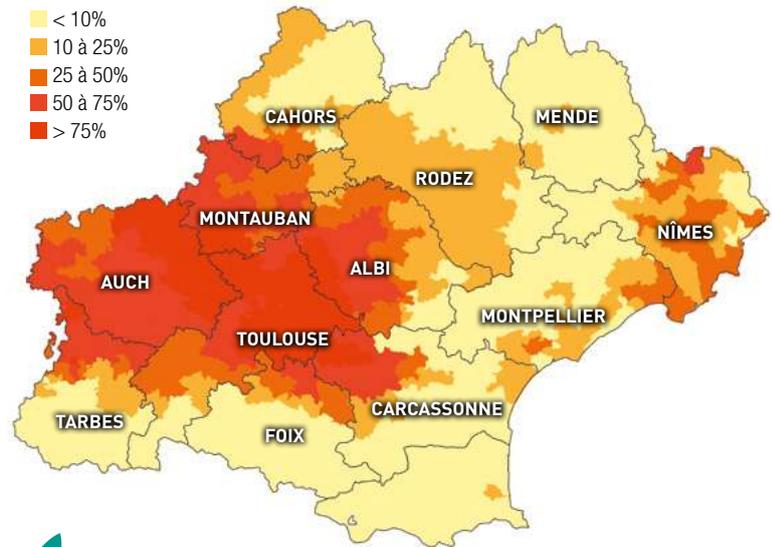
L'accès à la Méditerranée est un atout indéniable pour l'exportation de céréales et de tourteaux via les deux ports de Sète et Port-la-Nouvelle (2^e exportateur français de blé dur avec 33% des exportations nationales). Le développement des grandes cultures est étroitement lié à leur exportation sur les marchés espagnols (maïs, blé tendre et blé dur) et maghrébin, italien, grec (blé dur), ainsi qu'à leur utilisation locale pour l'alimentation animale (maïs) ou la transformation (farine, huile...). La région est leader national pour la production de blé dur, tournesol, sorgho et soja. Elle connaît un fort développement de l'agriculture biologique avec +20% des surfaces entre 2013 et 2014. La sole en bio atteint désormais 4,5% des surfaces en grandes cultures.

En 2010, **14 000 exploitations ont un atelier de « grandes cultures » significatif*** et travaillent 84% de la sole régionale de grandes cultures. Parmi ces exploitations, 63% ont exclusivement des productions végétales, 28% sont en polyculture élevage et 9% sont spécialisées en élevage (grandes cultures essentiellement destinées à l'alimentation animale).

Composante essentielle de la production de grandes cultures dans la région, l'irrigation constitue une assurance contre les aléas climatiques, garantit la qualité et la productivité.

En 2010, 16% des surfaces de grandes cultures sont irriguées, et en particulier 79% des surfaces de maïs (grain/semence), 74% des surfaces de soja et 18% des surfaces de sorgho.

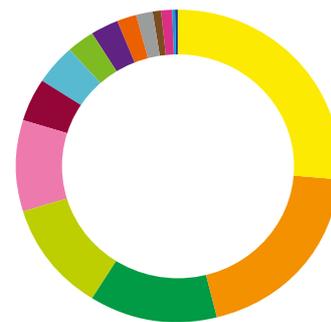
Part de la SAU cantonale consacrée aux grandes cultures :



RÉPARTITION DES SURFACES EN GRANDES CULTURES

[Source : RA 2010]

Surfaces en grandes cultures y compris semences



- Blé tendre **299 000 ha**
- Tournesol **224 000 ha**
- Maïs grain **145 000 ha**
- Blé dur **127 000 ha**
- Orge **107 000 ha**
- Triticale **52 000 ha**
- Colza **46 000 ha**
- Soja **33 000 ha**
- Sorgho **29 000 ha**
- Maïs semence **22 000 ha**
- Autres céréales **19 000 ha**
- Protéagineux **12 000 ha**
- Avoine **11 000 ha**
- Riz **3 000 ha**
- Autres oléagineux **2 000 ha**

SURFACES CULTIVÉES EN GRANDES CULTURES EN 2015

[Source : SAA 2015]

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS AYANT DES GRANDES CULTURES*

[Source : RA 2010/INOSYS]

	Ayant un atelier grandes cultures significatif*	Dont spécialisées COP en sec	Dont spécialisées COP avec irrigation	Dont spécialisées COP et autres cultures
Nombre d'exploitations	14 033	2 750	2 100	2 121
SAU moyenne	99	82	103	86
Surface moyenne en grandes cultures	66	75	94	70
SAU moyenne irriguée en 2010	13	0	32	13
Nombre moyen d'UTA	1,8	1,1	1,3	1,4
UTA salariées moyennes	0,2	0	0,1	0,1
% surface grandes cultures du RA 2010	84%	20%	19%	13%

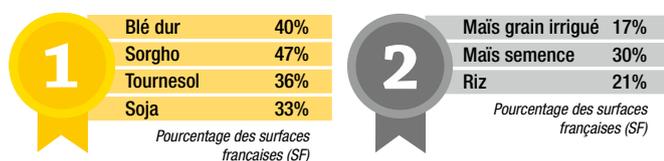
* Plus de 20 ha de « grandes cultures », incluant les grandes cultures classiques céréales oléo-protéagineux (COP) et semences, mais aussi les cultures industrielles et cultures (betterave, tabac, ail, PPAM, semences grainières)

LES CHIFFRES

- **1,131 million ha de grandes cultures en 2015, soit 9% des Surfaces Françaises (SF)**
dont 58 700 ha de semences en 2015
dont 50 800 ha en AB (ou en conversion)
- **5,3 millions de tonnes de COP produites en 2015**
dont 87% de céréales et 12% d'oléagineux
- **14 000 exploitations ont un atelier grandes cultures, soit 24% des exploitations**
- **7 000 exploitations spécialisées COP travaillant 53% des surfaces en grandes cultures avec 8 700 UTA dont 600 UTA salariées**
- **1,085 milliard d'€, soit 15% du produit agricole de la région en 2014**
dont céréales : 840 millions d'€
dont oléagineux : 235 millions d'€
dont protéagineux : 10 millions d'€

[Sources : SAA 2015, GNIS 2015, Agence BIO 2014, Comptes de l'agriculture 2014, RA2010/INOSYS]

PALMARÈS DE LA RÉGION [Source : SAA 2015]



ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS EN GRANDES CULTURES

CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées)



LE POINT CAMPAGNE

À l'exception d'un intermède en mai et juin, c'est un climat très frais qui domine la campagne. Les cultures d'hiver sont soumises à une forte pression sanitaire, puis à des orages lors de la récolte qui altèrent fréquemment la qualité des grains.

Cette situation perturbe les marchés en début de campagne, mais grâce à un effort important de tri par les organismes stockeurs, la France parvient à exporter de manière satisfaisante dans un contexte mondial de stocks abondants. En blé dur, le marché connaît une situation de pénurie à l'automne, d'où une explosion des cours en quelques semaines.

Le rendement du maïs progresse grâce aux pluies estivales. Cependant, les cours sont en net recul du fait d'une récolte conséquente aux USA et d'une demande moindre en biocarburant. Constat identique pour les oléagineux dont les prix baissent dans le sillage du soja, et ce malgré une demande soutenue de la Chine.

→ Une faible rentabilité malgré une amélioration en 2014

Les revenus des céréaliers redeviennent positifs, tout en restant très inférieurs à la moyenne des 5 dernières années. Le produit des cultures augmente de 8%, alors que les charges de l'exploitation amorcent leur repli.

Les rendements sont globalement meilleurs qu'en 2013. Même si la tendance est à la baisse des cours, deux cultures font exception : le blé dur qui approche 400 €/t départ ferme, en fin de campagne, et le tournesol oléique dont la prime atteint 100 €/t. Dans l'Aude, le revenu moyen tire profit du maintien d'une sole blé dur plus importante que dans le reste de la région. Plus généralement, la présence de cultures spéciales ou contractuelles permet cette année encore de lisser le produit de l'exploitation.

Les charges opérationnelles et de structure diminuent respectivement de 6% et 2%, avec des évolutions contrastées entre les postes. La charge d'engrais baisse de 15%, celle de carburant de 3%, mais le poste phytosanitaire augmente du fait des intempéries. Les charges sociales des exploitants dont la base de calcul intègre désormais la mauvaise année 2013, diminuent en moyenne de 2 000 €.

→ Une baisse des investissements

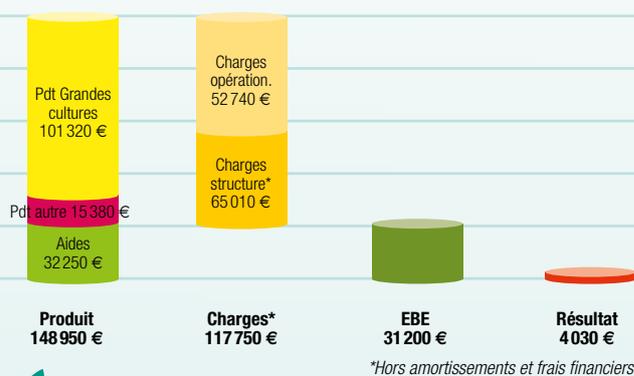
Comme en 2013, les ressources de l'entreprise ne couvrent pas la totalité des besoins financiers. Même si les annuités sont en léger repli (172 €/ha), les frais financiers à court terme progressent significativement.

Par ailleurs, les exploitants ont moins investi que l'année précédente ; le montant des emprunts souscrits passe de 22 à 17 000 € en moyenne. Le fait que le montant du crédit soit supérieur aux investissements évite une trop forte dégradation du fonds de roulement. Ce dernier assure toujours près de 9 mois du cycle de charges.

La trésorerie nette globale (TNG) augmente de 4% et est voisine de 30 000 €. 1/3 des exploitants affiche une TNG négative. Pour ces derniers, les mises en culture s'en trouvent perturbées, le recours aux emprunts de campagne devient une obligation.

L'échantillon CERFRANCE (LRMP)

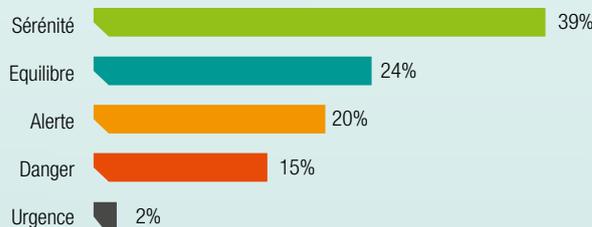
- 2142 exploitations spécialisées dont individuelles 51%, EARL 30%
- SAU : 111 ha dont 13 ha irrigués. Céréales : 62 ha, oléagineux et protéagineux : 35 ha, jachère : 6 ha
- 1.2 UTH familiale / 0.1 UTH salariée



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

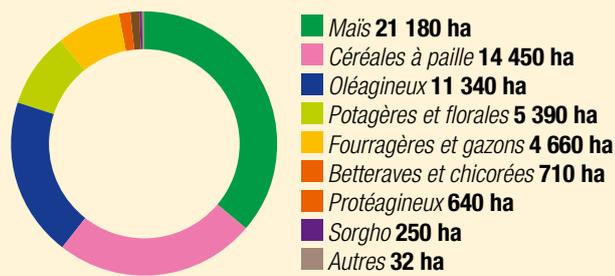
Fin 2014, 63% des exploitations présentent une situation de sérénité ou d'équilibre contre 48% en 2013. Mais 17% demeurent en situation de danger ou d'urgence. Ce léger rétablissement des trésoreries est le bienvenu avant d'aborder la campagne 2015 à nouveau marquée par une bonne récolte céréalière mondiale et des cours baissiers.

LES CHIFFRES (Source : GNIS)

- 1^{re} région productrice, avec 15% des surfaces françaises
- 58 650 ha en 2015, en baisse de 11% par rapport à 2014 ou de 1% par rapport à 2013
- Le Gers, 1^{er} département producteur de la région, avec 28% des surfaces régionales
- Balance commerciale positive

Baisse sévère des contrats de multiplication

La filière semence se caractérise par des contrats de production évitant la volatilité des prix. Le maïs semence est la 1^{re} production régionale de semences avec 30% des surfaces françaises. Cette culture est en retrait en 2015 après plusieurs années de hausse (-4 000 ha par rapport à 2013). Les semences de céréales à paille avec 14 500 ha sont également très présentes sur la région. On observe également une progression des surfaces de semences fourragères (luzerne, fétuque) et potagères (coriandre, carotte, pois chiche). Pour l'ensemble de ces cultures à haute valeur ajoutée l'irrigation est indispensable.



SURFACES DE SEMENCES EN LRP : 58 650 HA

(Sources : GNIS, récolte 2015)

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS EN MAÏS SEMENCE

CAMPAGNE 2014-2015 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

LE POINT CAMPAGNE

En 2014, afin de répondre à une demande toujours soutenue, la filière semencière recrute de nouveaux producteurs et accroît les surfaces de multiplication. Ces dernières couvrent 24 450 ha en Midi-Pyrénées, ce qui représente une hausse de 12% en un an. Les semis, plus précoces qu'en 2013, sont réalisés dans de bonnes conditions. Le maïs profite à partir du mois de juillet de la chaleur et des pluies estivales, suivies par une belle arrière-saison. Mis à part des problèmes de fécondité sur certaines variétés et des averses de grêle localisées, les rendements moyens sont bons avec des grains de qualité.

➔ Plus de produits et des charges stables

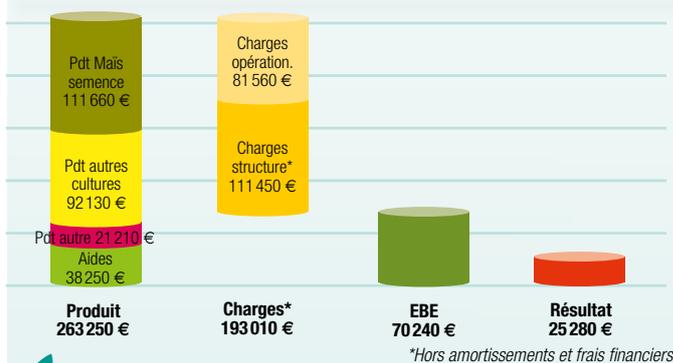
L'EBE et le résultat courant progressent respectivement de 18% et de 46% par rapport à 2013, une des années les plus difficiles de la décennie. Non seulement le produit total de l'exploitation s'améliore grâce à l'augmentation des surfaces multipliées, mais les charges amorcent aussi une baisse pour la première fois depuis plusieurs années. Parmi les principaux postes de charges concernés, on relève : les engrais -11%, l'assurance-grêle -6%, les carburants et l'entretien-réparation -3%, les charges sociales de l'exploitant -1%. La rémunération et les charges des salariés augmentent logiquement du fait de la croissance des surfaces travaillées.

Bien que les ressources financières de l'entreprise augmentent de 10 000 € entre 2013 et 2014, il ne reste aucune marge de sécurité pour financer la modernisation de l'entreprise, une fois déduits les annuités et prélèvements privés. Les ressources supplémentaires ont servi à rembourser les annuités. Ces dernières absorbent désormais 51% de l'EBE. Le montant des investissements nets de cessions n'est plus que de 37 000 € contre 42 000 € en 2013. Les exploitants ont moins investi et ont contracté moins d'emprunts. Cette modération jouera favorablement sur la trésorerie en 2015. Il faut poursuivre dans ce sens, surtout que le parc matériel a été largement renouvelé ces dernières années.

Fin 2014, les exploitations présentant un risque financier faible ou nul ne sont plus que 76% de l'échantillon contre 81% l'an passé. La situation financière reste saine pour une majorité de producteurs, mais un écart se creuse avec quelques exploitations à risque, dont l'endettement est très élevé.

L'échantillon CERFRANCE (MP)

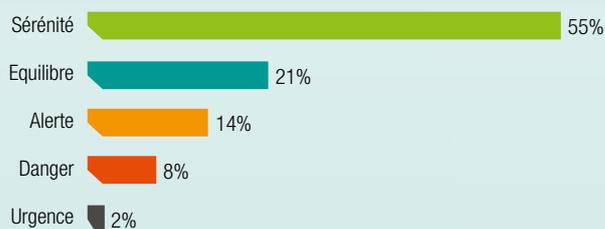
- 235 exploitations spécialisées dont 49% en EARL, 30% individuelles, 13% en GAEC
- SAU : 121 ha dont 29 ha de maïs semence et 4 ha d'autres semences
- 1.4 UTH familiale / 0.9 UTH salariée



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

(Source : RA 2010/INOSYS)

LES CHIFFRES (Source : RA2010/INOSYS)

- 3600 exploitations, 6 100 UTA dont 1 900 UTA salariées
- 36% ont un atelier viticole significatif
- 32% ont un atelier arboricole significatif
- 28% ont un atelier GC significatif
- 19% ont un atelier maraîchage significatif
- 19% de la SAU est irriguée (moyenne LRMP : 9%)

Plus de la moitié des exploitations a recours à l'irrigation

Les exploitations de polyculture occupent 4% de la SAU et emploient 8% des salariés agricoles de la région. Elles sont caractérisées par la présence de plusieurs ateliers de différentes cultures. On trouve surtout les systèmes « arboriculture / viticulture » dans le Gard et l'Hérault, « grandes cultures / arboriculture » dans le Tarn-et-Garonne et « grandes cultures / viticulture » dans le Gers. Elles sont situées majoritairement en zone irriguée et sur les terroirs viticoles et de production d'ail ou melon.

NB : EA en polyculture : exploitation ayant au moins deux ateliers végétaux significatifs (définition INOSYS).

* La moyenne est calculée pour les seules exploitations concernées

	Polyculteurs cultures pérennes et spécialisées	Polyculteurs grandes cultures et autre atelier végétal	dont Grandes cultures et arboriculture	dont Grandes cultures et viticulture
Nombre d'exploitations	1 840	1 735	504	597
SAU moyenne	14	55	50	81
SAU moyenne irriguée en 2010	6	17	16	29
% EA irrigantes	45%	62%	76%	47%
SAU moyenne arboriculture *	4	3	5	2
SAU moyenne viticulture *	7	9	4	11
SAU moyenne maraîchage et légumes de plein champs *	2	5	5	10
SAU moyenne en grandes cultures (COP + cultures industrielles) *	13	47	42	63
Nb Moyen d'UTA	1,6	1,9	1,9	1,9
% UTA salariées	32%	29%	34%	29%

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS EN POLY CULTURE

CAMPAGNE 2014-2015 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

LE POINT CAMPAGNE

Les ateliers les plus représentés dans ces exploitations sont d'abord les grandes cultures, les productions maraîchères et viticoles et enfin les productions arboricoles.

Cette année, les exploitations avec un atelier viticole voient souvent leur résultat progresser du fait d'une bonne récolte et de prix soutenus. Les rendements en grandes cultures ont certes progressé mais, hormis pour le blé dur et le tournesol oléique, la tendance baissière des marchés ne permet pas une nette progression du produit.

→ Une progression de l'EBE, mais...

Le produit grandes cultures, soit 37% de la production progresse très légèrement (+2%). Comme les exploitations spécialisées elles ont su profiter d'une progression des rendements malgré la situation des marchés. La présence de cultures à plus forte valeur ajoutée, notamment la viticulture ou le maraîchage explique l'augmentation du produit courant de 6%. Le produit de ces activités progresse respectivement de 30% et de 8% en 2014. En revanche, les exploitations à dominante arboricole souffrent avec une diminution du produit de 38%. Dans le même temps, les postes engrais et carburants baissent ce qui permet au final une stabilisation des charges. L'EBE progresse donc en moyenne mais avec des disparités entre exploitations. Près de 40% d'entre elles constate une diminution de l'EBE. Sur ces exploitations, la part de l'atelier viticole est plus faible que la part de l'atelier arboricole.

→ Cette augmentation d'EBE reste insuffisante

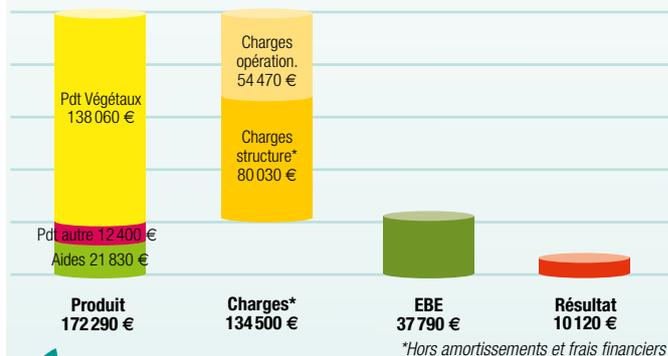
L'EBE ne couvre pas les besoins en prélèvements privés et les engagements financiers. La CAF reste négative pour la seconde année consécutive. Le niveau d'investissement net est resté constant par rapport à l'année dernière, soit 22 800 €, mais il n'y a pas eu d'autofinancement. Seules 20% des exploitations préservent une CAF positive sans rogner sur les prélèvements privés.

→ Encore une fragilisation de la situation financière

La dégradation des critères financiers est certes moins marquée que l'année dernière mais elle existe toujours. Ainsi le taux d'endettement progresse encore de 3 points pour arriver à 49%, le fonds de roulement baisse, ainsi que la trésorerie nette globale. Les exploitations qui résistent le mieux sont majoritairement les grosses structures et dans une moindre mesure les exploitations ayant un produit proche de la moyenne et un faible endettement.

L'échantillon CERFRANCE (MP)

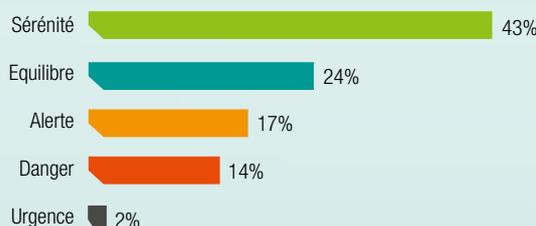
- 336 exploitations dont 45% individuelles, 35% EARL et 10% GAEC
- SAU : 81 ha dont 12% sont irriguées
- 1.4 UTH familiale / 0.8 UTH salariée



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS



LE MARAÎCHAGE ET L'HORTICULTURE

La région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées se classe 4^e région maraîchère et 6^e région horticole de France. Avec des filières structurées sur le territoire, des entreprises reconnues, y compris à l'export, de nombreux SIQO et une certaine précocité des productions en raison du climat, **la région dispose d'un positionnement concurrentiel plutôt avantageux** sur ces deux filières, malgré la proximité de l'Espagne.

Très **consommatrices de main-d'œuvre** et porteuses de valeur ajoutée, ces filières ont un poids économique important dans les territoires, même si elles ne concernent que 7% des exploitations.

Les productions légumières occupent plus de 24 400 ha en 2015. Après une période de forte baisse au début des années 2000, les surfaces en légumes tendent à augmenter de nouveau depuis 5 ans. La production maraîchère se développe notamment en péri-urbain, près des bassins de consommation. La région se distingue plus particulièrement par sa production de melons, de légumes secs, de tomates et d'ail. Les légumes produits localement bénéficiant d'une image positive auprès du consommateur, les exploitations maraîchères sont nombreuses à développer les circuits courts : marchés, vente à la ferme, AMAP, etc.

LES CHIFFRES

MARAÎCHAGE :

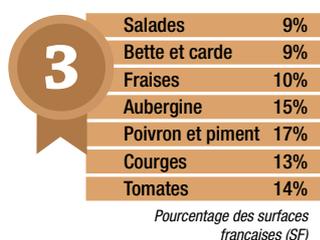
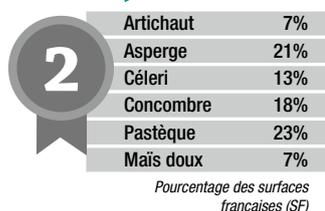
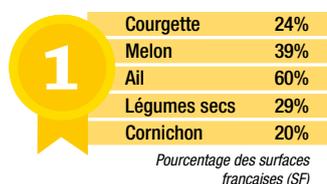
- **3545** exploitations ont un atelier légumier significatif* dont 1 041 sont spécialisées.
- **24 455** ha de légumes en 2015, soit **10%** des SF dont 3 931 ha en AB représentant 11% des SF bio en légumes frais et 33% en légumes secs
- **406 000** tonnes de légumes produites en 2015
- **221** millions d'€ pour la production de légumes, soit **3%** du produit agricole de LRMP en 2014
- Solde commercial négatif au 1^{er} trimestre 2016 de **127** millions d'euros.

HORTICULTURE :

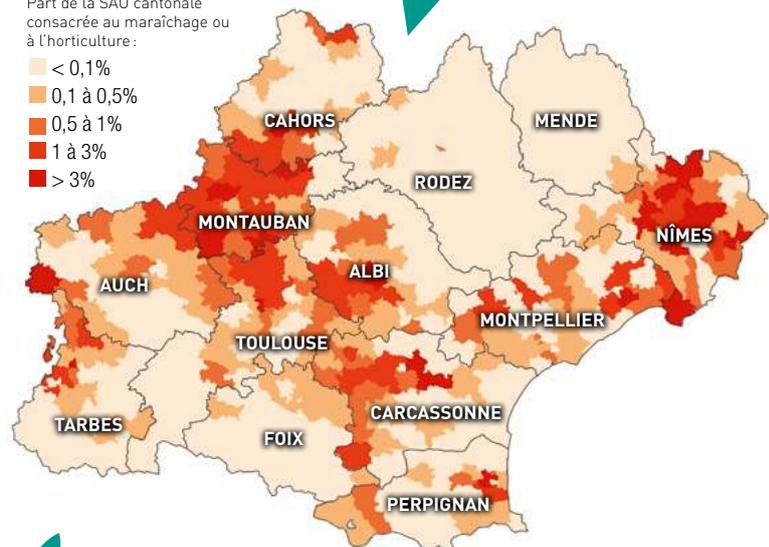
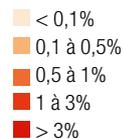
- **981** exploitations ont un atelier horticulture-pépinière significatif** dont 734 sont spécialisées.
- **1 300** ha développés en horticulture et pépinière en 2010, soit environ **6%** des SF
- **140** millions d'€ pour la production horticole et les pépinières soit **2%** du produit agricole de LRMP en 2014
- Solde commercial négatif au 1^{er} trimestre 2016 de **13** millions d'euros.

[Sources : SAA 2015, Agence BIO 2015, Comptes de l'agriculture 2014, RA2010/INOSYS, OBSéco-Douanes 2016]

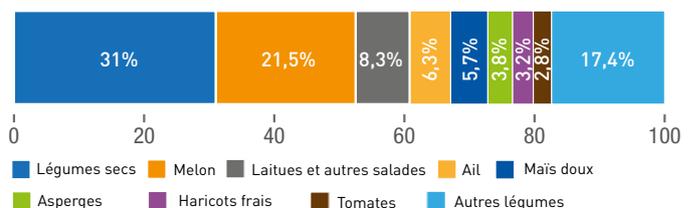
PALMARÈS DE LA RÉGION (Source : SAA 2015)



Part de la SAU cantonale consacrée au maraîchage ou à l'horticulture :



RÉPARTITION DES SURFACES EN MARAÎCHAGE ET HORTICULTURE (Source : RA 2010)



RÉPARTITION DES SURFACES CULTIVÉES POUR LES PRINCIPALES ESPÈCES LÉGUMIÈRES : 24 455 HA (Source : SAA 2015)

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES ET HORTICOLES (Source : RA 2010/INOSYS)

	Ayant maraîchage et/ou légumes plein champ*	Dont spécialisés maraîchages (1)	Ayant de l'horticulture ou pépinières**	Dont spécialisées horticulture pépinières (2)
Nombre d'exploitations	3 545	1 041	981	734
SAU moyenne	35,5	7	13,1	6,3
SAU moyenne irriguée en 2010	8,6	3	3,1	2,3
Nb Moyen d'UTA	2,6	2,8	3,2	3,4
UTA salariées moyennes	1,1	1,4	1,8	2
SAU moyenne cultures spécialisées	Légumes frais et secs		Fleurs et plantes ornementales	
	4,5	2,7	87%	87%
Dont surface irriguée en 2010	81%	96%	87%	87%
% Surface du RA 2010	78%	14%	100%	96%

* présence de cultures légumières sous serre ou plus de 5 espèces légumières cultivées en plein champ ou plus d'1,5 ha de légumes de plein champ si moins de 5 espèces légumières.

** présence de cultures horticoles ou de pépinière

(1) Exploitations avec cultures légumières sous serre ou plus de 5 espèces légumières et avec plus de 2/3 de la PBS liée au maraîchage.
(2) 2/3 de la PBS liée à l'horticulture pépinières.

PLUS D'INFOS sur

AREFLH : <http://www.areflh.org/>
FranceAgriMer : <http://www.franceagrimer.fr/>

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES, HORTICOLES ET PÉPINIÈRES

CAMPAGNE 2014-2015 (Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)



EXPLOITATIONS MARAÎCHÈRES

Malgré un contexte de prix favorable aux consommateurs, les volumes de légumes vendus sont en recul en France. La conjoncture est marquée par les conditions climatiques : d'abord la douceur hivernale qui limite la consommation de choux, carottes et endives, puis la fraîcheur estivale. Seul le melon tire son épingle du jeu avec une cotation qui est supérieure de 20% à celle de 2013.

Concernant l'ail, la mise en place de la référence « origine France » par la grande distribution permet d'écouler la production et de sécuriser le marché intérieur. Cependant, pour la 3^e année consécutive, la forte concurrence de l'Espagne pèse sur les prix.

→ Une situation qui s'améliore

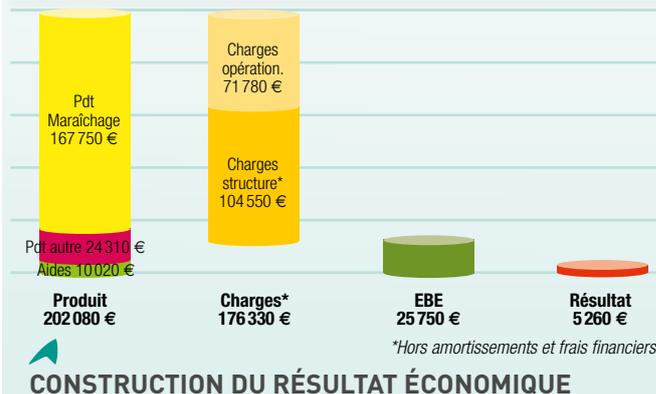
Le produit maraîchage progresse de 4%, accompagné d'une hausse globale des charges de 4%. Au niveau des charges opérationnelles, l'emballage (+11%) et l'irrigation (+8%) sont en hausse alors que les engrais (-9%) diminuent. Concernant les charges de structure, le poste de main-d'œuvre est stable alors que les charges d'entretien et réparation augmentent de 15%. L'EBE progresse de 9% mais ne permet pas de couvrir les besoins de l'exploitation.

→ Un endettement trop important

Le taux d'endettement moyen atteint 74%, avec un endettement court terme qui progresse de 4 points. La situation financière des exploitations s'assainit avec 64% jugées à l'« équilibre », mais 20% restent en « danger » dont 6% en situation d'« urgence ».

L'échantillon CERFRANCE Maraîchage (MP)

- 65 exploitations spécialisées, dont 60% individuelles, 28% EARL, 9% GAEC
- SAU : 29 ha dont 6 ha de cultures maraîchères
- 1.4 UTH familiale / 2.6 UTH salariées



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE

EXPLOITATIONS HORTICOLES ET PÉPINIÈRES

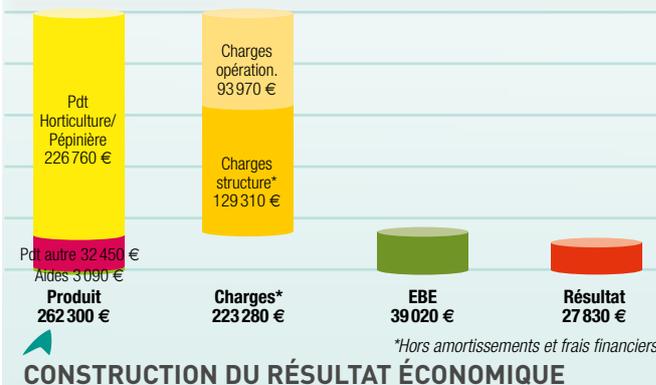
Selon FranceAgrimer, la dynamique de concentration des structures de production en horticulture et pépinières s'est accompagnée d'une nouvelle baisse du chiffre d'affaires de plus de 4.3% entre 2012 et 2014.

La gamme commerciale reste relativement diversifiée, avec 40% des ventes représentées par les plantes en pot et à massif, devant les végétaux de pépinières qui pèsent pour un tiers de la valeur. Les ventes de jeunes plants horticoles, fortement affectés par la concurrence internationale, reculent, ainsi que les bulbes et plantes en pots.

Comme en 2013, les précipitations du printemps et de l'été ont contrarié les ventes de végétaux, notamment les plantes d'extérieur. Le chiffre d'affaires des exploitations horticoles et des pépinières diminue de 3% mais s'accompagne d'une augmentation de la productivité par UTH, qui atteint 62 200€/UTH. Le total des charges est stable, malgré une baisse significative des combustibles et carburants, ainsi que des achats de plants. Les cotisations sociales des exploitants augmentent de 8% et les charges de personnel de 9%. Ces dernières absorbent plus de la moitié de la valeur ajoutée. Après une baisse de 18% en 2013, l'EBE diminue de 3% cette année pour s'établir à 39 000€. L'entreprise moyenne dégage un résultat positif de 27 800€, avec une forte dispersion selon la taille des structures. Plus de 70% des producteurs conservent une situation financière satisfaisante (« sérénité » ou « équilibre »). À l'opposé, 16% connaissent des difficultés chroniques.

L'échantillon CERFRANCE Horticulture et pépinières (MP)

- 47 exploitations dont 36% individuelles, 28% en EARL, 17% en GAEC
- SAU : 12 ha dont 3 ha consacrés aux pépinières et/ou à l'horticulture
- 1.7 UTH familiale / 2.4 UTH salariées



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE

LA VITICULTURE

En Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées, **les surfaces en vigne représentent 268 115 ha, soit 34% de la surface totale viticole française** (1^{re} région viticole). Elles se localisent principalement dans l'Hérault (32% de la surface régionale en vigne), l'Aude (25%), le Gard (21%), les Pyrénées-Orientales (9%) et le Gers (7%). 87 appellations représentent les nombreux terroirs de la région, parmi lesquelles nous retrouvons une large gamme de produits : AOP rouges, rosés ou blancs, aux IGP, cœur du marché régional, en passant par les vins sans IG, et sans oublier la production de Vin Doux Naturel et d'eaux-de-vie. La région compte aussi une grande diversité de cépages dont plusieurs cépages autochtones qui marquent la typicité de leur terroir d'origine.

LES CHIFFRES

- **268 115 ha de vignes en 2015**
dont 23 303 hectares en AB ou en conversion soit environ 9% des surfaces
- **79 984 ha revendiqués en AOP en 2015 soit 30% des surfaces en vigne**
- **153 728 ha revendiqués en IGP en 2015 soit 57% des surfaces en vigne**
- **16,2 millions d'hl produits en 2015**
dont 34% pour l'Hérault, 25% pour l'Aude, 21% pour le Gard, 11% pour le Gers, 5% pour les Pyrénées-Orientales...
- **LRMP représente 34% du vin français (46% de la production nationale de vins rouges et rosés) en 2015**
- **23 925 exploitations ont de la vigne**
dont 14 600 avec plus de 1,5 ha de vigne soit 19% des exploitations agricoles de LRMP et 96% des surfaces en vigne.
- **1,82 milliard d'€, soit 26% du produit agricole de LRMP en 2014**
dont 35% issus des vins d'appellation
- **909 millions d'€ de vins exportés en 2015**
dont 680 millions d'euros en IGP
- **51 AOP, 36 IGP**
dont 6 IGP départementales et 2 IGP régionales (Pays d'Oc et Comté Tolosan)

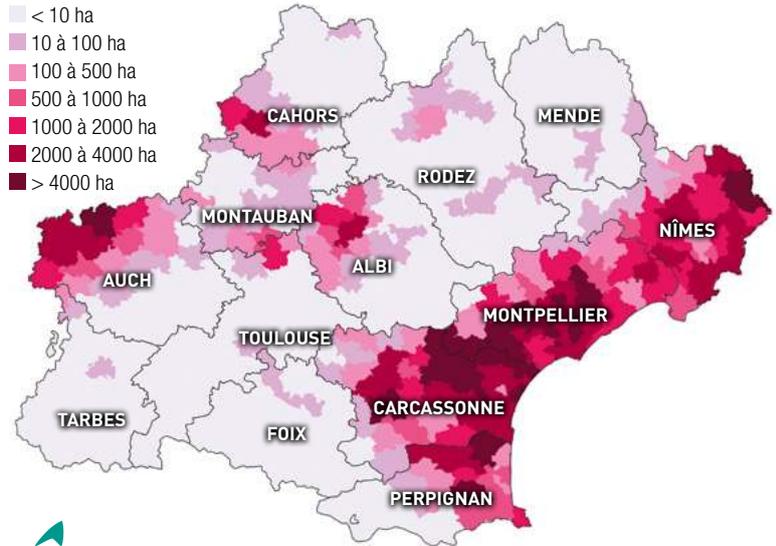
(Sources : SAA 2015, Agence BIO 2015, Comptes de l'agriculture 2014, RA2010/INOSYS, INAO, DRAAF)

En 2010, 14 609 exploitations ont un atelier viticole significatif* et représentent 95,6% des surfaces de vignes de raisins de cuve de la région. Parmi ces exploitations, on en comptabilise 14 065 n'ayant que des productions végétales dont 89% sont spécialisées en viticulture, et 6% produisent également des grandes cultures et/ou de l'arboriculture. 543 exploitations pratiquent à la fois l'élevage et la viticulture. Les 12 572 exploitations spécialisées** en viticulture totalisent 22 687 UTA dont 5 085 UTA salariées permanentes et 3 016 UTA salariées saisonnières.

En 2015, la déclaration de récolte LRMP s'élève à 16,2 millions d'hectolitres dont 68% en IGP, 21% en AOP et 11% en vins sans IG.

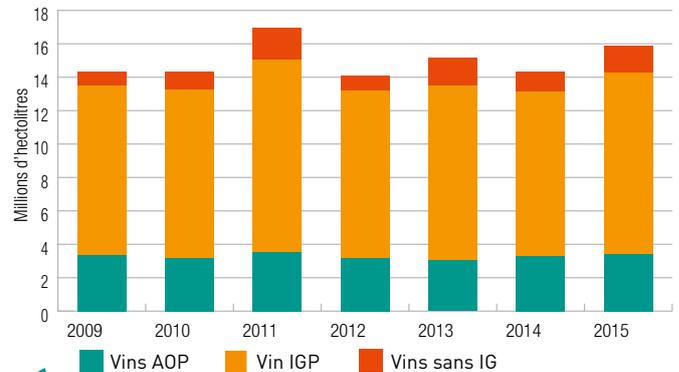
Surface en vignes à raisin de cuve par canton :

- < 10 ha
- 10 à 100 ha
- 100 à 500 ha
- 500 à 1000 ha
- 1000 à 2000 ha
- 2000 à 4000 ha
- > 4000 ha



RÉPARTITION DU VIGNOBLE

(Source : RA 2010)



ÉVOLUTION DES VOLUMES DE VINS EN LRMP

(Source : déclaration de récolte - SAA)

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS VITICOLES

(Source : RA 2010/INOSYS)

	Exploitations ayant un atelier viticole significatif *	Dont spécialisées**	Parmi les spécialisées celles productrices de vins en caves particulières***	Parmi les spécialisées celles productrices de raisins****
Nb d'exploitations	14 609	12 572	2 577	9 048
SAU moyenne	29,7	24,2	37,9	19,4
Nb Moyen d'UTA	1,9	1,8	3,3	1,3
UTA Salariées moyennes	0,4	0,4	1,3	0,1
% exploitations avec salariés permanents	19%	19%	50%	10%
Surface moyenne vignes à vins	17,7	18,6	29,3	15,2
% surfaces vignes du RA2010	96%	87%	28%	51%

* Exploitations ayant plus de 1,5 ha de vigne à raisin de cuve

** plus de 2/3 de la PBS liée à la viticulture

*** volume vinifié en cave particulière / volume vinifié > 60%

**** volume vinifié en coopératives ou négoce >80%

PLUS D'INFOS sur

Institut Français de la Vigne et du Vin : <http://www.vignevin.com/>

Conseil Interprofessionnel des Vins du Languedoc : <http://www.languedoc-wines.com>

Conseil Interprofessionnel des Vins du Roussillon : <http://www.vinsduroussillon.com/>

Vins de cépages Pays d'Oc : <http://www.paysdoc-wines.com/>

Interprofession des Vins du Sud-Ouest : <http://www.france-sudouest.com/fr>

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS VITICOLES DE LANGUEDOC-ROUSSILLON

CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Languedoc-Roussillon)



LE POINT CAMPAGNE

En Languedoc-Roussillon, le bilan des vendanges 2014 apparaît contrasté avec un faible volume dans les départements touchés par la sécheresse pré-estivale (Hérault et une partie de l'Aude) ou des épisodes de grêle estivaux destructeurs, en majorité dans l'Aude, et une récolte plus importante dans le Gard et le Roussillon. La majorité des raisins a pu être récolté dans des conditions climatiques optimales, sauf pour les cépages et secteurs tardifs affectés par

des précipitations diluviennes fin septembre. La baisse régionale de volume sur un an (-10%) est due principalement à la sécheresse printanière. La remontée des cours amorcée en 2011 se poursuit. La profession sort d'une crise grave qui, de 2005 à 2010, avait plongé 80% des exploitations viticoles de la région dans un déséquilibre économique important générant arrachages et non renouvellement des exploitants. La reprise constatée des investissements et des installations agricoles traduit ce climat favorable.

VENTE COOPÉRATIVE ET NÉGOCE

→ Bon équilibre général si les rendements sont là

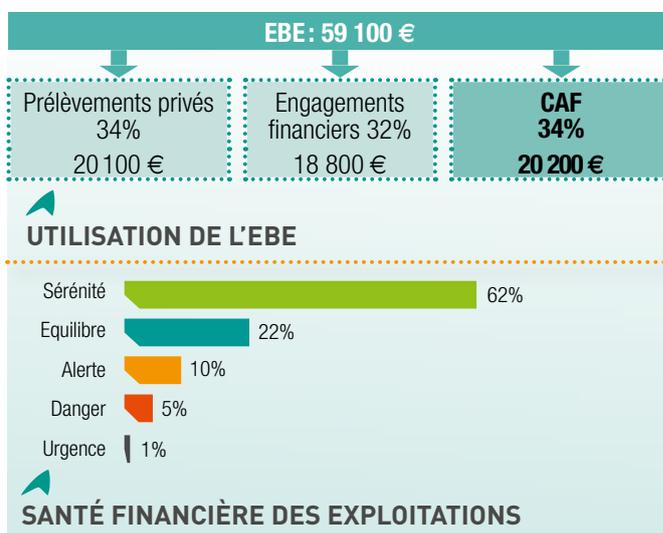
Les cours sont redevenus cohérents avec les coûts de production à la condition que les rendements soient dans les normes des appellations. En 2014, l'année est donc économiquement bien équilibrée ; le principal facteur de performance étant le rendement pour ce groupe de viticulteurs écoulant principalement leurs productions auprès du négoce.

→ Un EBE satisfaisant

L'échantillon CERFRANCE (LR)

- 706 exploitations spécialisées dont 49% individuelles, 28% EARL
- SAU : 36 ha dont 30 ha en vigne soit 12 ha de vigne / UTH salarié
- 1.2 UTH familiale / 1.2 UTH salariée
- Produit viticole : 4 715 € / ha de vigne en production pour le groupe en coopérative uniquement

L'EBE couvre correctement les prélèvements privés et les charges financières. Les situations financières se renforcent : 84% des exploitations sont classées en « sérénité » et « équilibre » contre 77% en 2013.



CAVES PARTICULIÈRES

→ Une moyenne favorable cachant de grandes disparités

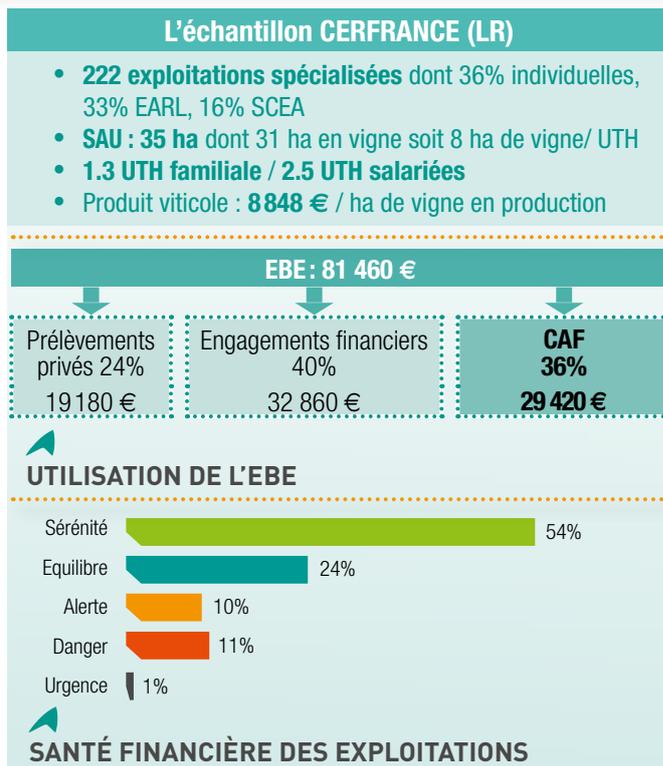
Les exploitations de ce groupe commercialisent une partie de leur production en bouteilles avec des circuits de commercialisation très variés. Avec la production, le conditionnement et la commercialisation, trois métiers se superposent, demandant chacun compétences, temps et financement. Les risques de défaillance sont accrus si les ventes ne sont pas en cohérence avec les charges.

→ Des situations financières très variées

Globalement l'EBE couvre correctement les prélèvements privés et engagements financiers.

On note un niveau de prélèvements privés réduit par rapport à l'excédent, cela provient d'un nombre significatif de caves en phase d'investissement et/ou de résultats négatifs, pour lesquelles des apports extérieurs sont constatés.

Les situations financières favorables représentent 78% des exploitations (10% de plus que fin 2013), mais on note 12% de situations très fragiles (« urgence et danger »).



ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS VITICOLES DE MIDI-PYRÉNÉES

CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)



LE POINT CAMPAGNE

Grâce aux conditions climatiques favorables, la récolte 2014 enregistre des niveaux records de production en Midi-Pyrénées. Toutefois, certaines zones du vignoble ont été affectées par des épisodes locaux de grêle et orages, pénalisant la production. La qualité est également au rendez-vous. Compte tenu du faible niveau des stocks, les transactions en début de campagne se sont faites à des niveaux de prix intéressants. C'est plus difficile depuis avec des tendances de prix à la baisse, surtout sur les vins d'appellation d'origine.

VENTE COOPÉRATIVE ET NÉGOCE

L'échantillon CERFRANCE (MP)

- 148 exploitations spécialisées dont 41% individuelles, 36% EARL
- SAU : 57 ha dont 22 ha en vigne
- 1.3 UTH familiale / 0.9 UTH salariée
- Produit viticole : 5 630 € / ha de vigne

→ Un résultat élevé à confirmer en trésorerie

La conjonction d'une récolte historiquement haute et d'une progression globale des cours du vrac, quelles que soient la couleur et la zone d'appellation, permet d'atteindre un niveau de résultat parmi les plus hauts des 10 dernières années, comme en 2011, et ce sur l'ensemble des appellations de Midi-Pyrénées. La reconstitution des stocks est bienvenue suite à la récolte 2013 parmi les plus basses de ces dernières années.

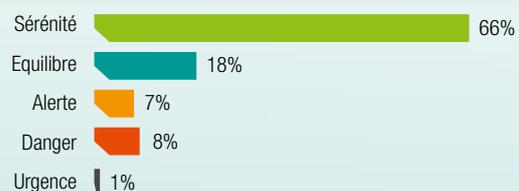
Le produit viticole remonte à 5 630 €/ha (+30%). Il explique la progression de l'EBE de plus de 40% pour se situer à 57 410 €.

L'évolution des charges, hormis la main-d'œuvre liée à la vendange, est minime cette année. La capacité d'autofinancement progresse nettement. Cela reste à confirmer en trésorerie, notamment pour les viticulteurs en zone AOP

dont le cycle d'élevage est plus long. En effet, l'augmentation de l'EBE provient avant tout de la récolte du millésime en stock dans les cuves. Cette progression des stocks vient directement consolider les fonds de roulement. La trésorerie nette reste quant à elle stable. La santé financière des exploitations viticoles se trouve nettement confortée.



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

CAVES PARTICULIÈRES

L'échantillon CERFRANCE (MP)

- 117 exploitations spécialisées dont 53% EARL, 18% individuelles, 13% GAEC
- SAU : 58 ha dont 30 ha en vigne soit 5,4 ha vigne/ UTH
- 1.7 UTH familiale / 3.8 UTH salariées
- Produit viticole : 12 120 € / ha de vigne

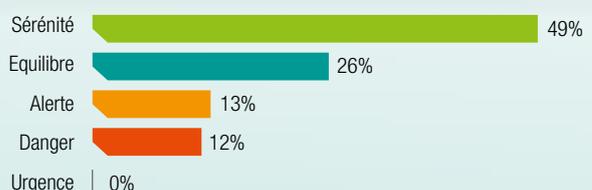
La progression de l'EBE est moins marquée pour ces exploitations qui commercialisent une part importante de leur production en bouteille. La bonne récolte de 2014 a entraîné une hausse des stocks viticoles d'où une croissance de +7% pour le produit. Ce dernier atteint 12 120 € par hectare de vigne. Ce volume supplémentaire génère des charges en main-d'œuvre plus importante (+7%). Le reste des charges étant relativement stable, l'EBE progresse de 11% pour se situer à 96 760 €.

L'EBE couvre l'ensemble des besoins pour dégager une capacité d'autofinancement de 15 980 €. On constate depuis 2 ans un net bond des investissements correspondant notamment à de nouvelles plantations. Elles sont principalement financées par des emprunts et des subventions. La CAF est donc directement utilisée pour consolider la structure financière.

Cela engendre un retour à une proportion plus importante d'exploitations dont la santé financière peut être qualifiée d'équilibrée (75%) et à une baisse du nombre d'exploitations dont la trésorerie est dégradée (40% à une trésorerie inférieure à -5 000 € contre 50% l'an dernier).



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS



L'ARBORICULTURE

Avec 19% du verger français (y compris raisin de table), **Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées est la 2^e région productrice de fruits**. Elle produit l'ensemble de la gamme dans quatre zones principales de production : le Tarn-et-Garonne pour la pomme, le kiwi, la prune, le raisin de table, la noisette, le Gard et les Pyrénées-Orientales pour les fruits à noyau, le Lot pour la noix. La région est notamment 1^{re} productrice de pêches, nectarines et brugnon, et de prunes de table. Par ailleurs, elle se caractérise par une filière pommes performante et très dynamique à l'export, concentrée essentiellement sur le Tarn-et-Garonne.

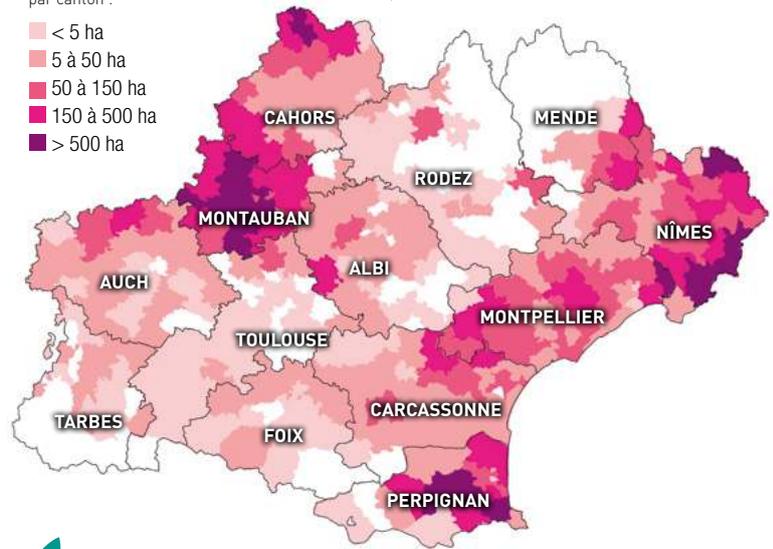
4747 exploitations ayant un atelier arboricole significatif* représentent 93% des surfaces fruitières de la région. Parmi ces exploitations, la majorité n'a que des productions végétales (4 150). On compte cependant 597 exploitations qui ont un atelier animal. Les 2 213 exploitations spécialisées arboriculture totalisent 8 119 UTA dont 1 228 UTA salariés permanents et 3 815 UTA salariées saisonnières.

LES CHIFFRES

- **31 367 ha** d'arbres fruitiers et vigne à raisin de table dont 20% de pommiers, 14% de pêcheurs, nectariniers et brugnoniers, 11% d'oliviers et 11% d'abricotiers dont 5 269 ha en AB ou en conversion
- **558 370 tonnes** de fruits produites en 2015 dont 59% de pommes.
- **45 organisations** de producteurs et **32 coopératives** et **SICA** pour le secteur fruits et légumes
- **485 millions d'€**, soit **7%** du produit agricole de LRMP en 2014
- Solde commercial positif de **473 millions d'euros** au 1^{er} trimestre 2016
- **7 signes officiels de qualités** : AOC Abricots Rouges du Roussillon, AOP Chasselas de Moissac, AOP Noix du Périgord, AOP Châtaigne d'Ardèche, AOP Olive de Nîmes, IGP Kiwi de l'Adour, IGP Pruneau d'Agen.

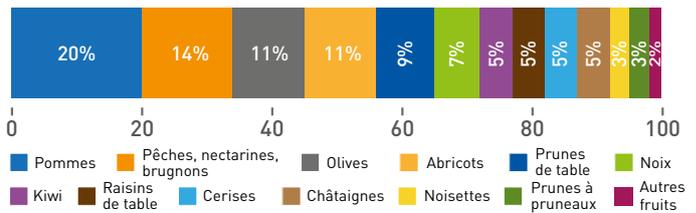
(Sources : SAA 2015, Agence Bio 2014, Comptes de l'agriculture 2014, INAO)

Surface en arboriculture par canton :



RÉPARTITION DES SURFACES FRUITIÈRES

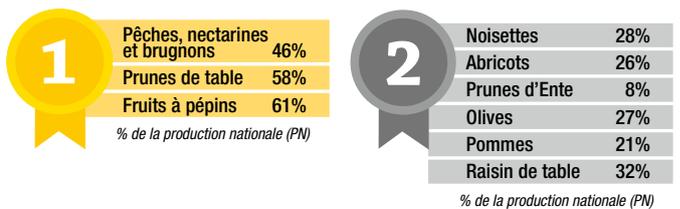
(Source : RA 2010)



RÉPARTITION DES SURFACES POUR LES PRINCIPALES ESPÈCES FRUITIÈRES : 31 367 HA

(Source : SAA 2015)

PALMARÈS DE LA RÉGION (Source : SAA 2015)



CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS FRUITIÈRES (Source : RA 2010/INOSYS)

	Exploitations ayant un atelier arboricole significatif*	Dont spécialisées**	Parmi les spécialisés celles orientées fruits à pépins***	Parmi les spécialisés celles mixtes****	Parmi les spécialisés celles orientées fruits à noyau et raisin***	Parmi les spécialisés celles orientées fruits à coque***
Nombre d'exploitations	4 747	2 213	364	280	1 356	213
SAU moyenne	33	21,2	31	25,4	18,2	18
Nb Moyen d'UTA	9	11,1	20,8	11,3	9,4	5,3
UTA totales moyennes	3	3,7	7,2	3,3	3,2	1,2
UTA salariées moyennes	1,6	2,3	5,9	1,7	1,8	0,2
% exploitations avec salariés permanents	22%	22%	38%	24%	19%	7%
Surface moyenne « fruitiers »	8	12,4	19,1	12,1	11	10
% surfaces « fruitier » du RA2010	93%	67%	17%	8%	36%	5%

* Plus d'1ha de «fruitiers» : vergers, petits fruits et vigne à raisin de table

** Exploitations avec plus de 2/3 de la PBS liée aux «fruitiers»

*** Plus de 70% des surfaces orientées soit fruits à pépins (pomme, poire, kiwi), soit fruits à noyau et raisin de table soit fruits à coque (noix, noisette, châtaigne)

**** Mixtes fruits à pépins et fruits à noyau/raisin de table ou fruits à coque.

PLUS D'INFOS sur

AREFLH : <http://www.areflh.org/>

FranceAgriMer : <http://www.franceagrimer.fr/>

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS ARBORICOLES

CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées)



LE POINT CAMPAGNE

Les conditions climatiques du printemps 2014 sont plutôt satisfaisantes pour la production, par contre le climat estival est globalement défavorable (période de froid pour certaines zones, grêle pour d'autres). La faiblesse des températures n'incite pas à la consommation de fruits (pêche, prune, abricot). Le marché est saturé et les prix chutent.

La filière prune est déclarée en crise conjoncturelle. La pêche est également fortement touchée (-13% pour l'indice des prix par rapport à la moyenne quinquennale). Par contre, la campagne 2014 se révèle favorable pour le raisin de table tant pour la production que pour la consommation.

Pour la pomme, en Midi-Pyrénées, la récolte est nettement inférieure à celle de l'année précédente, par contre pour le Languedoc-Roussillon, la production est supérieure. Pour l'ensemble de la région, le marché débute dans des conditions difficiles du fait de stocks de report important, de l'embargo Russe et d'une récolte européenne conséquente. Le manque de valorisation entraîne des résultats en nette diminution.

→ Un EBE moyen nettement insuffisant

Il existe, au sein de la filière arboricole, une grande diversité de productions (pomme, cerise, abricot, pêche, raisin, noix...), de variétés, de modes de conditionnement et de circuits commerciaux. La taille des structures est, elle aussi, très différente. On retrouve, dans le groupe, des exploitations de type familial mais aussi des entreprises ayant un nombre important de salariés. Au-delà de la maîtrise technique des productions, tous ces facteurs engendrent une grande hétérogénéité des résultats économiques.

Le produit moyen s'élève à 11 520 € par ha arboricole. Les aides représentent 6% du produit. La main-d'œuvre salariée est le premier poste des charges hors amortissement (37%) auquel s'ajoute la main-d'œuvre familiale souvent significative pour les exploitations de petite taille. L'EBE moyen chute entre 2013 et 2014. La baisse la plus significative de l'EBE est observée chez les producteurs de pêches, de pommes et de prunes. Pour l'ensemble du groupe, le rapport EBE/produit n'atteint que 16%.

→ L'ensemble des besoins n'est pas couvert

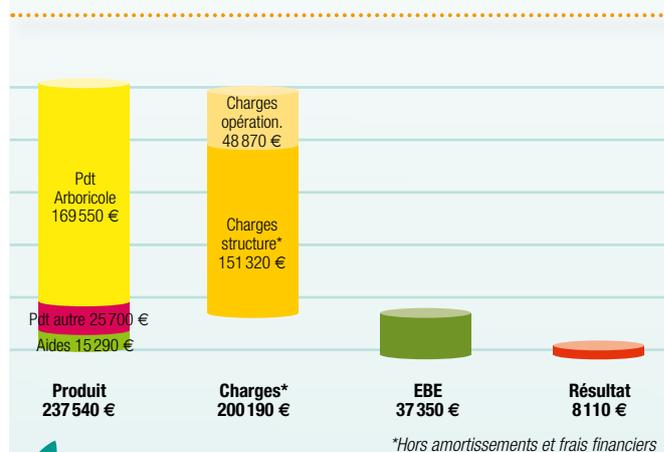
Du fait de la baisse significative de l'EBE, le remboursement des annuités en absorbe 57%. La capacité d'autofinancement est négative pour six exploitations sur dix d'où un manque de 11 340 € pour l'ensemble du groupe. Cela se traduit également par une dégradation du fonds de roulement, il ne couvre que 5 mois du cycle de charges, c'est insuffisant. La trésorerie, elle aussi marque le pas.

→ La situation financière se tend

Le taux d'endettement s'élève à 50%. Le montant des dettes CT est supérieur aux encours long et moyen terme et pèse 27%. La santé financière des entreprises s'est dégradée. La part des structures en « alerte », « danger » ou « urgence » progresse. L'écart se creuse avec les entreprises se situant dans le groupe « sérénité » qui dégagent un taux de rentabilité nettement supérieur au groupe moyen et bénéficient d'un endettement modéré.

L'échantillon CERFRANCE (LRMP)

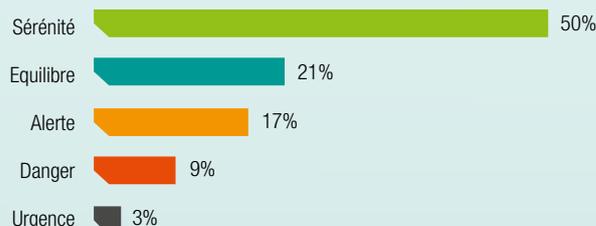
- 292 exploitations spécialisées dont 43% EARL, 32% individuelles et 12% GAEC
- SAU : 33 ha dont 17 ha arboricoles
- 1.4 UTH familiale / 3.8 UTH salariées



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS



L'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE

Avec 519 118 vaches nourrices en 2015, Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées dispose de 14,5% du cheptel national. **L'élevage bovin viande représente une des principales activités agricoles de la région.** Ainsi, une exploitation sur 7 est spécialisée dans cette activité. La production est principalement concentrée dans le Nord de la région (Aveyron, Lozère, Tarn) et sur le piémont pyrénéen. La race limousine domine (26% des effectifs), suivie de la Blonde d'Aquitaine (20% des effectifs) et de l'Aubrac (15% des mères). Dans les départements littoraux (Gard et Hérault), on note la présence de races « camarguaises » dont l'élevage se développe depuis une petite dizaine d'années, porté par la dynamique de l'AOC Taureau de Camargue.

Le cheptel de mères a diminué depuis 2000 de 12%. Les exploitations se sont spécialisées et agrandies. La production est, elle, restée relativement stable et s'établit à plus de 86 000 tonnes équivalent carcasse en 2015, soit 6% de la production de viande bovine nationale.

Les exploitations produisent en grande majorité des broutards destinés à l'exportation, vers l'Italie et l'Espagne. Ils représentent 44% des ventes d'animaux. Les broutards sont plutôt jeunes et légers au sud de la région, « repoussés » et alourdis au nord. 40% des animaux sont engraisés sur les exploitations dont plus de la moitié en veaux gras.

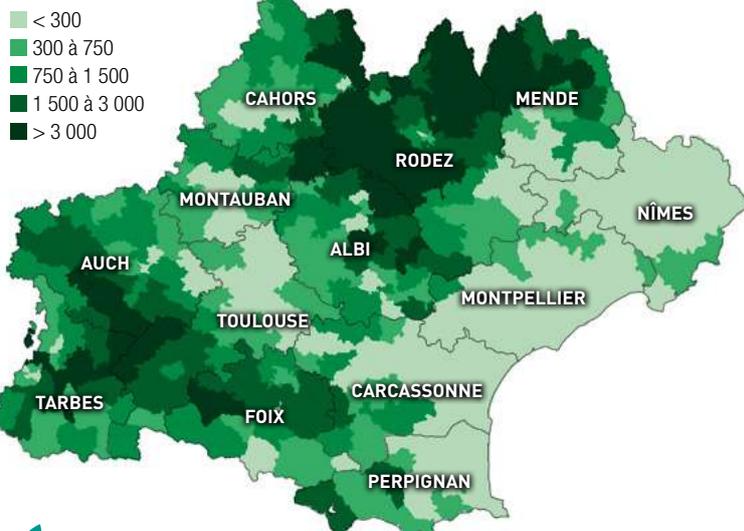
LES CHIFFRES

- **519 118 vaches allaitantes** (soit **14,5%** du cheptel national)
- **16 197 exploitations ont des bovins** dont **11 554 ont des vaches allaitantes**
- **590 exploitations certifiées AB**
- **26 169 UTA concernées**
- **8 209 exploitations spécialisées** dont **2 371 exploitations produisant sous signe de qualité (hors AB)**
- **86 028 TEC produites** (soit **6%** de la production nationale y compris élevage laitier) dont **25 231 t de veaux (14%)**
- **731,9 millions d'€ de valeur produite** soit **10,5%** du produit agricole de LRMP

(Sources : RA2010/ INOSYS, SAA 2014 et 2015, Comptes de l'agriculture 2014, Agence Bio 2014)

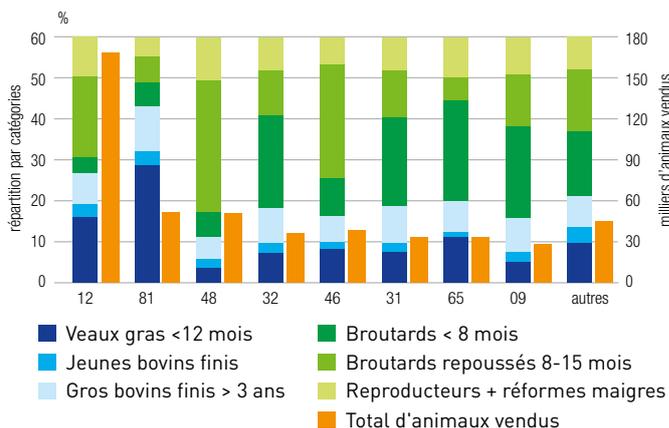
La filière bovin viande régionale se caractérise également par une production sous signe officiel de qualité importante. Ainsi, près d'une exploitation spécialisée sur cinq produit sous un signe officiel de qualité : Veaux d'Aveyron et du Ségala, Génisses Fleur d'Aubrac, Bœuf de Bazas (IGP), Bœuf fermier Aubrac, Bœuf Gascon, Veaux fermiers élevés sous la mère, Veaux fermiers du Lauragais, Bœuf limousin Blason prestige, Bœuf Blond d'Aquitaine (Label Rouge), Taureaux de Camargue (AOC), etc.

Nombre de vaches nourrices par canton :



RÉPARTITION DU CHEPTEL BOVIN ALLAITANT

(Source : RA 2010)



PRODUCTION PAR CATÉGORIE D'ANIMAUX VENDUS

(Source : IPG 2014)

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS BOVIN VIANDE

(Source : RA 2010/INOSYS)

	Ayant des bovins viande*	Dont spécialisées	Dont exploitations en polyculture élevage	Dont exploitations polyélevage mixte lait-viande
Nombre d'exploitations	16 197	8 209	2 592	1 673
SAU moyenne	78,4	71,9	83,6	95,8
STH + surface fourragère moyenne	63,1	67,2	39,1	85,2
Nb Moyen d'UTA	1,6	1,4	1,6	2,1
Nombre moyen de vaches allaitantes	31,6	41,5	30,7	24,1
UGB bovines moyennes	58,2	59,9	43,3	72

* > 10 vaches allaitantes ou > 10 bovins à l'engraissement

PLUS D'INFOS sur

Institut de l'élevage : <http://idele.fr/filieres/bovin-viande.html>

Chambre régionale d'agriculture : <http://www.lrmp.chambagri.fr/menu-horizontal/nos-publications/productions-agricoles.html>

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS BOVIN VIANDE

CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées)



LE POINT CAMPAGNE

L'année 2014 est marquée par un recul des exportations de broustards, le repli du marché italien de 3% n'étant pas compensé par les autres marchés. En effet, les volumes exportés de broustards ont été orientés à la baisse et influencés par la mise en place de l'embargo russe.

Dans ce marché encombré, les prix payés aux producteurs ont diminué à partir du mois de juin.

Concernant les jeunes bovins, le repli est effectif sur les pays du Maghreb. Les cotations, plutôt favorables sur le premier semestre, s'orientent à la baisse sur la deuxième partie de l'année.

En veau de boucherie, les cours ont pu se maintenir grâce à une maîtrise de la production.

Pour les gros bovins on constate un repli des abattages de vaches allaitantes (-1,6%) en faveur des réformes laitières (+6%). L'encombrement du marché et une consommation toujours en berne (+0,4%) orientent les cours à la baisse.

→ Un EBE renforcé par la baisse des charges

Les cours et effectifs vendus stagnent pour le maigre et se situent en moyenne à 933 €/tête, alors qu'ils progressent légèrement sur le gras pour atteindre 1 241 €/jeune bovin.

Dans ce contexte et sur l'ensemble de l'échantillon, le produit hors aide est en baisse de 1%, principalement à cause de la diminution du produit végétal. Pendant cette campagne les aides ont été revalorisées de 2,45%.

Concernant les charges, les constats sont les mêmes. Les charges opérationnelles baissent de 8%, entraînées par la diminution du poste aliment de 11%, qui reste l'élément principal hors amortissement. Les charges de structure restent stables.

Au final, on constate une progression de l'EBE de 6% quel que soit le système de production.

→ Une marge de sécurité renforcée

L'investissement progresse, financé principalement par de l'emprunt, il vient augmenter le niveau des annuités qui représente 50% de l'EBE. La progression de l'EBE et des prélèvements privés relativement faibles (12 000 €) permettent un renforcement de la marge de sécurité qui atteint 19% de l'EBE.

→ Une santé financière qui reste fragile

Le fonds de roulement est stable couvrant 11 mois de charges. Le taux d'endettement est de 33% avec une progression plus marquée sur les systèmes bovins maigres.

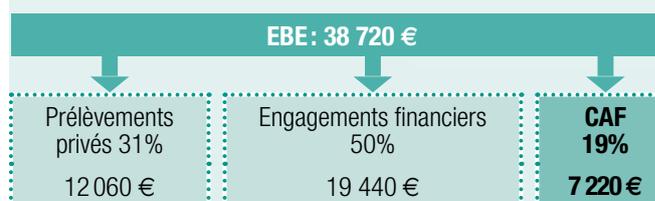
La santé financière des exploitations reste fragile avec une disparité selon le système. 11% des exploitations bovins maigres sont jugées en danger contre 6% en système bovins finis.

L'échantillon CERFRANCE (LRMP)

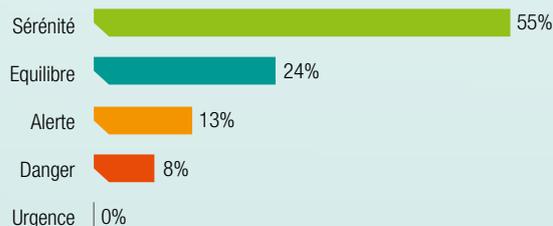
- 1 256 exploitations spécialisées dont 55% individuelles, 21% EARL, 22% GAEC
- 394 exploitations bovins finis
- 862 exploitations bovins maigres
- SAU : 110 ha dont 100 ha de SFP
- 1.4 UTH familiale / 0.1 UTH salariée
- Troupeau moyen : 66 vaches allaitantes



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS



L'ÉLEVAGE BOVIN LAIT

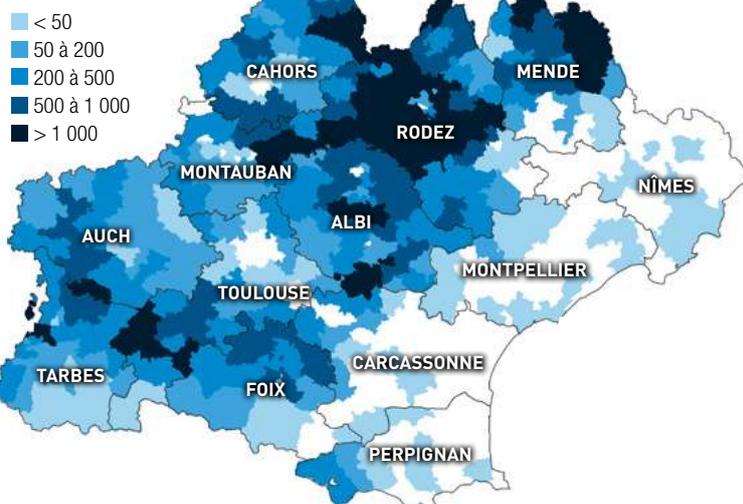
En 2015, Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées comptabilisait 145 000 vaches laitières pour une production de 881 millions de litres de lait soit 3,5% des volumes nationaux.

La production est concentrée dans les piémonts du Massif Central (Aveyron, Lot, Lozère et Tarn) et des Pyrénées pour une plus faible part.

Le nombre d'exploitations spécialisées, 1 622 en 2010, est en diminution forte depuis 2000. La région a également perdu le quart (27%) de son cheptel de vaches laitières depuis 2000.

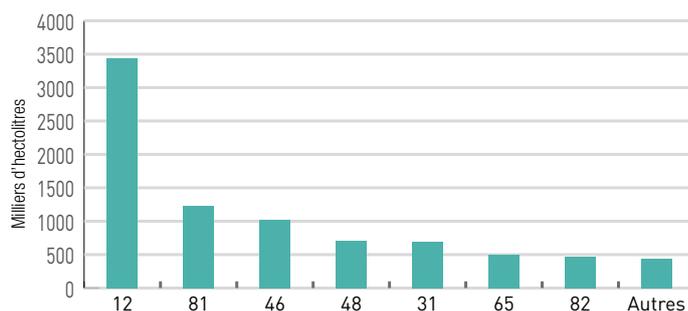
L'activité laitière est en perte de vitesse dans l'ensemble des départements à l'exception notable de l'Aveyron et de la Lozère dont la production se maintient voire augmente ces dernières années. La production sur l'ensemble de la région a chuté de 16% depuis les années 2000. Elle a diminué de moitié dans certains départements : Aude, Pyrénées-Orientales, Hérault et Gers voire plus comme dans le Gard (-79%).

Nombre de vaches laitières par canton :



RÉPARTITION DU CHEPTEL BOVIN LAITIER

(Source : RA 2010)



PRODUCTION DE LAIT DE VACHE EN 2015 PAR DÉPARTEMENT

(Source : SAA 2015)

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS BOVIN LAIT

(Source : RA 2010/INOSYS)

	Ayant des bovins lait*	Dont spécialisées	Dont bovin mixte**	Dont polyculteur-éleveur
Nombre d'exploitations	4 019	1 622	1 220	636
SAU moyenne	78,1	60,4	88,5	86,7
STH + surface fourragère moyenne	59,3	51,9	78,9	41,1
Nb Moyen d'UTA	1,9	1,7	1,9	2
Nombre moyen de vaches laitières	38,7	39,8	34,7	43,3

* >= 5 vaches laitières

**Ayant un troupeau mixte lait et viande

LES CHIFFRES

- **145 034** vaches laitières (soit **4%** du cheptel national)
- **4 019** exploitations ont des bovins lait
- **154** exploitations certifiées AB
- **7 584** UTA concernées
- **1 352** exploitations spécialisées
dont 695 exploitations produisant sous signe de qualité
- **881** millions de litres de lait produit (soit **3,5%** de la production nationale)
dont 97% est livré à l'industrie
- **323,9** millions d'€ de valeur produite soit **4,6%** du produit agricole de LRMP

(Sources : RA2010/ INOSYS, SAA 2014 et 2015, Comptes de l'agriculture 2014, Agence Bio 2014)

Le lait livré à l'industrie est en majeure partie transformé en lait de consommation. Viennent ensuite les produits frais et les fromages. Les produits industriels constituent une très faible part des transformations. Concernant la transformation laitière, il existe quelques SIQO mais les volumes concernés sont relativement modestes : Laguiole, Bleu des Causses, Bleu d'Auvergne, tomme des Pyrénées. Les producteurs doivent faire face à une volatilité de plus en plus importante des cours du lait depuis ces dernières années. Elle entraîne un manque de lisibilité à court et moyen terme pour les éleveurs. La suppression des quotas laitiers intervenue en 2015 a encore accentué ce phénomène.

PLUS D'INFOS sur

Institut de l'Élevage : <http://idele.fr/filieres/bovin-lait.html>

Chambre régionale d'agriculture : <http://www.lrmp.chambagri.fr/menu-horizontal/nos-publications/productions-agricoles.html>

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS BOVIN LAIT

CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées)



LE POINT CAMPAGNE

La campagne laitière 2014-2015 a vu la fin des quotas. Les éleveurs des pays du Nord de l'Europe, y compris en France, ont anticipé l'après-quota en augmentant leur production, le tout dans un contexte prix favorable. Par contre dans le bassin sud, la collecte a encore reculé de 1,2%.

Dans un contexte mondial de hausse de la production et une demande moins dynamique, à partir de janvier 2015, le prix du lait a chuté. Pour la campagne 2014, le revenu des éleveurs s'est amélioré du fait, entre autres, du léger fléchissement des coûts de production. Par contre, la campagne 2015 marque fortement le pas avec une chute très conséquente du revenu.

→ Hausse du produit grâce à plus de lait produit et à un meilleur prix

Le prix du lait a augmenté de 14€ par 1 000 litres entre l'exercice 2013 et 2014. Ceci a incité une majorité de producteurs à produire plus (+11 000 litres en moyenne). La lactation par vache s'est améliorée de 120 litres. Toutefois, 28% des fermes ont diminué leur production, certaines sont dans une phase d'arrêt de l'activité laitière.

Les aides représentent 17% du produit total. Elles progressent pour les fermes en zone montagne et baissent pour les autres.

Au niveau des charges opérationnelles, la baisse la plus marquée porte sur les engrais. Le coût total des aliments a très peu diminué (-4 € aux 1 000 litres). La maîtrise de ce poste est primordiale dans la réussite de ces élevages. Pour les charges fixes, la hausse se chiffre à +4%. Au final, l'EBE progresse mais le taux de rentabilité demeure modeste (27%).

Cette moyenne cache des rentabilités très différentes d'une structure à l'autre. Les exploitations dont l'EBE/produit dépasse les 34% dégagent un EBE de 71 000 € grâce à une maîtrise de l'ensemble des charges (aliments, charges fixes...), tout en réalisant un produit par ha très proche de celui des autres groupes. Par contre, pour 21% du groupe, la situation économique est déjà difficile (EBE 26 320 €).

→ Les annuités augmentent toujours

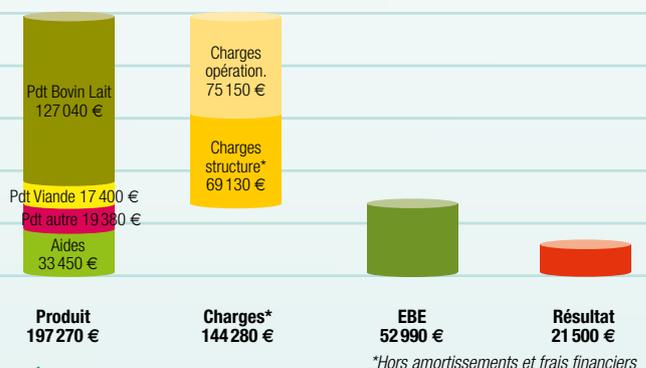
Le montant des annuités progresse légèrement (+1 180 €) par rapport à 2013 ; elles absorbent 49% de l'EBE. Sur 2015, elles devraient continuer à croître car les investissements nets (29 910 €) sont financés à hauteur de 87% par des emprunts. L'ensemble des besoins est couvert du fait de prélèvements privés modestes (13 440 € par UTHF).

→ Une situation financière à court terme fragile

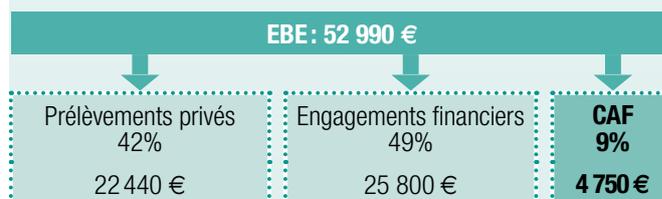
L'endettement LT et MT demeure stable avec un taux de 42%, l'endettement CT pèse 16%, signe d'une situation financière tendue. La trésorerie nette globale s'est déjà légèrement dégradée. Le fonds de roulement couvre en moyenne 140 jours du cycle de charges mais pour 23% du groupe, il est inférieur à 2 mois.

L'échantillon CERFRANCE (LRMP)

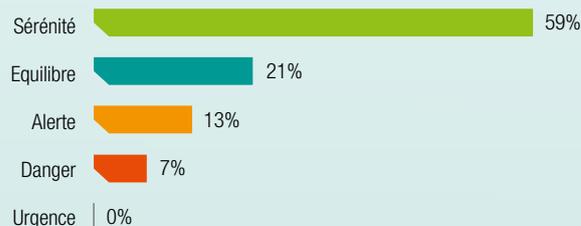
- **903 exploitations spécialisées** dont Individuelles 39%, GAEC 34%, EARL 29%
- **SAU : 87 ha** dont 69 ha de SFP
- **52 vaches laitières**
- **340 380 litres de lait vendus par exploitation, soit 6 500 l. par vache à un prix moyen de 373 € /1 000 l.**
- **1.7 UTH familiale / 0.2 UTH salariée**



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS



L'ÉLEVAGE OVIN VIANDE

Avec près de 21% du cheptel national soit 723 255 brebis nourrices, Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées est la première région de production ovine allaitante de France. Il s'agit d'une zone traditionnelle de production. Elle produit presque 30% de la viande ovine française (troupeaux viande et lait confondus). La production est principalement localisée dans le nord de la région (Lot, Aveyron, Lozère et Tarn). Ces quatre départements détiennent plus de 63% des brebis mère, le département du Lot comptant à lui seul pour le quart de ces effectifs. On retrouve également la présence d'élevages ovins viande dans les Pyrénées et les zones de piémont.

1 842 élevages sont spécialisés et possèdent près de 55% des effectifs. Plus de 1 000 autres élevages combinent un atelier bovin viande ou bovin lait avec un atelier ovins viande.

Le nombre d'éleveurs a fortement diminué en l'espace de 10 ans, tout comme le nombre de brebis nourrices (-31% entre 2000 et 2014). La production a chuté de près de 22% sur la même période.

Un nombre encore important d'exploitations conserve des troupeaux modestes (moins de 50 brebis nourrices) bien que la taille moyenne des troupeaux s'accroisse régulièrement. Le Lot dispose du troupeau moyen le plus important (237 brebis). Ce dernier est plus petit dans les Pyrénées (99 brebis).

LES CHIFFRES

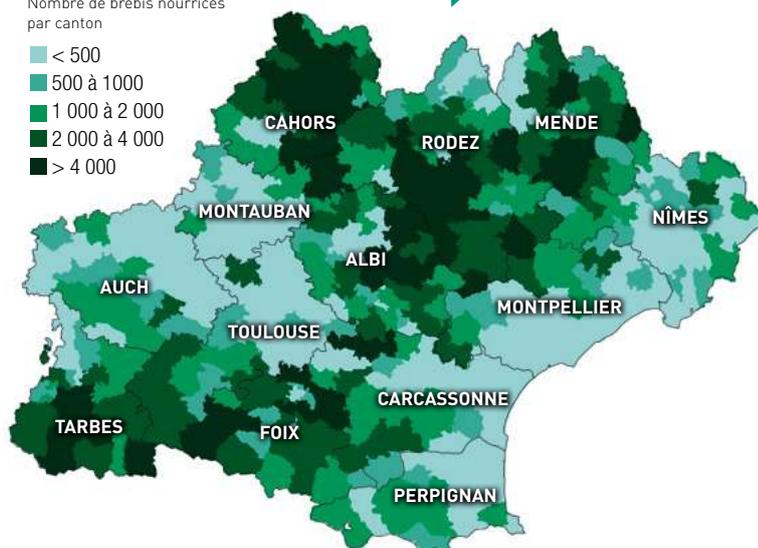
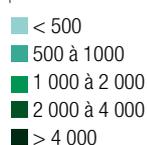
- **723 255** brebis nourrices (soit **21%** du cheptel national)
- **3 716** exploitations ont des brebis nourrices dont **311** exploitations en AB (ou en conversion)
- **8 818** UTA concernées
- **1 842** exploitations spécialisées dont **676** exploitations produisant sous signe de qualité
- **31 826** tonnes équivalent carcasse de viande produite (soit **29%** de la production nationale)
- **252,1** millions d'€ de valeur produite soit **4,5%** du produit agricole de LRMP

[Sources : RA2010/ INOSYS, SAA 2014 et 2015, Comptes de l'agriculture 2014]

La filière est fortement organisée dans la région. Elle comptait en 2013, 3 associations d'éleveurs et 8 organisations commerciales (coopérative et SICA).

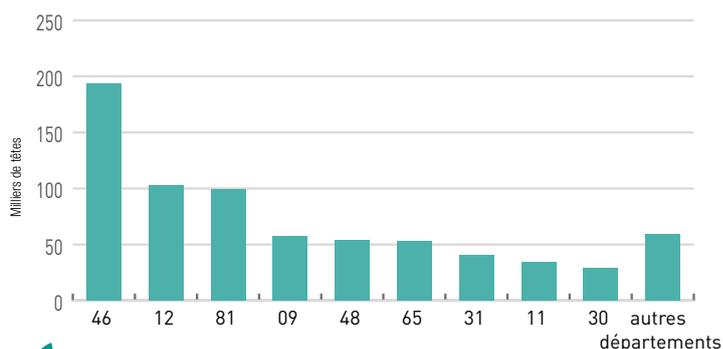
Elle se caractérise par la place importante accordée aux signes officiels de qualité et la production d'agneaux labellisés. Un grand nombre de labels a en effet été mis en place : Label Rouge avec l'Agneau fermier des pays d'Oc, l'Agneau Lou Pailhol, l'Agneau fermier « Sélection des bergers », l'Agneau laiton, « El Xai » l'agneau en catalan Label Rouge, AOC avec l'Agneau fermier du Quercy, l'Agneau de l'Aveyron, et le Mouton Barèges-Gavarnie, et enfin, IGP avec l'agneau de Lozère Elovon.

Nombre de brebis nourrices par canton



RÉPARTITION DU CHEPTEL OVIN ALLAITANT

[Source : RA 2010]



NOMBRE DE BREBIS ALLAITANTES PAR DÉPARTEMENT

[Source : SAA 2015]

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS OVIN VIANDE*

	Ayant des ovins viandes*	Dont spécialisées	Dont exploitations mixtes bovin viande - ovin viande	Dont exploitations mixtes bovin lait - ovin viande	Dont polyculteur-éleveur
Nombre d'exploitations	3 716	1 842	757	296	515
SAU moyenne	87,2	80,7	77,6	121,8	84,7
STH + surface fourragère moyenne	76,7	76	72,4	108,3	54,5
Nb Moyen d'UTA	1,6	1,3	1,5	2,4	1,6
Nombre moyen de brebis nourrices	211	232,4	172,4	179,2	218,2
UGB Ovin moyen	39	39,2	29,4	57	36,9

* >= 50 brebis nourrices

PLUS D'INFOS sur

Institut de l'élevage : <http://idele.fr/filieres/ovin-viande.html>

Chambre régionale d'agriculture : <http://www.lrmp.chambagri.fr/menu-horizontal/nos-publications/productions-agricoles>.

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS OVINES VIANDE

CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Languedoc Roussillon Midi-Pyrénées)



LE POINT CAMPAGNE

Le cours des agneaux a poursuivi sa progression en 2014 pour atteindre un niveau record au mois d'avril. La demande mondiale en croissance (notamment en Chine) absorbe les volumes de pays exportateurs destinés traditionnellement à la France. Malgré une légère baisse de la consommation française (-1%), l'équilibre offre/demande est fragile. Cela se répercute sur le prix payé aux producteurs qui a atteint des niveaux record au moment de la période de Pâques.

→ Un EBE en progression mais avec des disparités entre exploitations

La bonne orientation des prix des agneaux permet une progression du produit ovin de 5% par rapport à l'exercice précédent. La revalorisation de l'ICHN compense les pertes d'aides, puisqu'au global, elles progressent légèrement. Dans le même temps, certains postes clefs de charges diminuent, comme l'alimentation (-5%), alors que les frais de structure restent quasiment stables. Cette conjonction de facteurs favorables permet une nette progression de l'EBE qui se situe à 40 k€ (+7%), soit 81 €/ brebis.

Toutefois, l'EBE par brebis demeure inférieur à celui réalisé après la réforme PAC de 2010 (90 € en moyenne). Bien qu'en diminution, les charges restent à des niveaux élevés, par exemple, le poste aliment représente 52 € en brebis en 2014 contre 43 € en 2010.

36% des exploitations ont un EBE par brebis supérieur à 90 €, deux populations se dégagent parmi elles : celles dont la productivité est bien supérieure à la moyenne et qui ont des coûts maîtrisés ; celles dont la productivité reste dans la moyenne mais dont les coûts, notamment alimentaires, sont faibles.

→ La marge de sécurité s'améliore

L'augmentation de l'EBE vient directement conforter la capacité d'autofinancement grâce à la stabilité des prélèvements privés et des engagements financiers. Depuis quelques années, 40 à 50% de l'EBE sert aux remboursements des annuités. Ce pourcentage reste relativement stable.

La CAF est entièrement utilisée dans l'autofinancement des investissements, eux-mêmes restant sur des niveaux comparables à l'an passé. La trésorerie reste donc stable.

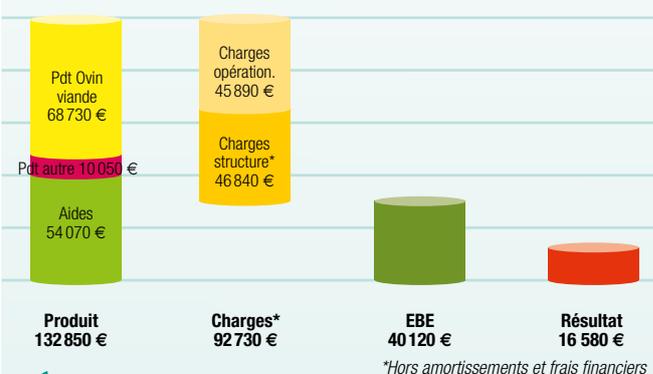
→ Pour 80% du groupe, une situation financière saine

À l'inverse de 2013, une amélioration des résultats économiques et donc des critères financiers, permet une progression des exploitations classées dans la catégorie « Sérénité » (de 50 à 57%). Au final plus de 80% des exploitations ovines présentent une situation économique et financière que l'on peut qualifier d'équilibrée.

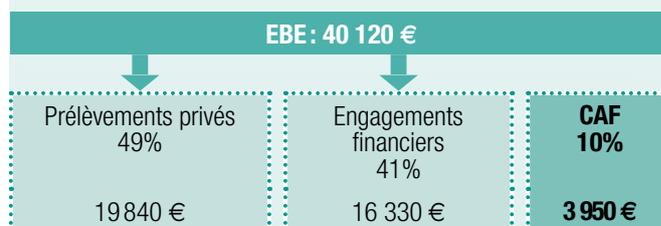
Les résultats de cette filière sont historiquement parmi les moins élevés de la ferme Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées. Mais, compte tenu d'un besoin en investissement moindre que dans d'autres filières et de prélèvements privés modestes, la proportion d'exploitations en « sérénité » ou « équilibre » est plus élevée que l'ensemble des exploitations.

L'échantillon CERFRANCE (LRMP)

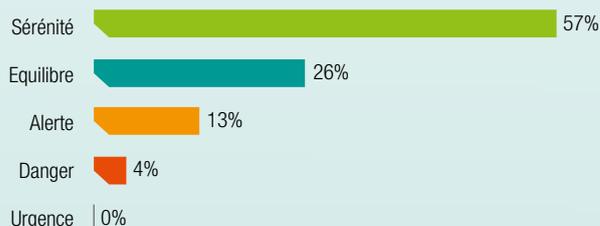
- 209 exploitations spécialisées dont 43% individuelles, 29% GAEC, 28% EARL
- SAU : 181 ha avec 166 ha de SFP dont 93 ha de landes
- 1.5 UTH familiale / 0.1 UTH salariée
- Troupeau : 495 brebis soit 309 brebis / UTH
- Prix moyen de l'agneau de boucherie : 115 €



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS



L'ÉLEVAGE OVIN LAIT

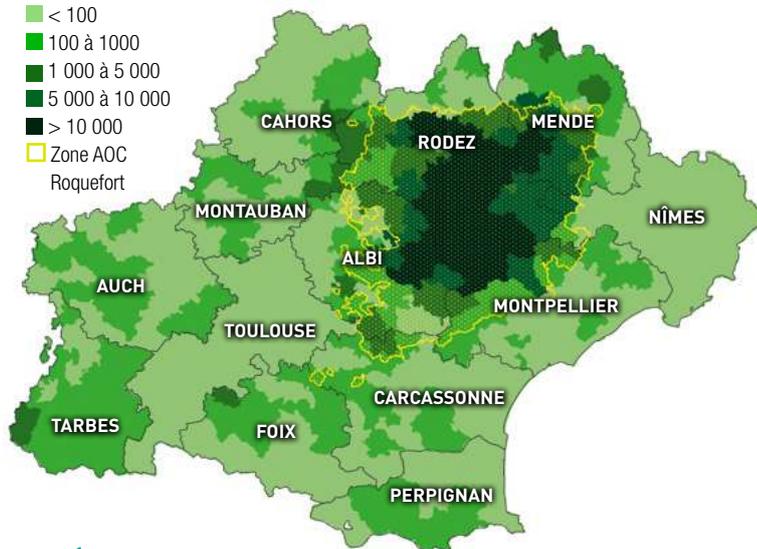
Avec plus de 738 000 brebis laitières, une production en 2015 de 190,9 millions de litres (soit 76% de la production nationale), **Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées se classe à la tête des régions productrices de lait de brebis.**

La production est largement concentrée dans la zone AOP Roquefort, en Aveyron, dans le Tarn et en Lozère. Ces trois départements détiennent 95% des brebis laitières et produisent 95% de la production totale de la région. La zone de collecte du Roquefort s'étend également sur une partie des départements de l'Aude, de l'Hérault et du Gard. Les livraisons à l'industrie de Roquefort ont représenté, en 2014, 82% de la production totale en lait de brebis de la région.

1 554 exploitations sont spécialisées dans cette production. Elles détiennent près de 66% du cheptel, le reste étant réparti dans des exploitations ayant un second atelier, bovin viande le plus souvent ou ovin viande. Depuis 2000, le cheptel a légèrement régressé (-4,7%) alors que la production se maintient.

Nombre de brebis laitières par canton

- < 100
- 100 à 1000
- 1 000 à 5 000
- 5 000 à 10 000
- > 10 000
- Zone AOC Roquefort

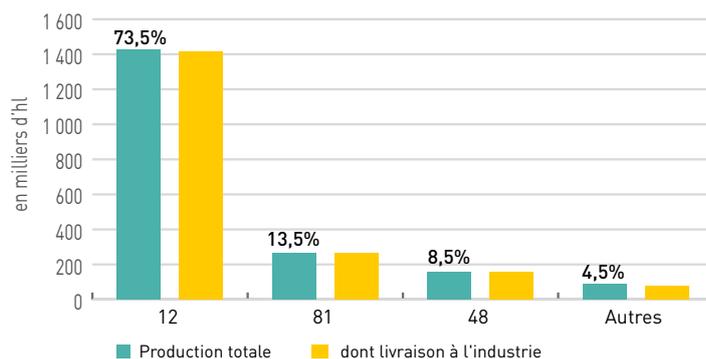


LES CHIFFRES

- **738 210** brebis laitières (soit **76%** du cheptel national)
- **2 345** exploitations ont des brebis laitières dont **137** exploitations produisant en AB
- **5 017** UTA concernées
- **1 554** exploitations spécialisées dont **1 254** exploitations produisant sous signe de qualité
- **190,9** millions de litres produits (soit **76%** de la production nationale) dont **99%** est livré à l'industrie
- **175,3** millions d'€ de valeur produite soit **2,5%** du produit agricole de LRMP

(Sources : RA2010/ INOSYS, SAA 2014 et 2015, Comptes de l'agriculture 2014)

RÉPARTITION DU CHEPTEL OVIN LAITIÈRE (Source : RA 2010)



PRODUCTION DE LAIT DE BREBIS PAR DÉPARTEMENT (Source : SAA 2015)

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS OVIN LAIT* (Source : RA 2010/Inosys)

	Ayant des ovins lait *	Dont spécialisées	Dont exploitations mixtes avec atelier bovin ou ovin viande
Nombre d'exploitations	2 345	1 554	569
SAU moyenne	107	94,2	113,8
STH + surface fourragère moyenne	91,6	81,3	99,8
NB Moyen d'UTA	2,1	1,9	2,4
Nombre moyen de brebis laitières	338	336	310

* >= 25 brebis laitières

L'interprofession de Roquefort réceptionne la quasi-totalité des livraisons de lait à l'industrie. Un peu moins de la moitié de ces volumes est transformée en Roquefort (AOP). Environ 17 640 tonnes de Roquefort ont été produites en 2014. Cette transformation qui représente la meilleure valorisation du lait, tend à diminuer ces dernières années ; le reste du lait est transformé en d'autres spécialités fromagères ou en produits frais. L'avenir de la filière dépend de la stratégie de diversification qu'adopteront les différents acteurs pour pallier la baisse des transformations en Roquefort. L'application du paquet lait européen à la filière nécessite une réorganisation de l'interprofession de Roquefort avec la mise en place d'organismes de producteurs. Ces dernières années, on assiste également à un développement de la production de lait de brebis bio porté par une demande forte des industriels dans la filière Roquefort et en dehors.

Hors « rayon de Roquefort », les producteurs sont plutôt orientés sur la fabrication de produits fermiers et la vente directe. C'est principalement le cas dans le Massif des Pyrénées.

PLUS D'INFOS sur

Institut de l'élevage : <http://idele.fr/filieres/ovin-lait.html>

Chambre régionale d'agriculture : <http://www.lrmp.chambagri.fr/menu-horizontale/nos-publications/productions-agricoles.html>

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS OVINS LAIT

CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées)



LE POINT CAMPAGNE

La production diminue légèrement sur le rayon. Toutefois la fabrication de Roquefort chute de 6% en 2014, malgré un marché à l'export dynamique vers l'Europe et une consommation des ménages français en fromage de brebis qui repart à la hausse (+5,1% pour le Roquefort).

Le prix payé aux producteurs évolue peu : +0,3% par rapport à la campagne précédente.

→ Une année relativement stable

La production laitière est constante. Une meilleure valorisation de +3 € par agneau de Roquefort a permis une amélioration du produit ovin lait. L'augmentation globale des aides de 1 386 € a également contribué à la hausse du produit total de +3 800 €.

Les charges opérationnelles diminuent de 2%, principalement les engrais (-819 €) et les aliments (-1 023 €). Ces derniers absorbent 47% des charges opérationnelles et restent le 1^{er} poste de dépenses. Les charges de structure progressent de 3%. Tous les postes sont affectés, plus particulièrement les charges de main-d'œuvre (+5%) et le poste entretien et réparation (+9%).

L'EBE augmente et atteint 57 560 €, avec une disparité dans l'échantillon : 18% des exploitations obtiennent un EBE inférieur à 30 000 € et 14% réalisent un EBE supérieur à 90 000 €.

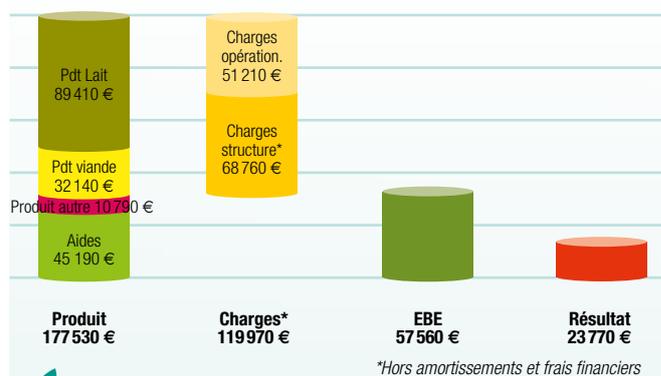
→ Une marge de sécurité reconstituée

Les annuités absorbent 42% de l'EBE. Malgré une diminution des investissements, elles devraient encore progresser en 2015 car l'appel aux emprunts demeure soutenu. Le niveau de prélèvements privés a fléchi (-4 000 €) permettant ainsi de dégager une marge de sécurité de 4 800 €.

→ La situation financière s'améliore

Le taux d'endettement moyen est de 41% dont 15% à court terme. Le fonds de roulement se consolide (+2 580 €) et couvre 8 mois du cycle de charges.

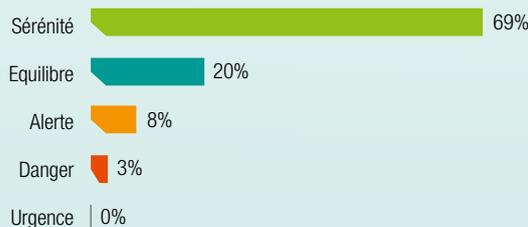
Côté santé financière, la part des entreprises se situant en « sérénité » demeure largement majoritaire et progresse de 7 points. Le pourcentage des exploitations en situation de grande fragilité reste stable à 3%.



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

L'échantillon CERFRANCE (LRMP)

- 683 exploitations spécialisées dont 38% en GAEC, 32% individuelles et 29% en EARL
- SAU : 123 ha avec 105 ha de SFP dont 35 ha de landes
- 1.7 UTH familiale / 0.2 UTH salariée
- Troupeau : 367 brebis viandes et laitières
- 96 390 L de lait vendus soit 263 L/brebis
- Prix moyen du lait : 928 €/1000 L



L'ÉLEVAGE CAPRIN

En détenant 13% du cheptel de chèvres françaises, **Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées produit 12% de la production de lait nationale.** En 2010, la filière comptait 800 exploitations dont 50% sont spécialisées. Deux logiques de production différentes se retrouvent dans les exploitations : les spécialisées livreurs et les spécialisées fromagers qui transforment le lait en fromage.

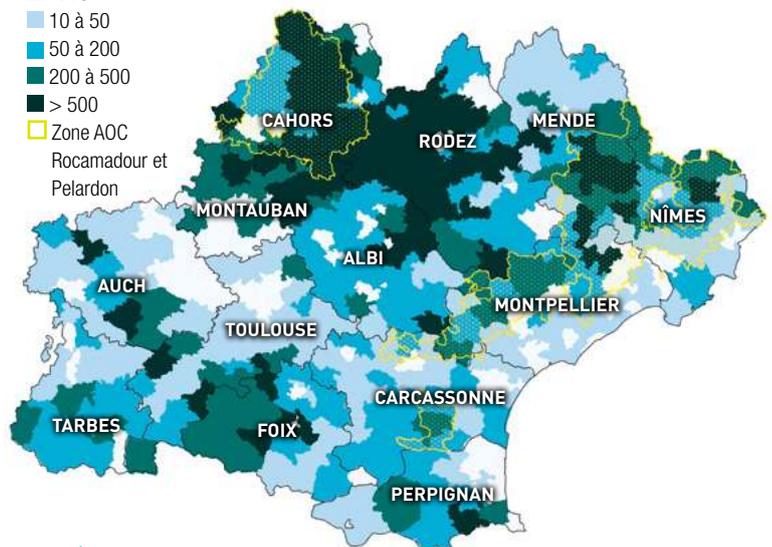
Dans le nord de la région et plus spécifiquement dans l'Aveyron et le Tarn, se concentre la production destinée aux IAA. 75% du lait produit est à destination de l'industrie. L'Aveyron à lui seul produit 60% des volumes livrés. Cette production a triplé en l'espace de 20 ans bien qu'un ralentissement voire une diminution soit observée depuis 2012 en raison d'une conjoncture plus défavorable.

Dans le sud de la région et dans le Lot, la production est plus orientée vers la fabrication de produits fermiers. 70% des volumes sont en effet à destination d'entreprises de transformation fermière ou transformés à la ferme contre 16% dans le nord de la région. C'est le cas notamment dans les Pyrénées ou dans les zones d'appellation Pélardon et Rocamadour. Dans les Pyrénées, la race Pyrénéenne se développe et avec elle la production de fromages et de cabris lourds.

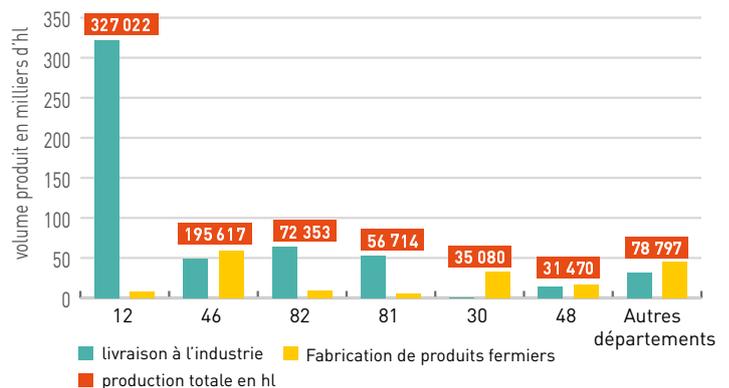
Dans la région, on trouve deux SIQO en fromage de chèvre à forte notoriété : l'AOC Rocamadour dans le Lot qui regroupe 80% des éleveurs de ce département et l'AOC Pélardon dont la zone d'appellation couvre une partie de l'Hérault (Montagne Noire et Garrigues), du Gard (Cévennes et Garrigues), de la Lozère (Cévennes) et de l'Aude (Corbières Audoises). Au final 343 exploitations produisent sous SIQO. En 2013, 218 tonnes de Pélardon ont été produites dont 138 tonnes en production fermière. 1 100 tonnes de Rocamadour ont été fabriquées sur la même période dont 362 tonnes en production fermière.

Nombre de chèvres par canton

- < 10
- 10 à 50
- 50 à 200
- 200 à 500
- > 500
- Zone AOC Rocamadour et Pélardon



RÉPARTITION DU CHEPTEL CAPRIN (Source : RA 2010)



PRODUCTION DE LAIT DE CHÈVRE PAR DÉPARTEMENT

(Source : SAA 2015)

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS CAPRIN LAIT*

(Source : RA 2010/Inosys)

	Ayant des caprins *	Dont spécialisées livreurs	Dont spécialisées fromagers	Dont exploitations avec atelier herbivore viande	Dont polyculture-élevage
Nombre d'exploitations	800	183	220	238	73
SAU moyenne	58,7	49,4	31,1	82	62
Nb Moyen d'UTA	2,2	1,8	2	2,2	2,5
Nombre moyen de chèvres	151	209	72	159	182

* >=50 chèvres en livraison ou >=10 chèvres en transformation

LES CHIFFRES

- **110 351** chèvres
- **800** exploitations ont des chèvres
dont 54 exploitations certifiées AB (ou en conversion)
- **1739** UTA concernées
- **403** exploitations spécialisées
dont 183 livreurs et 220 fromagers
dont 175 exploitations produisant sous signe de qualité (hors AB)
- **72 millions** de litres produits (**12%** de la production nationale)
- **58,6 millions d'€** de valeur produite soit **0,8%** du produit brut total agricole de LRMP

(Sources : RA2010/ INOSYS, SAA 2014 et 2015, Comptes de l'agriculture 2014)

PLUS D'INFOS sur

Institut de l'élevage : <http://idele.fr/filieres/caprin.html>

Chambre régionale d'agriculture : <http://www.lrmmp.chambagri.fr/menu-horizontale/nos-publications/productions-agricoles.html>

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS CAPRINES CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)



LE POINT CAMPAGNE

La France, leader européen de la production caprine, voit sa collecte se stabiliser à 457 millions de litres en 2014, après deux années consécutives de baisse. La consommation des ménages a diminué de 2,5%. Ce contexte a néanmoins permis une revalorisation des

produits en 2014. Le prix moyen au producteur est de 672€/1000 l. (+84€ en 2 ans). La région Midi-Pyrénées est passée de 3^e à 5^e région au niveau du cheptel. Elle a connu la plus forte baisse (-5.6% de femelles saillies).

CAPRINS LIVREURS DE LAIT

→ Moins d'aliments achetés, EBE amélioré

La production laitière totale et par chèvre baisse à nouveau en 2014 mais le prix du lait a été revalorisé (+30 € aux 1 000 litres) d'où une progression du produit lait de 4 900 €. Dans le même temps, les autres produits animaux diminuent et le produit végétal fléchit car les stocks fourragers sont moindres. Le produit total demeure donc stable au final. Les aides (32 200 €) restent identiques à celles de 2013 et assurent 16% du produit total soit 445 € par hectare.

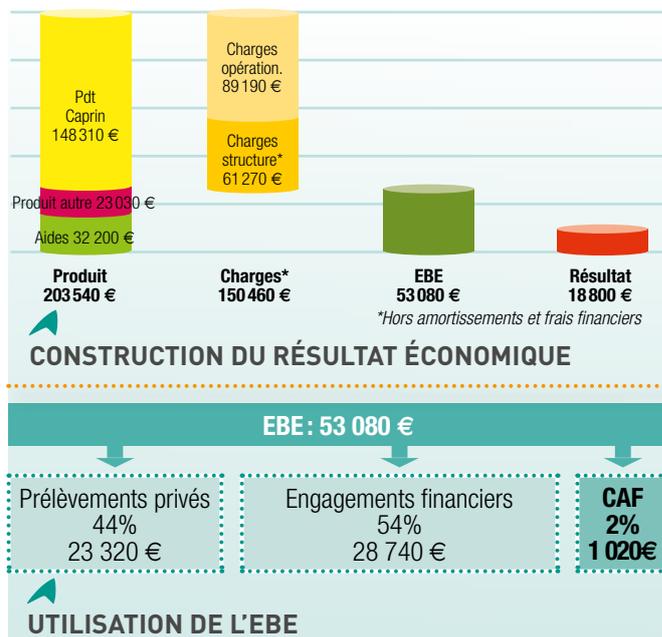
La baisse des charges provient essentiellement du poste aliments achetés (-10% par rapport à la campagne n-1). Ce poste absorbe 42% de l'ensemble des charges hors amortissement. Les charges fixes restent identiques entre les deux exercices. L'EBE progresse, le taux de rentabilité s'améliore (+4 points par rapport à l'exercice précédent), mais il demeure faible à 26%.

L'échantillon CERFRANCE Livreurs (MP)

- 55 exploitations spécialisées dont 42% GAEC, 31% individuelles, 25% EARL
- SAU : 72 ha dont 59 ha de SFP
- 1.8 UTH familiale / 0.3 UTH salariée
- Troupeau moyen : 287 chèvres
- Production totale : 212 000 litres soit 740 l. de lait/chèvre à un prix moyen de 681€ / 1000 l.

→ Un poids des annuités handicapant

Une part trop importante de l'EBE (54%) sert au règlement des annuités. Pour maintenir une capacité d'autofinancement légèrement positive, les prélèvements privés (12 750 € par UTH exploitant) sont réduits. Les investissements (23 150 € net de cession) demeurent conséquents, ils sont financés en totalité par des emprunts. Certaines exploitations sont, encore dans une situation financière très fragile, avec une trésorerie nettement insuffisante.



CAPRINS FROMAGERS

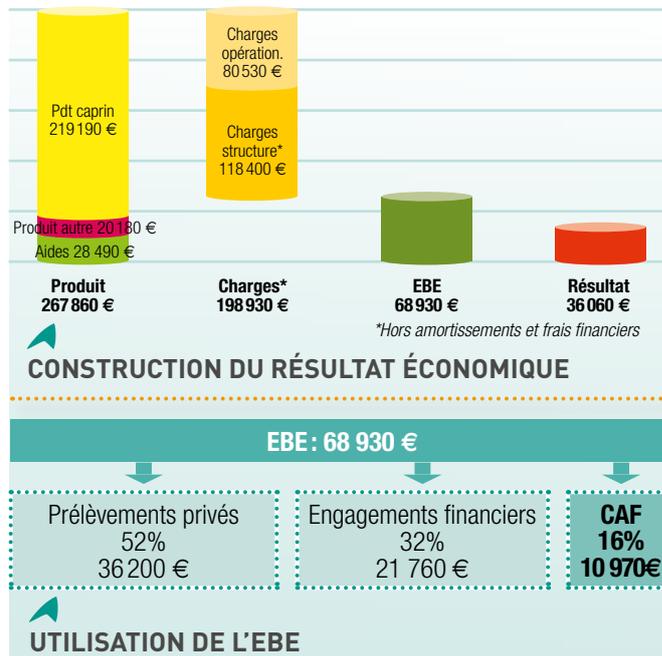
→ Progression de l'EBE

Le groupe est composé à 70% par des exploitations lotoises qui produisent sous l'appellation AOP Rocamadour avec des circuits de commercialisation solides. Le fait de transformer rend ces structures insensibles à la conjoncture laitière. Le produit caprin progresse nettement en 2014 (+8%) pour s'établir à 1 065€/ chèvre. Dans le même temps, les charges opérationnelles demeurent stables et les charges fixes augmentent (+5%). Le poste main d'œuvre salarié absorbe 1/3 des charges de structure hors amortissement. Il pèse autant que le poste alimentation. Au final l'augmentation du produit explique la progression de l'EBE (65 k€, soit +20%). Les engagements financiers n'absorbent plus que 32% de l'EBE. Ceci a permis de consolider le fonds de roulement et la trésorerie. Toutefois, le fonds de roulement ne couvre encore que 2.5 mois du cycle de charges.

L'échantillon CERFRANCE Fromagers (MP)

- 27 exploitations spécialisées dont 44% GAEC, 37% EARL, 19 individuelles
- SAU : 94 ha dont 82 ha de SFP
- 2 UTH familiales / 1.7 UTH salariée
- Troupeau moyen : 205 chèvres

La situation financière est satisfaisante pour la grande majorité des exploitations.





L'ÉLEVAGE PORCIN

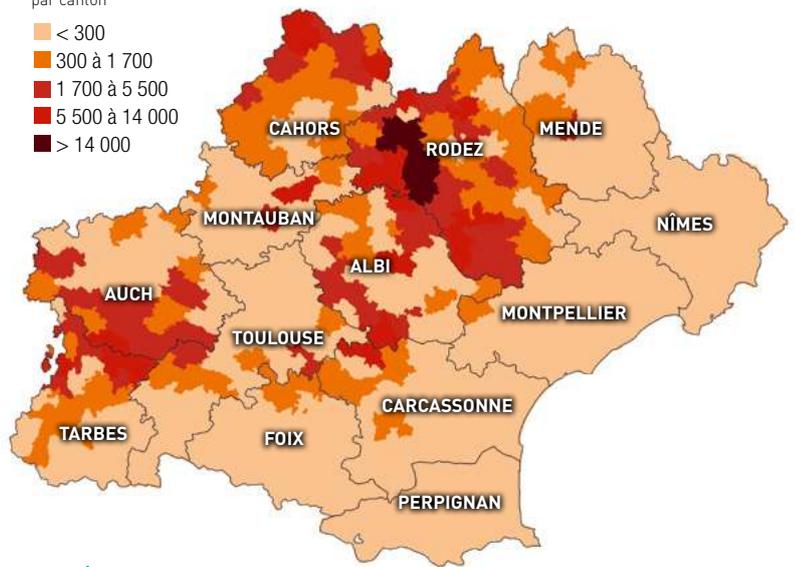
Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées possède 3,6% du cheptel national de truies alors qu'elle produit 3% de la viande porcine française. Cette filière décline depuis le début des années 2000. En cause, les crises successives qui l'ont secouée et qui ont provoqué l'abandon de beaucoup d'ateliers. **La production a ainsi chuté, entre 2000 et 2014, de près de 30%.** Elle reste insuffisante pour répondre à la demande des transformateurs locaux, nombreux sur le territoire.

Les ateliers se concentrent dans le Nord de la région (Lot-Aveyron-Tarn) qui représente 70% de la production et dans une moindre mesure dans le Gers et les Hautes-Pyrénées. La majeure partie des exploitations possède un, voire deux ateliers complémentaires à l'atelier porcin : atelier végétal (grandes cultures) ou animal (bovin viande ou lait).

Plus de 85% des porcs sont produits dans le cadre d'un cahier des charges SIQO : IGP Bayonne, IGP Jambon de Lacaune, IGP Saucissons et saucisses de Lacaune, IGP Porcs du Sud-Ouest, Label Rouge. Depuis décembre 2015, le porc noir de Bigorre a obtenu une AOC tout comme le jambon noir de Bigorre.

Effectif porcin par canton

- ◻ < 300
- ◻ 300 à 1 700
- ◻ 1 700 à 5 500
- ◻ 5 500 à 14 000
- ◻ > 14 000

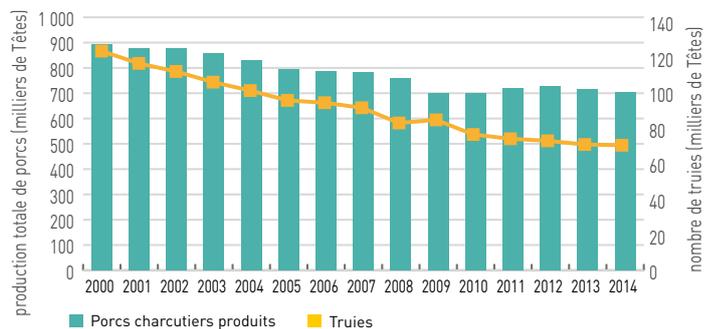


RÉPARTITION DU CHEPTEL PORCIN (Source : RA 2010)

LES CHIFFRES

- 36 475 truies (soit 4% du cheptel national)
- 759 exploitations ont des porcs
- 71 exploitations en AB
- 1 640 UTA concernées
- 80 exploitations spécialisées (n'ayant que des porcs) dont 41 exploitations produisant sous signe de qualité
- 61 941 tonnes équivalent carcasse de viande produite (soit 3% de la production nationale)
- 82,8 millions d'€ de valeur produite soit 1,2% du produit agricole de LRMP

[Sources : RA2010/ INOSYS, SAA 2014, Comptes de l'agriculture 2014, AgenceBio 2014]



ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION PORCINE EN LRMP

(Source : SAA 2014)

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS PORCINES (Source : RA 2010/Inosys)

	Ayant un atelier porcin significatif*	Dont spécialisées	Dont polyculture - élevage (atelier porcin)	Dont mixtes herbivores viande - atelier porcin	Dont polyculture - élevage herbivores viande et atelier porcin	Dont polyélevage herbivores viande et lait et atelier porcin
Nombre d'exploitations	759	80	206	184	97	95
SAU Moyenne	64,8	12,2	61,8	66,1	99,5	62,6
Nb Moyen d'UTA	2,2	2,2	2,1	2	2,3	2,3
Nombre d'exploitations ayant des truies	569	55	107	94	52	35
Nombre moyen de truies**	66,5	228,9	93	72,4	81,7	86,8
Nombre d'exploitations ayant des places d'engraissement***	1 327	60	215	168	96	89
Nombre moyen de places d'engraissement***	235	591	469	401	496	456

*>= 10 truies ou 50 places d'engraissement

** pour les exploitations avec activité naisseur

*** y compris exploitation <=10 truies et/ou 50 places d'engraissement

PLUS D'INFOS sur

Midiporc : www.midiporc.fr

IFIP : <http://www.ifip.asso.fr/fr>

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS PORCINES

CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)

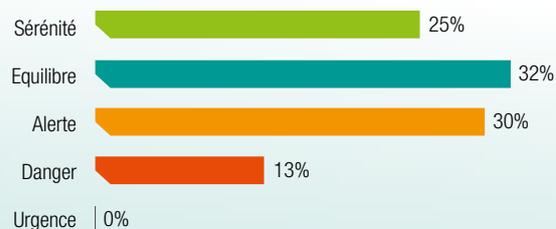


LE POINT CAMPAGNE

L'année 2014 démarrait avec les voyants au vert : baisse du prix de l'aliment et production en recul. C'était sans compter sur l'embargo Russe qui est venu « plomber » le marché européen. Le marché s'est engorgé entraînant une chute des cours avec un prix moyen de 1,33 €/kg au marché du porc breton contre 1,46 €/kg en 2013. À noter, le dynamisme de la consommation française qui progresse de 2% alors qu'elle baisse pour les autres viandes.

→ Une santé financière qui se stabilise quel que soit le système

La situation financière se stabilise ; plus de la moitié des exploitations se trouvent en situation d'« équilibre ». Le fonds de roulement demeure identique à l'année précédente mais il ne couvre que 119 jours de cycle de charges. Le taux d'endettement s'élève à 49% avec un endettement à court terme maîtrisé.



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

NAISSEURS ENGRAISSEURS

→ La maîtrise des charges ne compense pas la chute des cours

La baisse du prix de 9 € par porc charcutier impacte directement le produit porcin qui chute de 5%, entraînant une diminution du produit courant de 19 000 €.

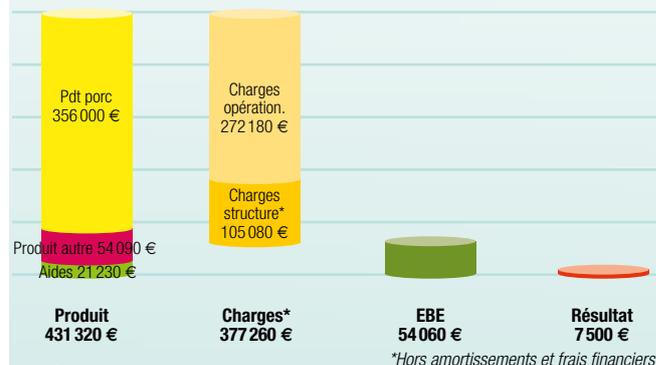
Les charges opérationnelles chutent de 6% du fait principalement du poste aliment (-10%). Les charges de structure augmentent de 5% avec une hausse du poste main-d'œuvre. À échantillon constant, l'EBE chute de plus de 6 000 € par rapport à 2013.

→ Des annuités trop lourdes

L'EBE se dégrade, les annuités en absorbent 76%. Il est insuffisant pour faire face aux prélèvements privés et ne laisse aucune marge de sécurité sur l'exploitation.



UTILISATION DE L'EBE



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE

L'échantillon CERFRANCE (MP)

- 41 exploitations spécialisées dont 39% individuelles, 39% EARL, 15% GAEC
- SAU : 54 ha dont SCOP 22 ha
- 1.4 UTH familiale / 0.9 UTH salariée
- 128 truies
- Prix moyen du porc charcutier : 142 € (hors transformateurs)

ENGRAISSEURS

→ La maîtrise des charges permet le maintien de l'EBE

La chute du prix du porc entraîne une baisse du produit courant de plus de 24 000 €. La diminution significative des charges opérationnelles de 13% et de 5% pour les charges de structure a permis un maintien de l'EBE (28 400 €). Toutefois il demeure faible et il ne permet pas de dégager de marge de sécurité. Le remboursement des annuités absorbe les trois quarts de l'EBE.

L'échantillon CERFRANCE (MP)

- 27 exploitations spécialisées dont 41% individuelles, 44% EARL, 11% GAEC
- SAU : 61 ha dont SCOP 30 ha
- 1.3 UTH familiale / 0.8 UTH salariée
- 1 469 porcs vendus

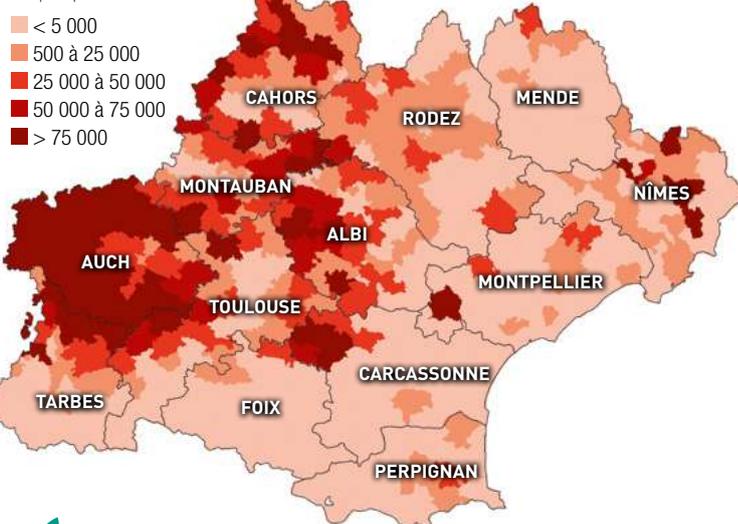


L'ÉLEVAGE DE VOLAILLES, PALMIPÈDES ET LAPINS

Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées a produit en 2014, 3,2% des volailles de chair, 22% des canards gras, 22% du foie gras (canard et oie) et 3,8% des lapins du territoire national. La région produit également 7,2% des volailles festives (dindes, pintades...) et 2,7% des œufs de consommation.

Plus du tiers des 2278 exploitations détenant des volailles se situe dans le Gers. Ce département regroupe 34% des exploitations ayant des volailles. Le reste de la production se retrouve essentiellement dans le Lot et le Tarn (10% des volailles). Le Gers possède en outre 41% des exploitations ayant des palmipèdes. Cette production se localise également dans le Lot, les Hautes-Pyrénées (11% chacun) et la Haute-Garonne (9%). La production de lapins est, elle, concentrée dans le Nord de la région (Aveyron et Lot), dans les Hautes-Pyrénées et l'Hérault.

Effectif en volailles, palmipèdes et lapins par canton



LES CHIFFRES

Effectifs présents dans les exploitations en 2014 :

- 1,5 million de volailles de ponte, 6,3 millions de poulets de chair, 1,6 million de volailles festives, 3,5 millions de palmipèdes et 59 000 lapines
- 2 278 exploitations ont un atelier volailles significatif*, 1 601 un atelier palmipèdes** et 86 un atelier lapins*** dont 542 ateliers certifiés AB
- 316 exploitations spécialisées en volailles, 325 en palmipèdes et 28 en lapins dont 203 exploitations produisant sous SIQO (LR + IGP) et des élevages bio toutes espèces (hors palmipèdes gras)
- 49 209 tonnes équivalent carcasse produite en volailles
- 42 331 tonnes équivalent carcasse en palmipèdes dont 4 058 tonnes de foie
- 363,8 millions d'œufs produits
- 2 206 tonnes équivalent carcasse de viande de lapin produite
- 248,9 millions d'€ de valeur produite en volaille et œufs soit 3,5% du produit brut total agricole de LRMP

(Sources : RA2010/ INOSYS, SAA 2014, Comptes de l'agriculture 2014, AgenceBio 2014)

RÉPARTITION DES EFFECTIFS DE VOLAILLES, PALMIPÈDES ET LAPINS

(Source : RA 2010)

Ces filières sont fortement marquées par la production sous signes de qualité. En volailles, 3 SIQO, dont un pour la production d'œufs, réalisent 23,5% du chiffre d'affaires de la filière : Volailles fermières du Gers (IGP+LR), Volailles fermière du Ségala et du Quercy (LR), Œuf Cocorette (LR+AB). Concernant les palmipèdes, 3 SIQO couvrent l'essentiel du chiffre d'affaires de la filière : Canard à foie gras du Sud-Ouest (LR+IGP), Canard à foie gras du Gers (IGP), Oie fermière Label Rouge (élevée dans le Gers). On retrouve également d'autres SIQO comme le Poulet fermier cou-nu jaune des Cévennes et le Poulet fermier du Languedoc (LR + IGP).

→ FOCUS

Plusieurs foyers d'influenza aviaire ont été détectés dans le Sud-Ouest. Des embargos envers les produits avicoles français ont été décrétés par de nombreux pays. En réponse, une mesure drastique de vide sanitaire a été instaurée pour pouvoir éradiquer le virus dans les exploitations de palmipèdes. Cette mesure a interdit l'introduction de canetons dans les exploitations à compter de mi-janvier 2016, afin de nettoyer et désinfecter l'ensemble des installations situées dans la zone de restriction (Pyrénées-Atlantiques, Hautes-Pyrénées, Ariège, Haute-Garonne, Gers, Landes, Gironde, Lot-et-Garonne, Tarn-et-Garonne, Tarn, Aveyron, Lot, Dordogne, Corrèze, Haute-Vienne, une partie du Cantal et de l'Aude). Les mesures mises en œuvre visent un objectif de l'introduction de canetons et oisons en mai 2016. De nouvelles réglementations ont également été introduites concernant la conduite des animaux qui affecteront les exploitations en termes de prophylaxie. Les conséquences économiques de cette épizootie sur la filière palmipède régionale seront lourdes.

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS EN VOLAILLES, PALMIPÈDES ET LAPINS

(Source : RA 2010/Inosys)

	Ayant des volailles*	Dont spécialisées	Ayant des palmipèdes**	Dont spécialisées	Ayant des lapins	Dont spécialisées
Nombre d'exploitations	2 278	316	1 601	325	86	28
SAU moyenne	54,8	6,5	53	666,2	31,5	2,3
Nb Moyen d'UTA	2	1,6	2	1,6	2,5	1,2
Nombre de têtes de volailles moyens ou nombre de têtes d'oies et de canard ou nombre de lapins moyen	2 506	3 850	2 226	2 618	196	255
m2 de bâtiments (moyenne)	514,2	748,8	289,5	240,8	-	-

*>= 200 poules pondeuses ou repro ou >= 200 volailles de chair ou >= 30 atruches ou >= 500 pigeons ou cailles ou >= 150 m² de bâtiments volailles de chair ou >= 500 volailles totales

**>= 100 oies ou canards ou présence de gavage de volailles

*** ≥ 50 lapines mères

PLUS D'INFOS sur

ITAVI : <http://www.itavi.asso.fr/>

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS AVICOLES

CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)



LE POINT CAMPAGNE

En 2014 la France est deuxième producteur européen avec plus de 1,8 millions de tonnes. Le secteur est important pour l'économie française, avec près de 60 000 salariés.

Aviculture : Le secteur a connu des difficultés : -3% sur les abattages avec un net recul de l'export (-12%) ; notamment vers les pays du Moyen-Orient.

Foie gras : Après deux années de baisse les ventes repartent à la hausse en 2014, en France comme à l'export. Le solde commercial dépasse le record de 2008. La production a augmenté de 1% en 2014, elle est composée à 95% de foies gras de canard.

Poules pondeuses : En France, après deux années de baisses successives en 2011 et en 2012, la production d'œufs de consommation a progressé en 2013 puis a légèrement diminué en 2014 autour de 14,6 milliards d'œufs (-1,4%).

VOLAILLES DE CHAIR

L'échantillon CERFRANCE (MP)

- 72 exploitations spécialisées dont 56% individuelles et 32% en EARL
- SAU : 45 ha dont 27 ha en grandes cultures
- 1.2 UTH familiale / 0.3 UTH salariée

→ Le résultat se redresse

Le résultat moyen progresse pour s'établir à 13 570 €. C'est une économie de charge qui permet cette progression. En premier lieu, sur le poste aliment qui représente 76% des charges opérationnelles. La baisse se situe à -15% par rapport à 2013. Cela s'explique par la baisse du prix des céréales qui s'est répercuté avec retard.

En termes de charges de structure, on note le recul des amortissements ; les exploitations ont réduit leurs investissements ces dernières années, entraînant un risque de sous-investissement et d'altération possible de leur capacité d'adaptation pour l'avenir.

→ Reprise de l'EBE

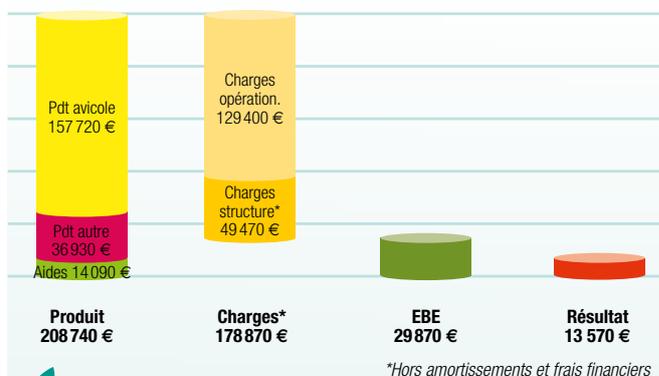
L'EBE représente 14% du produit courant et peine à couvrir les besoins.

Le redressement de l'EBE s'explique plus par la maîtrise des charges que par l'augmentation de la production. La capacité d'autofinancement dégagée est tout juste positive, un signe de progrès par rapport au solde négatif de 2013. L'EBE dégagé reste toutefois insuffisant pour consolider la trésorerie des exploitations déjà affaiblie par le résultat 2013.

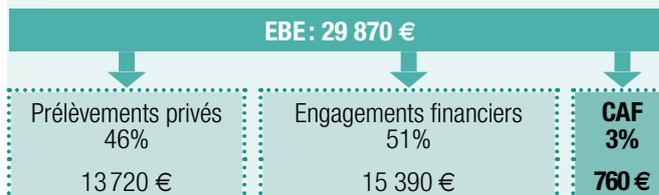
→ Ce système demeure néanmoins fragile

68% des exploitations retrouvent une santé financière satisfaisante. Mais les disparités se creusent : 13% des exploitations restent en danger. On retrouve la tendance à la baisse des investissements avec en moyenne 13 000 € de capitaux nets engagés contre 25 000 € en 2013.

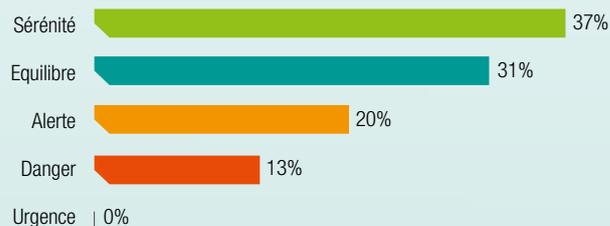
Le fond de roulement couvre moins de 2 mois de charge ce qui demeure faible au regard du cycle de production.



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

PRÊTS À GAVER

→ Redressement du résultat aussi pour cette catégorie

À échantillon stabilisé, le résultat moyen progresse : il s'établit à 18 460 €, contre 9 080 € l'an passé. On observe une compression de toutes les charges opérationnelles (-17% dont -8% pour l'aliment). Les charges de structures reculent de 13% sur tous les postes y compris les cotisations sociales.

→ L'EBE remonte, l'efficacité économique passe de 12 à 16%

L'EBE couvre les besoins financiers et assure 1.3 SMIC pour le dirigeant. La CAF reste faible (2 700 €) et couvre à peine 25% du solde négatif de 2013.

→ Une situation financière fragile mais en redressement notable

43% des exploitations sont revenues à un niveau de sérénité contre 22% l'an passé. Malgré une capacité d'autofinancement faible, les investissements sont repartis à la hausse (26 140 € en 2014). Les exploitations ont dans l'ensemble fait appel à l'emprunt. Le fond de roulement s'améliore légèrement, il couvre 1.6 mois de charge (contre 1 mois en 2013), ce qui correspond à 50% du cycle de production.

L'échantillon CERFRANCE (MP)

- 56 exploitations spécialisées dont 50% individuelles et 39% en EARL
- SAU : 47 ha dont 19 ha en grandes cultures et 26 ha en SFP
- 1.3 UTH familiale / 0.3 UTH salariée

GAVAGE

Le résultat moyen progresse : il s'établit à 25 940 €, contre 16 540 € l'an passé. La marge sur coût alimentaire progresse de 12% par rapport à 2013, la répercussion de la baisse du prix du maïs en est la principale cause.

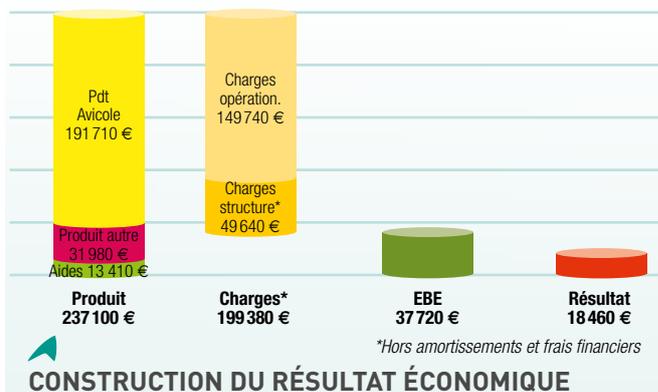
→ L'EBE atteint le point d'équilibre

L'EBE couvre les besoins financiers malgré la remontée des prélèvements. Pour la deuxième année consécutive la capacité d'autofinancement est négative ce qui est pénalisant pour affronter l'année 2015 et le coût de mise aux normes.

Fin 2014, 73% des exploitations présentent une situation de sérénité ou d'équilibre contre 59% en 2013. Le fonds de roulement est de 50 jours, traduisant une situation financière qui se redresse.

L'échantillon CERFRANCE (MP)

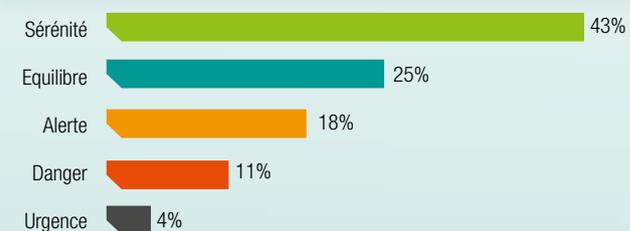
- 122 exploitations spécialisées dont 46% individuelles et 37% en EARL
- SAU : 49 ha dont 27 ha en grandes cultures et 18 ha en SFP
- 1.5 UTH familiale / 1 UTH salariée



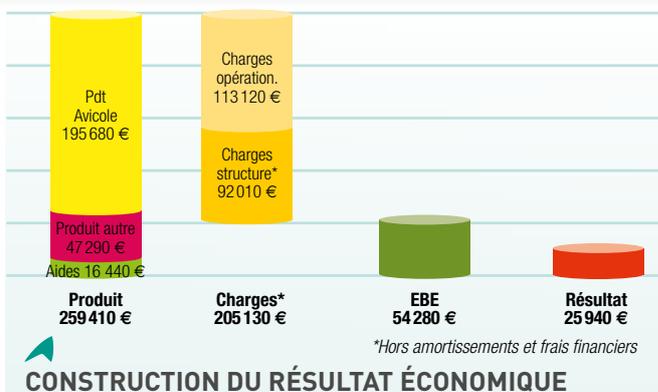
CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



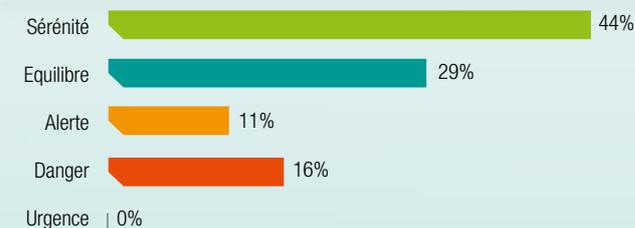
SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS



Avec près de 165 000 ruches et 1 890 tonnes de miel produites par les exploitations agricoles en 2014, Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées détient 21% des ruches et réalise 19% de la production de miel nationale. **Elle est la 1^{re} région apicole de France.**

Alors que la production de miel a fortement chuté à l'échelon national (-25% entre 2000 et 2014), celle de la région Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées a connu une diminution moins importante (-4,7%). En 2014 et pour la troisième année consécutive, la production de miel a diminué en raison principalement de conditions climatiques défavorables.

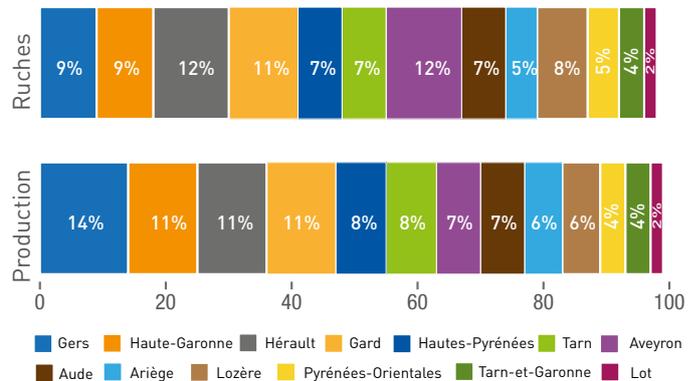
Spécificité de cette filière, un grand nombre de producteurs sont des apiculteurs amateurs tirant leurs revenus d'une activité non agricole. Ils détiennent peu de ruches (moins de 10) et produisent du miel en faible quantité, peu ou pas commercialisé.

D'après une étude menée pour le compte de FranceAgriMer, on estimerait le nombre d'apiculteurs amateurs ou professionnels dans la région à 5 187 pour une production de miel de 2 530 tonnes. Les apiculteurs considérés comme professionnels sont ceux pour lesquels l'apiculture représente une véritable activité économique. Pour autant, ils ne sont pas tous exploitants agricoles.

En 2010, on dénombrait 1 330 exploitations agricoles ayant des ruches dont 473 spécialisées en apiculture. Bien que ces dernières ne représentent que 35% des exploitations agricoles ayant des ruches en Midi-Pyrénées elles détiennent 83% du cheptel et produisent 86% du miel.

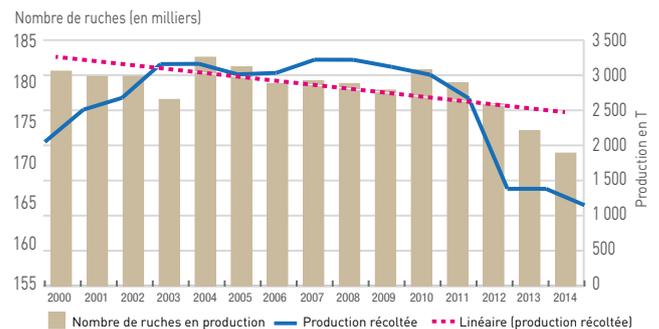
Le Gard, l'Hérault, l'Ariège et les Hautes-Pyrénées comptent parmi les départements ayant le plus d'exploitations apicoles spécialisées. Ces quatre départements en regroupent plus de 40%.

Les circuits courts sont fortement développés dans cette filière : 78% des apiculteurs spécialisés sont engagés au moins partiellement dans un circuit de commercialisation avec au maximum un intermédiaire. La vente directe est d'ailleurs très communément pratiquée par ces exploitations agricoles puisque 71% d'entre elles sont concernées.



RÉPARTITION DES RUCHES ET DE LA PRODUCTION DE MIEL DANS LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

[Source : RA 2010/INOSYS]



ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE MIEL EN LRMP

[Source : SAA]

LES CHIFFRES

- **165 000** ruches (soit **21%** du cheptel national détenu par des exploitants agricoles)
- **5 187** détenteurs de ruches
- **1 330** exploitations agricoles ont des ruches
- **473** exploitations spécialisées (n'ayant que des ruches)
 - Dont 126 produisant sous SIQO
 - Dont 43 exploitations produisant en AB
- **572** UTA concernés dans les exploitations apicoles spécialisées
- **1 890** tonnes de miel produites (soit **19%** de la production nationale)

[Sources : RA2010/INOSYS, SAA 2014, FranceAgriMer]

CARACTÉRISTIQUES DES EXPLOITATIONS APICOLES

[Source : RA 2010/Inosys]

	Ayant des ruches	Dont spécialisées	Dont exploitations en micro-élevages	Dont spécialisées viticulture	Dont spécialisées bovin viande	Dont spécialisées arboriculture	Dont mixtes cultures pérennes
Nombre d'exploitations	1 330	473	150	85	78	72	57
Nombre moyen de ruches	126	294	51	20	25	16	12
Production de miel moyenne (en kg)	2 237	5 394	929	230	385	185	301

PLUS D'INFOS sur

Associations pour le développement de l'apiculture : <http://www.adam.itsap.asso.fr/> et <http://adaprolr.adafrance.org/>



L'ÉLEVAGE ÉQUIN

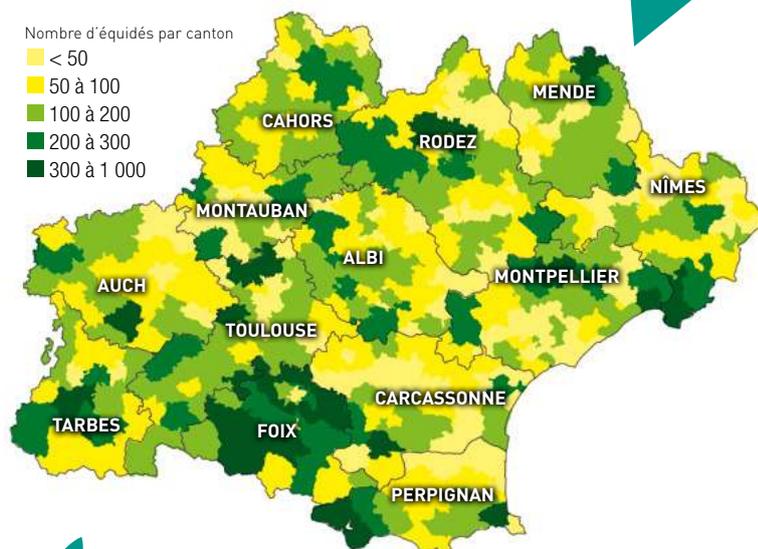
Avec 69 830 équidés recensés en 2014 dont 48 832 dans les exploitations agricoles, **Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées détient le 4^e cheptel national**. Cette filière est extrêmement diversifiée avec la présence de tous les types d'utilisation et d'activités liées au cheval et aux équidés : courses de trot ou galop, activités sportives, tourisme et loisir et élevage de chevaux de trait. En 2010, on recensait 2 345 exploitations ayant des équins dont 1 342 étaient spécialisées dans cet élevage. À noter que tous les éleveurs de chevaux ne possèdent pas forcément de statut agricole. Ainsi d'après le Conseil des équidés Languedoc-Roussillon et le Conseil du Cheval de Midi-Pyrénées, 4 437 structures équestres sont recensées dans la région.

La région se caractérise par le développement important de l'élevage de chevaux de trait. Elle occupe le 3^e rang, en terme de cheptel d'animaux de races lourdes avec 16% des effectifs nationaux. Cette production est localisée principalement dans les zones de piémont et de montagne, à savoir dans les Hautes-Pyrénées, l'Ariège, les Pyrénées-Orientales, l'Aveyron et la Lozère. Elle est associée le plus souvent à un atelier complémentaire dans les exploitations agricoles : bovin viande, bovin lait, ovin... Les chevaux produits sont majoritairement destinés à la production de viande. L'élevage de chevaux de trait pour l'attelage de loisir est secondaire.

L'élevage de chevaux de sport et de loisir produit majoritairement des chevaux de selle français, des Anglo-arabe et des Pur-sang arabe. Ces élevages sont majoritaires dans le Gard, l'Hérault et la Haute-Garonne. Les élevages de chevaux de loisir sont tenus par une majorité de non-agriculteurs qui ont le plus souvent une autre activité professionnelle en parallèle. Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées est par ailleurs le berceau de plusieurs races équines emblématiques : le cheval de Mérens, dont le berceau de la race se situe en Ariège, le cheval de Castillon, l'Anglo-arabe, le cheval de Camargue ou bien encore l'âne et la mule des Pyrénées et l'âne de Provence.

Nombre d'équidés par canton

- < 50
- 50 à 100
- 100 à 200
- 200 à 300
- 300 à 1 000



RÉPARTITION DES EFFECTIFS ÉQUINS [Source : RA 2010]

LES CHIFFRES

- **48 832** équidés dans les exploitations
*dont : 33 191 chevaux de selle, sport et courses
11 085 chevaux lourds*
- **4 556** ânes, mulets et bardots
- **4 437** structures d'élevage
- **2 345** exploitations ont des équidés
dont 1 342 sont spécialisés (centres équestres, etc.)
- **3 846** UTA concernées (dans les exploitations agricoles)

[Sources : RA2010/INOSYS, SAA 2014, Conseil des Equidés Languedoc-Roussillon, Conseil du Cheval Midi-Pyrénées]

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES CENTRES ÉQUESTRES CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)



Le 1^{er} janvier 2014, de nouvelles règles de TVA s'appliquent aux centres équestres et pensions de chevaux. Le taux qui était de 5,5%, passe à 7% à titre provisoire pour l'année 2014 avant d'augmenter à nouveau en 2015. Très souvent les centres ne peuvent répercuter la hausse auprès de leurs clients et doivent comprimer leurs charges. En outre, ils ressentent les conséquences de la crise sur leur volume d'activité.

Le produit des centres équestres est en moyenne de 120 000 € en 2014, en baisse de 2% par rapport à 2013. Le produit des pensions augmente légèrement, mais les ventes de chevaux diminuent de 5 000 €.

Bien qu'en baisse, les charges hors amortissements et frais financiers, absorbent désormais 88% du produit, contre 85% l'an passé. Seuls 7 centres équestres sur 20 dégagent un résultat courant positif. La situation risque de s'aggraver en 2015 avec la nouvelle hausse de la TVA. Ce contexte oblige les propriétaires de centres équestres à repenser leur démarche commerciale et/ou leur organisation.

Le remboursement des emprunts absorbe la presque totalité des ressources. Pour couvrir les besoins de la famille, il faut prélever sur les capitaux propres de l'entreprise.

L'échantillon CERFRANCE (MP)

- **20 centres équestres** situés dans les départements 31, 81 et 82
- **1.4 UTH familiale / 1.2 UTH salariée**
- **SAU : 29 ha**

EBE: 14 200 €

Prélèvements privés

5 600 €

Engagements financiers

11 700 €

CAF

- 3 100 €

UTILISATION DE L'EBE

PLUS D'INFOS sur

Conseil du Cheval Midi-Pyrénées : <http://www.cheval-midipyrenees.com/>
Conseil des Equidés Languedoc-Roussillon : <http://www.conseildesequideslr.com/>

Cette page a été réalisée avec la collaboration de l'ARSAMIP et de la SAFER Languedoc-Roussillon

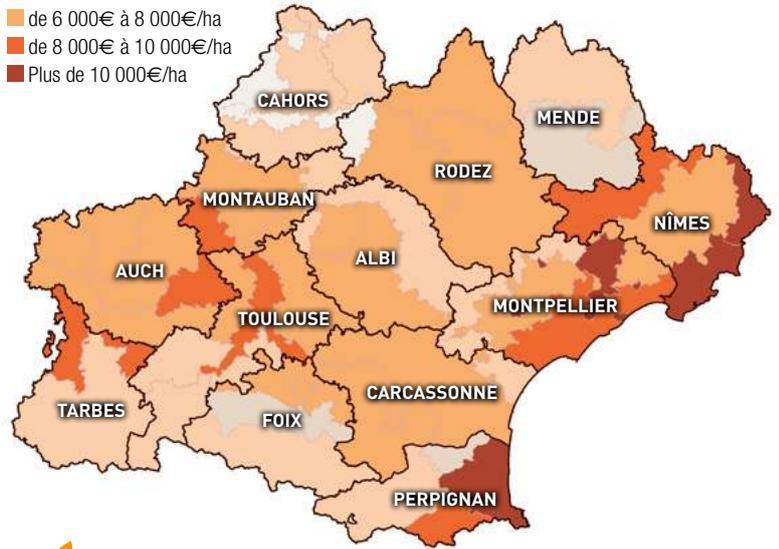


Le marché foncier rural poursuit en 2015 l'ouverture débutée en 2013, il atteint 70 000 hectares en 2015 (soit le même niveau qu'en 2011) avec une forte évolution par rapport à 2014 : +9%. La progression importante du marché agricole permet d'expliquer cette tendance.

En effet, les transactions sur ce marché atteignent près de 45 000 hectares soit +10% par rapport à 2014. Ce phénomène est constaté sur la plupart des départements de la région avec des évolutions importantes entre 2014 et 2015 pour les départements du Gers et de l'Hérault : respectivement +22% et +54%. Ces 2 départements sont d'ailleurs ceux où les surfaces échangées pour le marché agricole sont les plus importantes : 7 300 hectares pour le Gers et 5 100 hectares pour l'Hérault.

Les valeurs du marché agricole atteignent aussi la valeur la plus élevée depuis 2007 : plus de 500 millions d'Euros (+14% par rapport à 2014). Outre la hausse des surfaces échangées, l'augmentation de la valeur s'explique également par la progression des transactions agricoles bâties, dont le niveau de prix est plus élevé.

- Non significatif
- Moins de 4 000€/ha
- de 4 000€ à 6 000€/ha
- de 6 000€ à 8 000€/ha
- de 8 000€ à 10 000€/ha
- Plus de 10 000€/ha



VALEUR VÉNALE DES TERRES AGRICOLES EN 2015

(Sources : ARSAMIP, SAFER Languedoc-Roussillon)

FOCUS : ARTIFICIALISATION ET DENSIFICATION EN LRMP

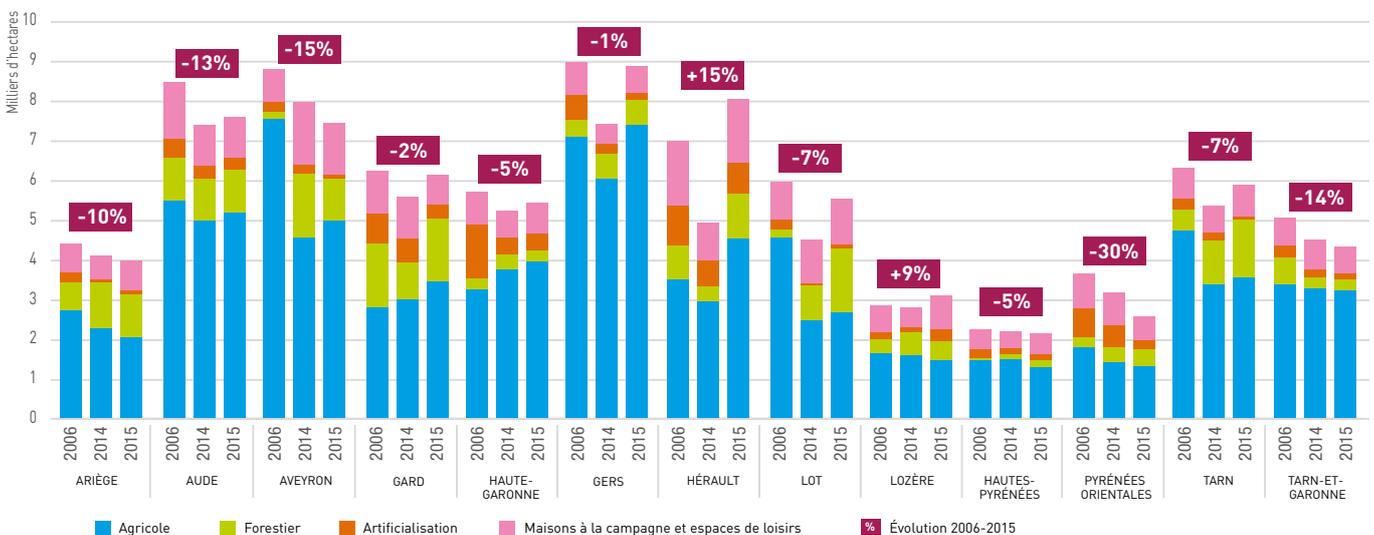
Le territoire régional est confronté, comme la plupart des régions françaises, à l'urbanisation progressive de l'espace rural et l'artificialisation des terres agricoles. Or, le marché de l'artificialisation* sur la région a baissé de moitié entre 2012 et 2015. Il ne représente, en 2015, plus que 3 000 hectares, soit 5% du marché foncier rural (près de 10% de 2006 à 2012).

Ce marché reste important sur les zones urbaines (périphéries toulousaine et montpelliéraine) ainsi que sur les territoires du littoral méditerranéen. Néanmoins, pour ces secteurs aussi, une baisse importante est constatée chaque année depuis 2012.

La mise en place des mesures de densification de l'urbanisation via les documents d'urbanisme, les mesures environnementales, les lois Grenelle, etc. expliquent ce phénomène car c'est en effet le marché des particuliers (terrains à bâtir) qui a le plus reculé.

En valeur, le marché de l'artificialisation représente en 2015 près de 400 millions d'Euros soit 20% du marché foncier rural total. Près de 67% de ces valeurs sont concentrées par les départements de la Haute-Garonne, de l'Aude, du Gard et de l'Hérault.

* artificialisation au sens SAFER : surfaces destinées à l'emprise d'infrastructures, aux équipements collectifs, aux terrains à bâtir et aux extractions de substances minérales.



ÉVOLUTION DES SURFACES VENDUES PAR SEGMENT

(Sources : ARSAMIP, SAFER Languedoc-Roussillon)

PLUS D'INFOS sur

SAFER : www.le-prix-des-terres.fr

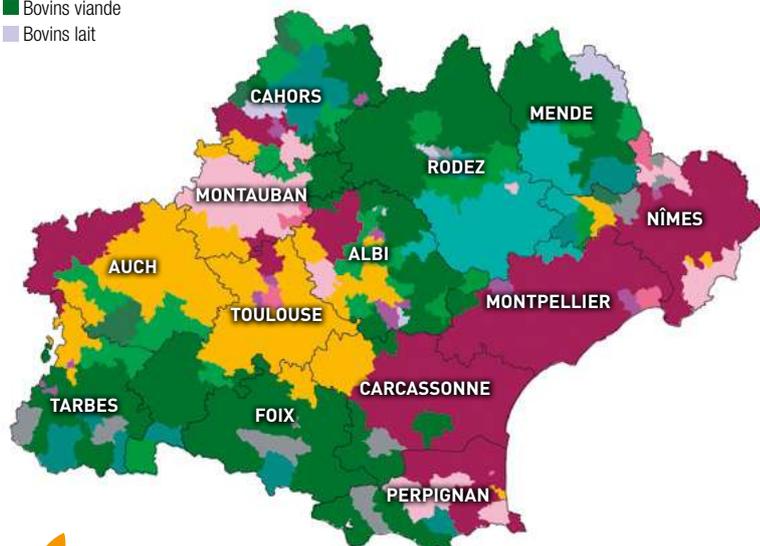
DÉMOGRAPHIE ET EMPLOI

Le secteur agricole et agroalimentaire est un employeur majeur de la région : **plus de 164 000 emplois en 2013**, dont la moitié dans les exploitations agricoles. Le reste des emplois se répartit de manière équivalente entre les IAA et les services à l'agriculture, dont 1/4 dans les coopératives agricoles.

En 2014, près de **86 000 chefs d'exploitations et co-exploitants** dirigent les 70 420 exploitations agricoles de LRMP. La main-d'œuvre familiale reste très présente en comparaison avec la moyenne nationale et concerne encore 10% de la main-d'œuvre totale (FR : 8%). La région se caractérise également par la présence importante de salariés saisonniers, qui représentent plus de la moitié de la main-d'œuvre salariée dans les exploitations (Cf. Focus ci-dessous).

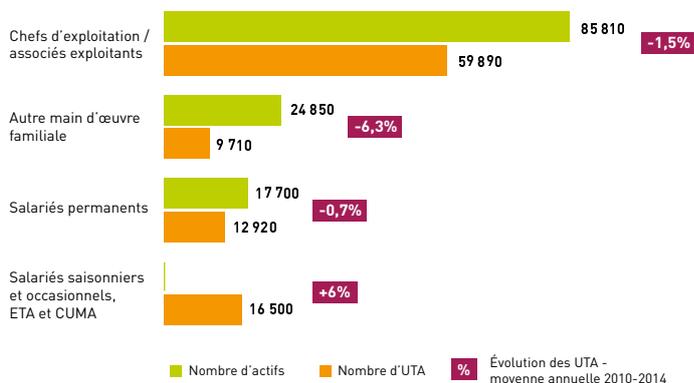
Malgré une tendance à la professionnalisation des systèmes agricoles en matière d'emploi, le **vieillessement global de la population agricole reste un problème majeur** pour les territoires de la région. En 2010, 57% des chefs d'exploitations ont plus de 50 ans, soit 7 points de plus qu'en 2000. Si l'ensemble des productions est touché par ce phénomène, on remarque que les éleveurs spécialisés sont en moyenne plus jeunes que les cultivateurs et que les polyculteurs-éleveurs. En particulier, les élevages de petits herbivores herbivores (ovins, caprins) et ceux de granivores (porcs, volailles, palmipèdes et lapins) comptent une proportion de jeunes chefs d'exploitation supérieure à la moyenne régionale.

Système majoritaire en UTA par canton



ORIENTATION AGRICOLE DES CANTONS EN FONCTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

(Source : RA 2010/ INOSYS)



Main d'œuvre permanente non salariée : **69 600 UTA** dont chefs et exploitants **86%**

Main d'œuvre salariée totale : **29 420 UTA** dont salariés permanents **44%**

LES CHIFFRES

Nombre total d'emplois dans l'agriculture et l'agro-alimentaire : 164 294

(nombre d'emplois calculé en incluant les emplois saisonniers et à temps partiel, au prorata du temps de travail)

Dont emplois des exploitations agricoles : **83 083**

Dont emplois des IAA : **42 435**

Dont emplois des services à l'agriculture : **38 775**

(Sources : Agreste BAEA 2013, INSEE, MSA)

RÉPARTITION DE LA MAIN D'ŒUVRE AGRICOLE EN LRMP - ESTIMATION 2014

(Source : Agreste BAEA 2013)

FOCUS : LA MAIN D'ŒUVRE SALARIÉE

(Source : RA 2000 et 2010)

Malgré une forte baisse entre 2000 et 2010, la main-d'œuvre salariée dans les exploitations agricoles se maintient globalement bien. Elle représente aujourd'hui plus de 30% des UTA alors qu'elle ne pesait que 24% en 2000. Depuis 2010, le salariat connaît d'ailleurs un certain essor avec une augmentation d'environ 0.5% par an, en particulier sous sa forme saisonnière.

Le salariat permanent est particulièrement présent dans les exploitations de maraîchage : 29% des EA maraîchères emploient de la MO salariée permanente, ce qui représente 45% de leurs UTA totales ; ainsi que dans

les élevages porcins : 38% des EA et 32% de la MO totale. Le salariat pèse également fortement dans la main-d'œuvre totale des exploitations en arboriculture (30% des UTA), en viticulture (27% des UTA) et en aviculture (23% des UTA).

Toutefois, l'évolution des structures agricoles entre 2000 et 2010 a permis un développement du salariat dans les exploitations d'élevages herbivores : +4% d'UTA salariées alors que le nombre d'exploitations diminue de 22%. Ceci est dû notamment à la multiplication des structures sociétaires.

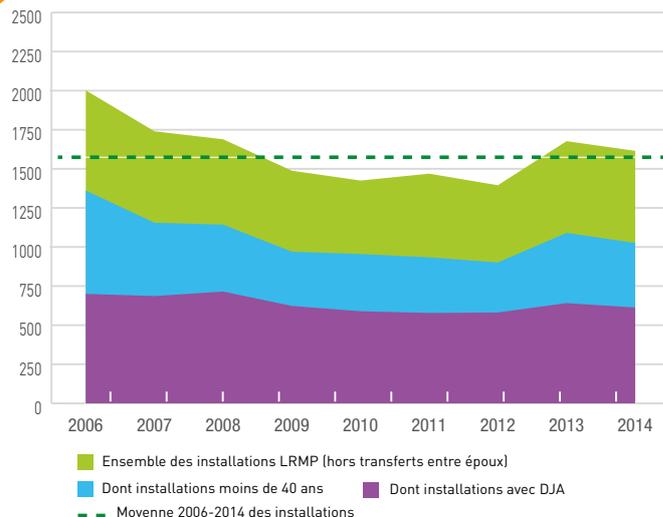
PLUS D'INFOS sur

Chambre Régionale d'Agriculture : <http://www.lrmp.chambagri.fr/menu-horizontal/nos-publications/formation-emploi.html>



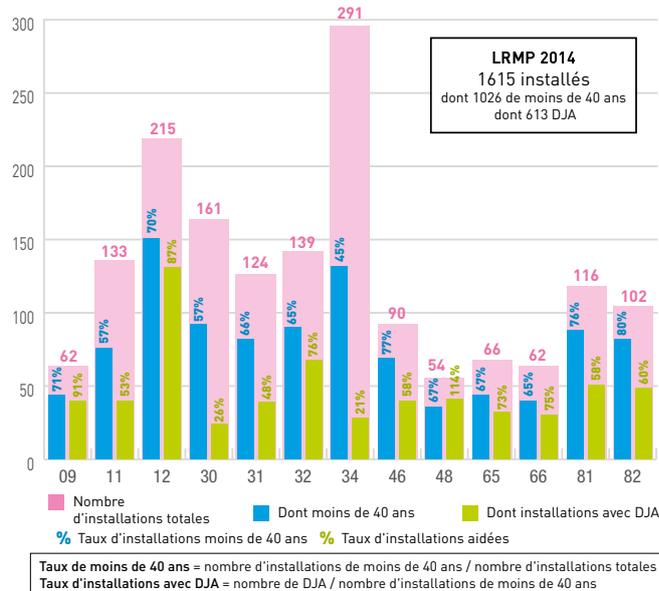
INSTALLATION ET TRANSMISSION

En Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées, comme dans les autres régions françaises, le vieillissement de la population agricole se poursuit et en 2013, **37% des chefs d'exploitations de la région a plus de 55 ans**. Les installations ne suffisent pas à compenser les départs : en moyenne sur les 10 dernières années, pour 100 agriculteurs qui arrêtent leur activité, on compte seulement 61 installations (taux de remplacement 60,8%). Rapporté à la population agricole totale, le renouvellement moyen est de 2,4% (cf. définitions page 49). Certaines productions connaissent toutefois une dynamique d'installation plus importante avec un taux de renouvellement supérieur à 4% : le maraîchage, l'élevage équin et l'élevage avicole. **2013 est plutôt une bonne année en matière d'installations dans la région**. En effet, avec 1 677 installés (soit +20% par rapport à 2012), la région est remontée au-dessus de sa moyenne décennale pour la première fois depuis 2008. Après 5 années de baisse consécutives, la dynamique d'installations semblait s'infléchir positivement avec une augmentation constante du taux de remplacement depuis 2011 pour atteindre 73% en 2013. Cette tendance, principalement due aux installations de jeunes (moins de 40 ans) sans DJA (+40% par rapport à 2012) ne se poursuit pas en 2014. Avec 62 installations de moins qu'en 2013, **le taux de remplacement retombe en effet à 63%**. On constate également en 2014 une baisse du taux d'installations aidées (DJA), avec une baisse de 3 points par rapport à la moyenne 2008-2012 (63%).



ÉVOLUTION DES INSTALLATIONS EN LRMP DE 2006 À 2014

(Sources : CA, MSA - traitement ODR/CRA LRMP)



LES CHIFFRES

Zoom sur les installations DJA en 2015

(dossiers engagés)

- * Part de femmes **21%**
- * Part des installations hors cadre familial **31%**
- * Part des installations en société **58%**
- * Part des installations en Bio **23%**

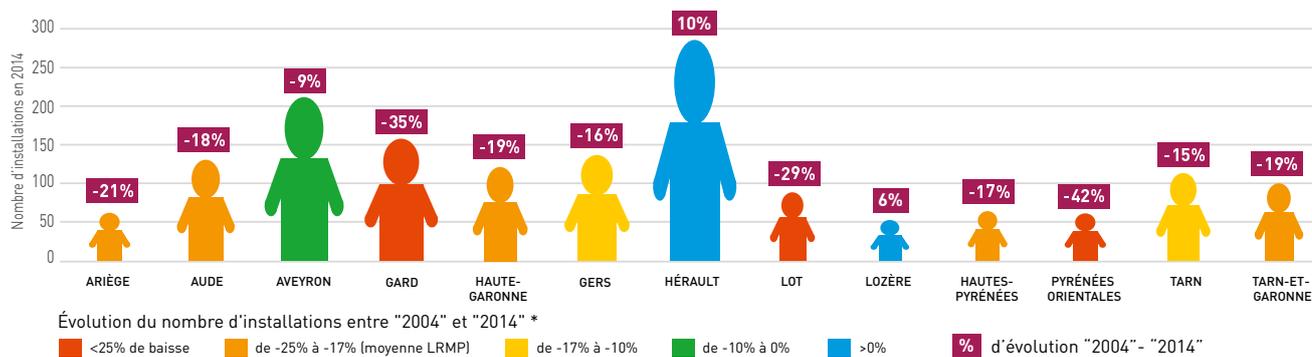
Répartition selon les principales productions :

- Élevage bovin, viande et lait **33%**
- Cultures permanentes et spécialisées **20%**
dont viticulture **11%**
- Élevage ovin, caprin, viande et lait **19%**
- Autres productions **10%**
- Grandes cultures **10%**
- Élevage granivore **7%**

(Source : Chambres d'agriculture Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées)

INSTALLATIONS PAR DÉPARTEMENT EN 2014

(Sources : CA, MSA - traitement ODR/CRA LRMP)



DYNAMIQUE DES INSTALLATIONS PAR DÉPARTEMENT

(Sources : MSA ; DRAAF ; CA-traitement ODR/CRA LRMP)

LES SIGNES D'IDENTIFICATION DE LA QUALITÉ ET DE L'ORIGINE



Cette page a été réalisée en collaboration avec l'IRQUALIM

Les données SIQO publiées dans les statistiques publiques sont traitées hors Agriculture Bio et hors viticulture, traitées à part. Les chiffres ne pouvant être additionnés, nous sommes parfois contraints de les présenter séparément.

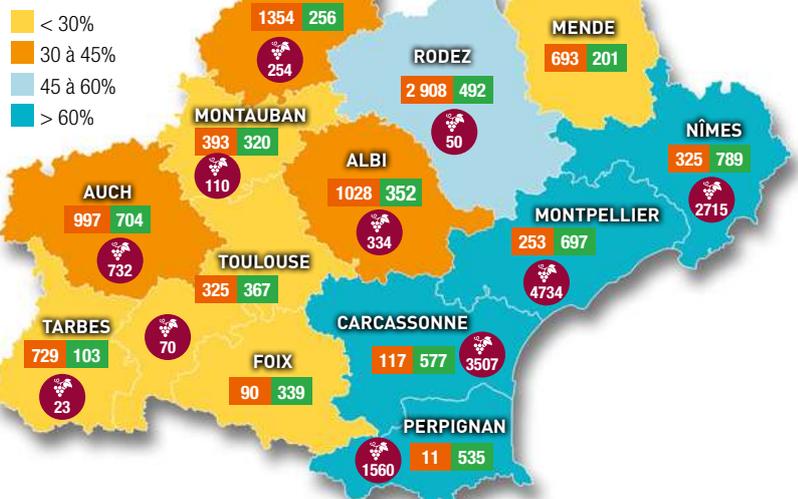
En constant développement depuis les années 90, les Signes d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO) permettent de valoriser le patrimoine agricole et agro-alimentaire de la région. Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées se classe 1^{re} région française, autant pour le nombre de produits sous SIQO (cf. chiffres clés) que pour la part des exploitations agricoles engagées dans ces démarches : en 2010, 42% des exploitations commercialisent au moins un produit sous SIQO (yc viticulture et hors Bio).

Même si toutes les productions sont représentées, certaines filières sont plus engagées dans les SIQO. C'est le cas notamment de la viticulture (cf. Focus ci-dessous), des fruits et légumes et des produits laitiers. La région LRMP a également la particularité d'avoir fortement développé les SIQO sur les produits carnés (viande porcine et salaisons, volailles, palmipèdes, viandes bovine et ovine).

Dans certaines productions, la part des producteurs engagés dans les démarches SIQO est prédominante. En dehors de la viticulture, il s'agit des élevages spécialisés laitiers, en particulier les ovins lait (81% des exploitations) avec l'AOP Roquefort. On note que les systèmes mixtes (élevages mixtes, polycultures ou polyculture-élevages) sont également très engagés avec en moyenne 1 exploitation sur 2 ayant recours aux SIQO.

NB : Les données SIQO publiées dans les statistiques publiques sont traitées hors Agriculture Bio et hors viticulture, traitées à part. Les chiffres ne pouvant être additionnés, nous sommes parfois contraints de les présenter séparément.

Part des EA du département commercialisant des SIQO (yc viticulture en 2010 (hors AB))



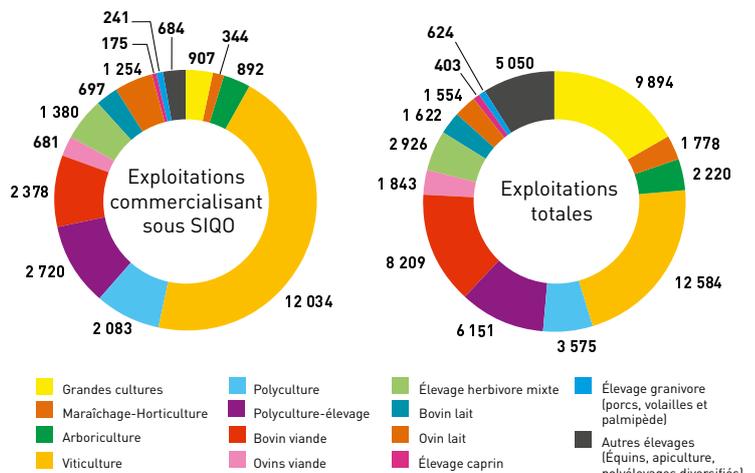
■ Nb d'EA commercialisant en SIQO en 2014 (hors Bio, hors viticulture)

■ Nb d'EA commercialisant en Bio en 2014 (toutes productions)

■ Nb d'EA commercialisant uniquement des produits viticoles en SIQO en 2010 (hors Bio)

IMPORTANCE DES SIQO DANS LES DÉPARTEMENTS

(Sources : RA2010/INOSYS, INAO, Agence Bio)



RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS EN SIQO SELON LES SYSTÈMES

(Source : RA2010 / INOSYS)

LES CHIFFRES

- 31 200 exploitations commercialisent des produits sous SIQO (yc viticulture en 2010 (hors AB))
- 1^{re} région pour le nombre de SIQO avec 250 produits certifiés
- 1^{re} région Bio avec 6495 exploitations et 329660 ha en 2015

(Sources : RA2010, Agence Bio 2015, IRQUALIM)

FOCUS : LES SIQO VITICOLES (Sources : RA2010/INOSYS, Agence Bio, IRQUALIM, SAA 2015)

La place des SIQO en viticulture est particulièrement importante. En effet, 96% des exploitations viticoles de la région sont engagées dans une démarche SIQO (hors Bio) pour au moins une partie de leur vignoble. En 2015, les vins sous SIQO (AOP et IGP) représentent 233 700 ha en LRMP, soit 92% de la surface viticole et 88% du volume de vin produit. LRMP est la 1^{re} région viticole de France mais elle se positionne plus particulièrement sur les vins IGP avec 81% des volumes français. Pour les vins AOP, elle se place 2^e, derrière Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes avec seulement 11% du volume national.

Les 87 appellations viticoles de la région (51 AOP et 36 IGP) concernent essentiellement les vins rouges et rosés (75%), situés plus spécifiquement sur la partie Languedoc. En plus de ces appellations, la région LRMP compte 23 300 ha de vigne en agriculture biologique, soit 9% des surfaces totales en vigne et près de 12% des surfaces en AB de la région.

NB : les SIQO regroupent : les Labels Rouges, les Appellations d'Origine Contrôlée (AOC) ou Protégée (AOP), les Indications Géographiques Protégées (IGP) et l'Agriculture Biologique

PLUS D'INFOS sur

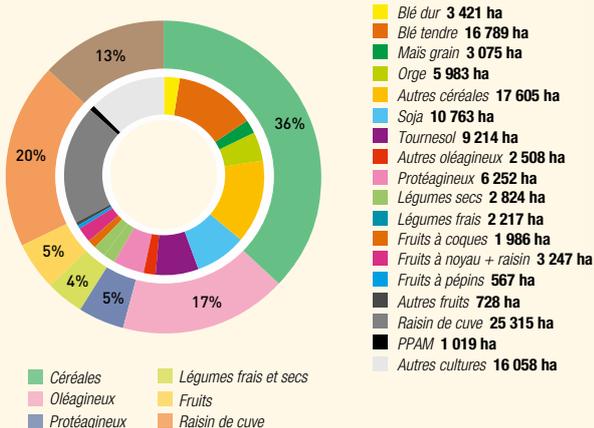
IRQUALIM : www.irqualim.fr

Sud de France : <http://www.sud-de-france.com/>

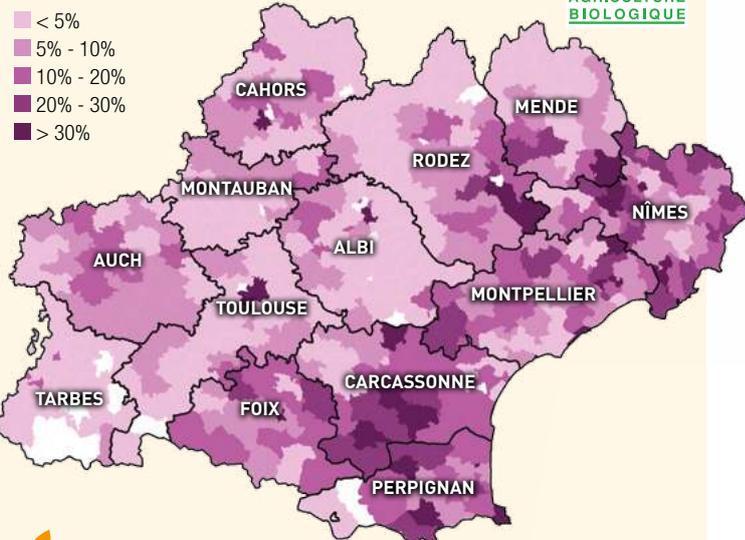
LES CHIFFRES DE L'AB EN 2015

(Sources : Agence Bio, SAA)

- **6 495** exploitations certifiées AB
9% des exploitations agricoles de LRMP
23% des exploitations Bio françaises
- **329 659** ha en Bio dont 32% en conversion
10,5% de la SAU de LRMP
24% de la SAU Bio françaises
Dont 61% de surface fourragère et 23% de COP
- **1 719** opérateurs aval certifiés Bio

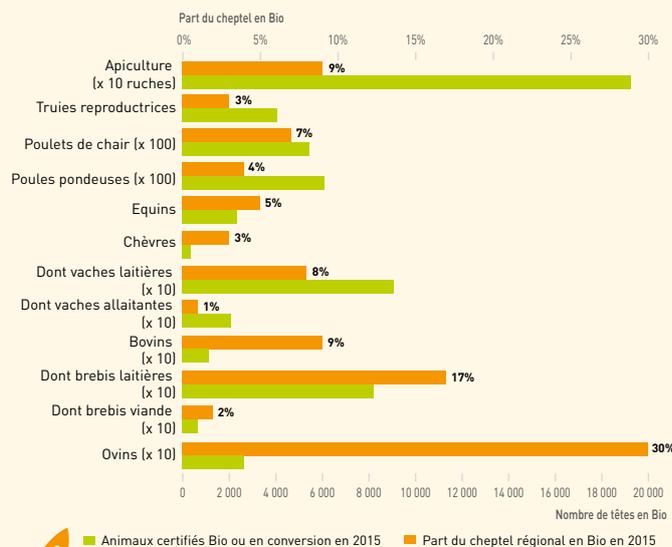


Part de la SAU cantonale en BIO



PART DE LA SAU EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE EN 2014

(Sources : Agence Bio, RA 2010 - traitement CRA LRMP)



RÉPARTITION DES SURFACES CULTIVÉES EN BIO EN 2015 (HORS SURFACES FOURRAGÈRES) : 129 571 HA

(Source : Agence Bio)

Avec près de 330 000 ha certifiés ou en conversion et 6 500 exploitations certifiées en 2015, **LRMP se classe 1^{er} région française en Agriculture Biologique, loin devant les autres régions.** La région représente à elle seule presque un quart des exploitations et des surfaces françaises en AB. Les surfaces fourragères constituent la majeure partie de la SAU Bio régionale mais la région est également très présente en grandes cultures et en viticulture Bio.

En 20 ans, le nombre d'exploitations en AB a été multiplié par 10 et la SAU par 20. Toutefois la dynamique de conversion dans la région n'a pas été régulière. Après une importante période de conversion de 1995 à 2000 (environ +20% par an en surface et en nombre d'EA), le mouvement ralenti entre 2005 et 2008 (+7% d'EA et +13% de SAU par an). Une nouvelle vague de conversions s'est produite en 2009-2011 (+22% par an), suivi de 3 années basses à environ +5% par an. **L'année 2015 semble marquer un nouveau pas dans cette dynamique avec +13% d'exploitations mais surtout +34% de SAU depuis 2014.** Les conversions entre 2014 et 2015 ont été particulièrement importantes en grandes cultures (+27 646 ha), notamment le blé dur qui a triplé sa surface et le soja qui l'a quasiment doublée. Les productions animales ne sont pas en reste avec par exemple une augmentation de 26% du cheptel bovin et de 10% du cheptel ovin, en particulier allaitant.

NOMBRE D'ANIMAUX ET PART DU CHEPTEL EN BIO EN 2015

(Sources : Agence Bio, SAA)

Malgré une présence relativement importante d'entreprises de transformation de produits Bio sur le territoire (1 244 transformateurs en 2015), le secteur aval ne suit pas la même dynamique régionale. Le nombre d'opérateurs de l'aval (transformateurs, distributeurs et importateurs) augmente de 5% entre 2014 et 2015 et représente 13% des opérateurs français en Bio. La majorité des transformateurs sont dans les secteurs des métiers du grain et de la boulangerie-pâtisserie et des pâtes alimentaires (43%), suivi de la fabrication de boissons (22%).

PALMARÈS DE LA RÉGION

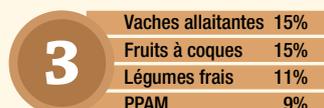
(Sources : Agence Bio, SAA)



Part du cheptel ou des surfaces FR



Part du cheptel ou des surfaces FR



Part du cheptel ou des surfaces FR

PLUS D'INFOS sur

Agence Bio :

<http://www.agencebio.org/>

ANALYSE ÉCONOMIQUE DES EXPLOITATIONS BIO

CAMPAGNE 2014-2015

(Source : CERFRANCE Midi-Pyrénées)



LE POINT CAMPAGNE

La diversité des productions bio de Midi-Pyrénées est représentée dans l'échantillon. Toutefois, deux systèmes sont majoritaires : les céréaliers et les polyculteurs-éleveurs. Les producteurs de viande bovine, les viticulteurs, les laitiers (bovin et ovin) viennent ensuite.

→ Une charge en intrant réduite

Dans le groupe exploitations en bio, les arboriculteurs et les viticulteurs occupent une part plus conséquente que dans l'étude englobant l'ensemble des exploitations de Midi-Pyrénées, ceci influe sur le montant du produit et des charges en main-d'œuvre. La comparaison entre les exploitations en conventionnel et en bio met en évidence certains facteurs : en bio, les produits animaux et grandes cultures sont plus faibles, les aides supérieures, et les charges d'intrants (engrais, produits phytosanitaires) nettement moins élevés.

Le taux de rentabilité (EBE/Produit) est très proche entre les deux groupes (bio 26% et conventionnel 24%).

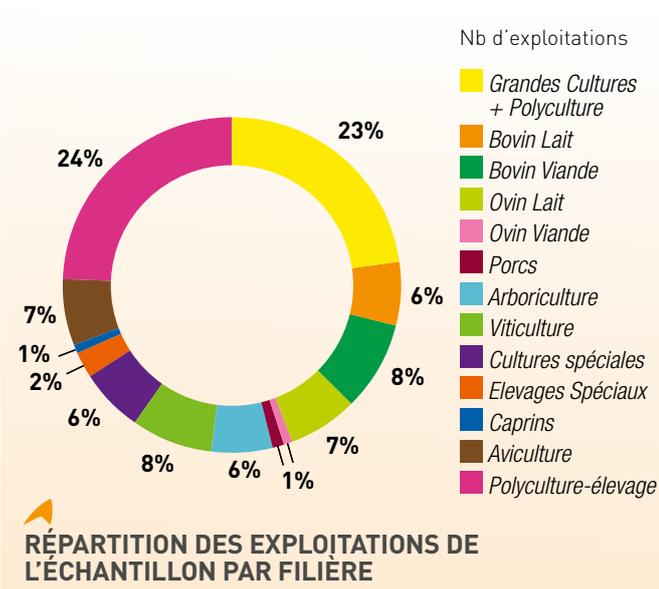
Au sein du groupe bio, l'efficacité économique fluctue fortement d'une exploitation à l'autre mais aussi d'une production à l'autre.

→ Des annuités à surveiller

Le remboursement de la dette absorbe 57% de l'EBE. Au vu des emprunts réalisés en 2015, elles ne vont pas diminuer sur le prochain exercice. Malgré des prélèvements privés modérés (14 100 € par UTH exploitant), l'EBE est insuffisant pour couvrir les besoins.

→ Une situation financière saine pour une majorité d'entreprises

Près de sept exploitations sur dix bénéficient d'une santé financière saine (sérénité et équilibre). Par contre pour 14% du groupe, la situation financière est tendue. L'EBE ne permet pas d'assurer le remboursement de la dette, le fonds de roulement est nettement insuffisant.



L'échantillon CERFRANCE (MP)

- **354 exploitations** en agriculture biologique en 2014 (Date de conversion antérieure au 31/12/2011) dont 45% individuelles, 29% EARL, 19% GAEC
- **SAU : 95 ha** dont 40 ha SCOP, 47 ha SFP
- **1.5 UTH familiale / 0.9 UTH salariée**

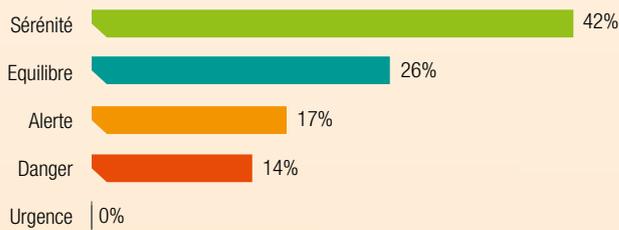
Attention : ces exploitations sont recensées au niveau de l'agence bio, cela signifie qu'au minimum un atelier de l'exploitation est conduit avec le label AB. Pour autant, nous ne pouvons isoler l'importance de cet atelier par rapport à l'ensemble de l'exploitation.



CONSTRUCTION DU RÉSULTAT ÉCONOMIQUE



UTILISATION DE L'EBE



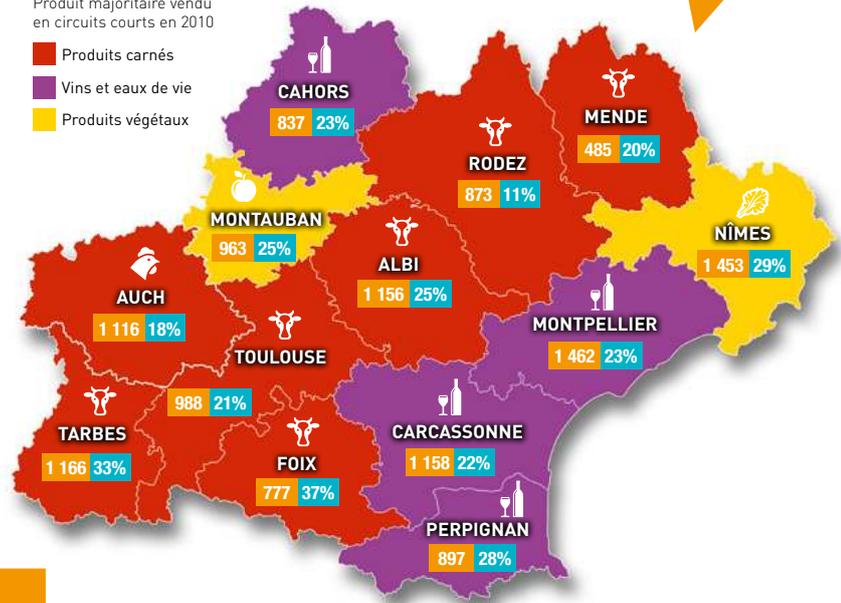
SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS

CIRCUITS COURTS

Les circuits courts de commercialisation (CC)* permettent aux producteurs de conserver une part plus importante de la valeur ajoutée de leurs productions, et aux consommateurs de participer au développement et au maintien de l'activité agricole de leur territoire. En 2010, **1 exploitation sur 5 s'inscrit dans une démarche de circuit court**. L'implication des producteurs dans ces démarches n'est pas la même selon les productions. Par exemple, **49% des producteurs de miel et 46% des producteurs de légumes vendent en circuits courts** alors que pour les produits laitiers et ceux de l'aviculture, seuls 8% des producteurs sont concernés. Ainsi, même si les exploitations les plus nombreuses en CC sont les élevages bovin viande et les viticulteurs, cela ne concerne qu'une partie des exploitations de ces types (environ 20%). Pour la plupart des exploitations concernées, les circuits courts représentent une part importante de leur chiffre d'affaires global. Ainsi, en 2010, 41% des exploitations pratiquant les circuits courts déclarent en retirer plus des ¾ de leur chiffre d'affaires.

Produit majoritaire vendu en circuits courts en 2010

- Produits carnés
- Vins et eaux de vie
- Produits végétaux



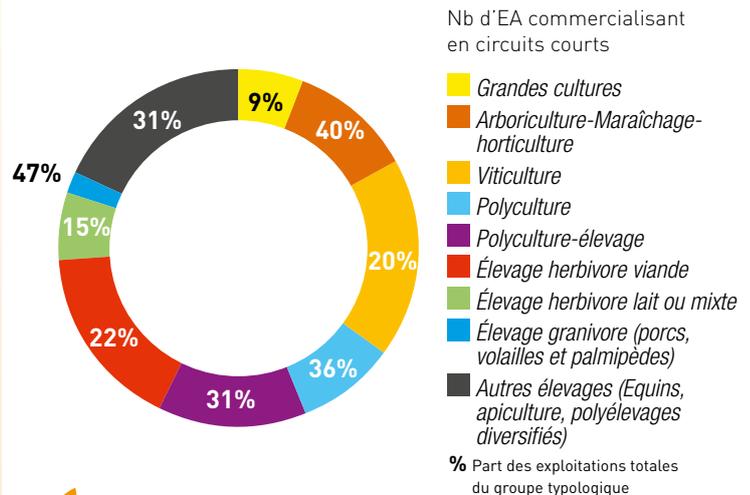
LES CHIFFRES

- **14 503 exploitations agricoles commercialisaient via des CC en 2010**
17% des exploitations commercialisant en CC en France
- **80% de ces EA commercialisent principalement en vente directe**
- **41% de ces EA retire plus de 75% de leur CA des circuits courts**
- Les principaux produits commercialisés en circuits courts sont :
 - Les viandes et produits carnés (surtout viande bovine) : **4 680 EA**
 - Les légumes : **2 640 EA**
 - Les vins : **2 590 EA**
 - Les fruits : **1 700 EA**
 - Les produits de l'aviculture : **1 390 EA**
- Les chambres d'agriculture accompagnent ces producteurs au travers de démarches collectives :
 - Marché de Producteurs de Pays** : 722 adhérents présents sur 88 communes pour plus de 600 jours de marchés
 - Bienvenue à la Ferme** : 1 371 adhérents réalisant 131 prestations de restauration, 160 activités de loisir, 1 046 prestations de vente de produits fermiers et 314 prestations d'hébergement.

■ Nombre d'EA commercialisant en CC en 2010 ■ Part du total des EA du département

LA PLACE DES CIRCUITS COURTS DANS LES DÉPARTEMENTS

(Source : RA2010/INOSYS)



RÉPARTITION DES EXPLOITATIONS EN CIRCUITS COURTS PAR SYSTÈME

(Source : RA2010 / INOSYS)

FOCUS : LA VENTE DIRECTE (Source : RA 2010/INOSYS)

NB : les chiffres ci-dessous ne tiennent pas compte des produits issus de la viticulture, traités à part dans le RA 2010. Les pourcentages présentés sont à rapporter au nombre total d'exploitations commercialisant en circuits courts.

La vente directe est le mode de commercialisation en circuit court le plus utilisé : 80% des exploitations utilisant les CC commercialisent principalement en vente directe. Toutefois, cette proportion varie selon les produits. En effet, elle est proche de 100% pour le miel, les produits laitiers et les produits avicoles alors qu'elle n'est que de 70% pour les viandes, privilégiant les circuits avec un intermédiaire. Les produits issus de l'élevage herbivore (viande et lait) sont également beaucoup commercialisés via des CC hors vente directe (entre 40 et 50% des EA). Certains types d'exploitations agricoles sont plus particulièrement impliqués dans la vente directe de leurs produits. C'est le cas notamment des maraîchers spécialisés et des éleveurs caprins, dont près de 60% commercialisent en vente directe. On remarque également que les exploitations mixtes (polyculture-élevage et polyélevage) utilisent beaucoup ce mode de valorisation des produits (47% des EA).

Le mode de vente directe le plus développé est la vente à la ferme, qui est le plus utilisé par 49% des exploitations en CC. La région LRMP se démarque par rapport aux moyennes nationales avec une proportion importante d'exploitations privilégiant les marchés (22%). Ce dernier mode de commercialisation est notamment particulièrement développé lorsque les circuits courts représentent une part importante du chiffre d'affaires de l'exploitation. En effet, parmi les exploitations tirant plus de 75% de leur CA des circuits courts, 30% commercialisent préférentiellement sur les marchés et 32% à la ferme.

* CC (Circuits courts) : on entend par « circuit court » un mode de commercialisation faisant intervenir au maximum un intermédiaire entre le producteur et le consommateur final. On distingue parmi les circuits courts la vente directe, avec aucun intermédiaire.

PLUS D'INFOS sur

Chambre Régionale d'Agriculture : <http://www.lrmp.chambagri.fr/>

MÉTHODE, SIGLES ET DÉFINITIONS

◆ NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les résultats économiques présentés dans ce document sont issus d'une étude réalisée chaque année sur la base des données comptables fournies par les CERFRANCE de Midi-Pyrénées, complétées cette année par les données des CERFRANCE de Languedoc-Roussillon, puis consolidées régionalement. En cette première année d'union des deux régions, il a été impossible de traiter l'ensemble des filières à l'échelle de la grande région, c'est pourquoi le champ géographique des données CERFRANCE est précisé sur chaque page.

Les exploitations analysées sont des exploitations spécialisées : la production principale constitue au moins 70% du produit hors aides. Ce document décrit les résultats de la campagne de production 2014-2015 (il prend en compte, pour certaines filières, les comptabilités clôturées jusqu'au 30 juin 2015). Nous avons intégré des éléments d'évolution entre les campagnes 2013-2014 et 2014-2015 dans les commentaires.

◆ LISTE DES SIGLES UTILISÉS

AB	Agriculture Biologique	MO	Main d'Œuvre
AMAP	Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne	MSA	Mutualité Sociale Agricole
AOC/AOP	Appellation d'Origine Contrôlée/Appellation d'Origine Protégée	MT	Moyen terme
ARSAMIP	Association Régionale des SAFER de Midi-Pyrénées	Nb	Nombre
BAEA	Bilan Annuel de l'Emploi Agricole	OP	Organisation de Producteurs
CAF	Capacité d'Autofinancement (cf. définitions)	PAC	Politique Agricole Commune
C(R)A LRMP	Chambres (Régionale) d'Agricultures de Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées	PBS	Production Brute Standard (cf. définitions)
CCP	Certificat de Conformité du Produit	PIB	Produit Intérieur Brut
COP	Céréales et Oléo-Protéagineux	PN	Production Nationale
CT	Court terme	PPAM	Plantes à Parfum, Aromatiques et Médicinales
CUMA	Coopérative d'Utilisation de Matériel Agricole	RA	Recensement Agricole
DJA	Dotation aux Jeunes Agriculteurs	RCAI	Revenu Courant Avant Impôt
DRAAF	Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt	RICA	Réseau d'Information Comptable Agricole
EA	Exploitation Agricole	SAA	Statistiques Agricoles Annuelles
EARL	Entreprise Agricole à Responsabilité Limitée	SAFER	Société d'Aménagement Foncier et de l'Établissement Rural
EBE	Excédent Brut d'Exploitation (cf. définitions)	SAU	Surface Agricole Utile
EPCI	Établissement Public de Coopération Intercommunale	SCOP	Surface Céréales Oléagineux Protéagineux
ETA	Entreprise de Travaux Agricoles	SF	Surfaces Françaises
ETP	Équivalent Temps Plein	SFP	Surface Fourragère Principale
FR	France métropolitaine	SICA	Société d'Intérêt Collectif Agricole
GAEC	Groupement Agricole d'Exploitation en Commun	SIQO	Signe d'Identification de la Qualité et de l'Origine
GC	Grandes cultures	STH	Surface Toujours en Herbe
GNIS	Groupement National Interprofessionnel des Semences	T	Tonne
ha	hectare	TEC	Tonnes Équivalent Carcasse
hab	habitants	TNG	Trésorerie Nette Globale (cf. définitions)
hl	hectolitre	UGB	Unité Gros Bovin
IAA	Industrie Agroalimentaire	UTA	Unité de Travail Annuelle (cf. définitions)
ICHN	Indemnité Compensatoire de Handicap Naturel	UTANS	Unité de Travail Annuelle Non Salariées des exploitations agricoles
IG	Indication Géographique	UTH	Unité de Travail Humain
IGP	Indication Géographique Protégée	UTHF	UTH Familiale
INAO	Institut National de l'Origine et de la Qualité	Yc	Y compris
INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques	ZDS	Zone Défavorisée Simple
IPG	Identification Pérenne Généralisée		
LR	Label Rouge		
LRMP	Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées		
LT	Long terme		

◆ DÉFINITIONS

Ratios utilisés pour la page « Installation et transmission » :

NB : toutes les données « installations » sont calculées en excluant les transferts entre époux

- **Taux de remplacement** = Nombre d'installations / Nombre de départs
- **Taux de renouvellement** = Nombre d'installations / Nombre total d'agriculteurs
- **Taux d'installations de moins de 40 ans** = Nombre d'installations de moins de 40 ans / Nombre d'installations totales
- **Taux d'installations aidées** = Nombre d'installations avec DJA / Nombre d'installations de moins de 40 ans
- **Taux de départs** = Nombre de départs / Nombre total d'agriculteurs pour un territoire

PBS : Production Brute Standard. Elle décrit un potentiel de production des exploitations et permet de classer les exploitations selon leur dimension économique et leur orientation de production. Il s'agit d'un coefficient en euros représentant le potentiel de production de chaque unité (hectare, tête, m² de bâtiments, etc...) et décliné au niveau régional. La PBS 2007, utilisée dans le recensement agricole 2010, s'est effectuée à partir de coefficients issus de valeurs moyennes calculées sur la période 2005 à 2009.

Les coefficients de PBS ne constituent pas des résultats économiques observés. Pour la facilité de l'interprétation ils sont exprimés en euros, mais il s'agit surtout d'une unité commune qui permet de hiérarchiser les productions entre elles.

INOSYS : Typologie INOSYS des Chambres d'agriculture : Initié en 2011, le projet INOSYS des Chambres d'Agriculture a permis d'établir une nouvelle typologie des systèmes d'exploitations agricole. Basée sur une méthode « à dire d'expert », cette typologie a été construite avec des critères de tri objectifs, définis à partir de la réalité du fonctionnement des exploitations. Il s'agit d'une nouvelle clé d'entrée pour analyser les résultats du RA 2010.

En LRMP, la typologie INOSYS classe 58 433 exploitations agricoles en 32 familles de production (Typologie Générale), qui se déclinent ensuite en 105 groupes (Typologie Principale) et 225 systèmes (Typologie Détaillée). Les 19 896 exploitations restantes sont considérées comme « non professionnelles » car de petite dimension économique et mobilisant moins d'un mi-temps.

UTA : Unité de Travail Annuel. Mesure du travail fourni par la main d'œuvre. Une UTA correspond au travail d'une personne à plein-temps pendant une année entière. Le travail fourni sur une exploitation agricole provient, d'une part de l'activité des personnes de la famille (chef compris), d'autre part de l'activité de la main-d'œuvre salariée (permanents, saisonniers, salariés des ETA et CUMA).

La mesure d'UTH est équivalente à celle d'UTA. Il s'agit de la mesure du travail utilisée en agriculture. Contrairement aux ETP, les UTA et UTH ne sont pas ramenés aux 35 h hebdomadaires.

Définitions des éléments économiques

Charges* : Charges hors amortissements et frais financiers

Charges de structure * : Charges de structures hors amortissements et frais financiers

EBE : Excédent Brut d'Exploitation = Résultat courant + dotations aux amortissements + frais financiers : c'est le potentiel de ressources créé par l'entreprise

Engagements financiers : Annuités + frais financiers CT

CAF : Capacité d'autofinancement : c'est la part d'EBE disponible après prélèvements privés et remboursement des annuités

Capital d'exploitation : Actif hors foncier

Fonds de roulement : C'est le révélateur de l'équilibre financier de l'entreprise. Il représente la partie des capitaux à long terme « finançant » des stocks, des créances et du disponible

Investissement net : Investissement hors cession et subvention d'équipement

Taux d'endettement : Total des dettes/capital d'exploitation

Taux d'endettement CT : Dettes CT / Capital d'exploitation

Trésorerie nette globale : Elle permet de mesurer si les créances, les comptes bancaires positifs et la caisse couvrent le remboursement des dettes à court terme de l'entreprise.

◆ MÉTHODOLOGIE CERFRANCE DE CALCUL DE LA SANTÉ FINANCIÈRE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Pour appréhender la situation financière des exploitations, nous avons utilisé :

- des indicateurs qui mesurent la marge de sécurité de l'entreprise d'après l'EBE 2014 (Excédent Brut d'Exploitation)
- et d'autres qui mesurent la solidité financière de la structure d'après son bilan 2014.

Un nombre de point a été affecté à chaque indicateur. L'entreprise a donc une note globale pour l'année. Plus le résultat est élevé, plus l'entreprise est en situation délicate. Cinq niveaux ont été identifiés.

Les situations sont différentes d'une filière à l'autre et les leviers d'actions sont également différents. C'est pourquoi nous avons calculé cet indicateur pour chaque production. Vous retrouverez donc un schéma santé financière sur les principales pages filières.

Catégories	Signification	Couleur	Échelle
Sérénité	L'entreprise a une bonne résistance financière		0 - 239 points
Équilibre	Quelques écarts à corriger sur l'année à venir		240 - 349 points
Alerte	Les principaux indicateurs sont négatifs et obligent à analyser la situation		350 - 499 points
Danger	Il est nécessaire d'agir pour redresser la barre !		500 - 800 points
Urgence	La situation est préoccupante. L'amélioration de la situation nécessitera des moyens lourds et sur plusieurs années		+ de 800 points

CHAMBRES D'AGRICULTURE DE LANGUEDOC-ROUSSILLON MIDI-PYRÉNÉES

PARTENAIRES
DES ENTREPRISES
AGRICOLES ET
DES ACTEURS
DES TERRITOIRES



NOS ENGAGEMENTS QUALITE

- L'écoute** proche pour mieux vous comprendre
- La réactivité** pour que vous gardiez une longueur d'avance
- L'efficacité** des prestations pertinentes au bon moment
- L'expertise** une large palette de compétences
- La clarté des informations** pour une relation en toute confiance
- L'éthique** des valeurs pour le respect de vos intérêts



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**

CHAMBRES D'AGRICULTURE
LANGUEDOC-ROUSSILLON
MIDI-PYRÉNÉES

<http://www.lrmp.chambagri.fr>
Tel : 05 61 75 26 00

DES PRESTATIONS CERTIFIEES POUR LA REUSSITE DE VOS PROJETS

- CONSEIL
- FORMATION
- ETUDE
- DIAGNOSTIC

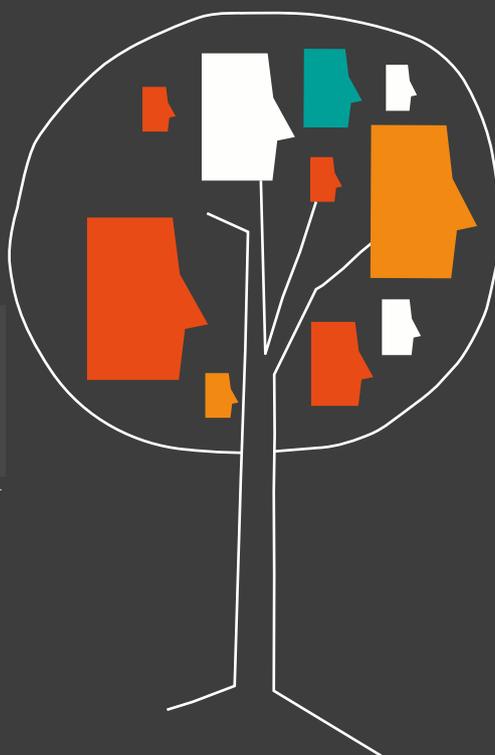


12 Chambres d'agriculture de Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées sont certifiées pour au moins une des catégories.

LA QUALITE DE NOS SERVICES EST CERTIFIEE PAR AFNOR CERTIFICATION

CONSEIL &
EXPERTISE
COMPTABLE

Les observatoires
et études Cerfrance
font fructifier
mes projets



CERFRANCE
entreprendre, ensemble

Les experts Cerfrance accompagnent au quotidien
plus de 320 000 entrepreneurs dans leur performance et leur croissance.



AUTEURS

Pôle Données, Economie et Prospective des Chambres
d'Agriculture de Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées
Chargés d'études CERFRANCE Midi-Pyrénées
Chargés d'études CERFRANCE Languedoc-Roussillon

Équipe de rédaction

Nelly Dubosc (CRA LRMP)
Magali Roubière (CERFRANCE Midi-Pyrénées)
Sandrine Sabatier (CERFRANCE 09)
Sabine Dainèse (CDA 11)
Audrey Hironnelle (CDA 12)
Bernard Antherieu (CERFRANCE 30)
Alice Vigneron (CERFRANCE 30)
Marie-Annick Merelle (CERFRANCE 31)
Ginette Senat (CERFRANCE 32)
Damien Ameline (CERFRANCE 46)
Amélie Urbain-Bajeux (CDA 81)
Cathy Bigouin (CERFRANCE 81-82)

Conception graphique: Ogham, juin 2016

Crédits photos : Chambre régionale d'agriculture Languedoc-Roussillon Midi-Pyrénées,
CERFRANCE Midi-Pyrénées, Photothèque des Chambres d'agriculture, Marc Ginot.